



# Evaluation final du projet « Appui à l'amélioration de la protection et à la sécurité communautaire des populations frontalières dans le nord de la région de *Tillabéri* »

PBF Project ID - 00128163  
PBF/NER/B-4

## RAPPORT D'EVALUATION

VERSION FINALE



[www.hub4research.com](http://www.hub4research.com) | [burkinaf@hub4research.com](mailto:burkinaf@hub4research.com)

MARS2023

Table des matières	
Liste des graphiques .....	13
Liste des tableaux .....	13
Liste des figures .....	Error! Bookmark not defined.
Sigles et abréviations .....	14
Résumé Exécutif : .....	15
Introduction .....	19
I.Contexte de l'évaluation.....	20
II.Stratégie d'intervention du projet.....	20
III. Présentation de la mission et de ses objectifs.....	22
i. But.....	23
ii. Objectifs de l'évaluation .....	23
iii. Portée de l'évaluation.....	24
IV.Approcheméthodologique préconisée .....	25
i. Collecte quantitative .....	26
ii. Collecte qualitative .....	28
V.Principales difficultés et limites de l'évaluation	34
VI.PRINCIPAUX CONSTATS.....	35
VI.1. Analyse de la pertinence .....	35
VI.2. Analyse de la cohérence:.....	42
VI.4. Impact des interventions .....	62
VI.5. Efficience.....	76

## **LISTE DES GRAPHIQUES**

Figure 1. Les critères d'évaluation de l'OCDE-CAD .....	<b>Error! Bookmark not defined.</b>
Figure 2. Illustration du processus de traitement et analyse des données avec NVIVO	<b>Error! Bookmark not defined.</b>
Figure 3. Les critères d'évaluation de l'OCDE-CAD .....	23
Figure 4. Degré de satisfaction des bénéficiaires à l'égard des formations .....	36
Figure 5. Perception des populations sur le renforcement du tissu social.....	39
Figure 6. Satisfaction à la participation formation cohésion sociale.....	40
Figure 7. satisfaction communautaire lors de la formation sur la coexistence pacifique.....	59
Figure 8. Sentiment de sécurité .....	67
Figure 9. Comparaison de l'occurrence des crimes, attaques, cambriolage sur une échelle de 12 mois passés .....	68
Figure 10. coexistence pacifique entre les communautés (hôtes, IDP et réfugiés) .....	70
Figure 11. Coexistence entre les populations et les réfugiés déplacés .....	74
Figure 12. Augmentation des revenus au cours des 12 derniers mois.....	75

## **LISTE DES TABLEAUX**

Tableau 1. Résultats attendus du projet et activités réalisées	
Tableau 2. Les objectifs spécifiques de l'évaluation	
Tableau 3. Les livrables attendus de l'évaluation finale	
Tableau 4. Calcul de la taille de l'échantillon	
Tableau 5 : Estimation de la taille de l'échantillon qualitatif	
Tableau 6. Nombre d'enquêteurs par commune retenue pour l'évaluation finale du projet	
Tableau 7 : autres organismes avec autres moyens dans la zone	
Tableau 8 : Faiblesse du système de Suivi Evaluation mis en place	
Tableau 9 : Perception du changement sur la coexistence pacifique par les bénéficiaires, IDP, hôtes et Réfugiés	
Tableau 10 : Rôles des femmes et des jeunes dans l'extrémisme violent	
Tableau 11 : Impacts de l'Extrémisme violent sur les femmes et les jeunes	

## SIGLES ET ABREVIATIONS

<b>CEDEAO</b>	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
<b>DST</b>	Direction de la Surveillance du Territoire
<b>HACP</b>	Haute autorité pour la Consolidation de la Paix
<b>AGR</b>	Activités génératrices de revenus
<b>CAD</b>	Comité d'Aide au développement
<b>ESSI</b>	Entretien Semi Structuré Individuel
<b>FDS</b>	Force de Défense et de Sécurité
<b>FGD</b>	Focus Group Discussion
<b>GANE</b>	Groupes armés non étatiques
<b>GPS</b>	Global Position System
<b>IDP</b>	Internal Displaced People
<b>Ihfra</b>	Innovative hub for research in africa
<b>MIDAS</b>	Système officiel de gestion des frontières terrestres
<b>MJC</b>	Maison des Jeunes et de la Culture
<b>OCDE</b>	Organisation de coopération et de développement économiques
<b>ODD</b>	Objectif de Développement Durable
<b>OIM</b>	Organisation Internationale pour les Migrations
<b>ONU DC</b>	Office des Nations Unies pour la Drogue et le Crime
<b>OS</b>	Objectif Spécifique
<b>PBF</b>	Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la paix
<b>PCCN</b>	Programme de Cohésion Communautaire au Niger
<b>PDES</b>	Plan de Développement Economique et Social
<b>SNPREV</b>	Stratégie Nationale de Prévention de la Radicalisation et de l'Extrémisme Violent ()
<b>UNHCR</b>	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés l'Architecture des Nations Unies pour le Développement en Situation de Fragilité, de
<b>UNISS</b>	Conflit et de Violences

### **Résumé Exécutif :**

L'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), en collaboration avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR) et l'Office des Nations Unies pour la Drogue et le Crime (ONUDC), mène un projet depuis août 2021, d'une durée de deux ans et deux mois, visant à améliorer la protection et la sécurité des populations frontalières dans le nord de la région de Tillabéri, au Niger. Cette zone fait face à des défis complexes tels que l'insécurité persistante, les violences de groupes armés, la pauvreté endémique, et les effets des changements climatiques. Le projet se concentre sur le renforcement des capacités des structures étatiques, la promotion de la coexistence pacifique entre les communautés et l'augmentation des espaces de dialogue entre les communautés et les autorités, avec pour objectif global de contribuer à la stabilité et à la paix dans les départements de Téra, Ayorou, et Abala. Compte tenu du coup d'Etat du 26 juillet 2023, le projet a bénéficié d'une extension sans coût de 3 mois afin de finaliser les différentes activités prévues dans le cadre de ses interventions. A cet effet, une évaluation finale du projet a été prévue à la fin de la période d'exécution des activités (soit novembre 2023) pour évaluer les résultats obtenus et les impacts des interventions sur les populations ciblées.

### **Cohérence**

Les interventions du projet sont cohérentes avec les cadres gouvernementaux existants en matière de cohésion sociales, d'état civile, de lutte contre l'apatridie, etc. Elles dénotent également d'une compréhension approfondie des priorités nationales en matière de sécurité, et contribuent ainsi à renforcer sa crédibilité à travers une collaboration pertinente avec les autorités régionales, locales et administratives. Le projet s'aligne aussi sur les dépenses croissantes du gouvernement en matière de sécurité. Malgré les différents défis, le budget alloué au projet témoigne de son engagement financier dans la région de Tillabéry.

En termes de politiques nationales et régionales de sécurité, les interventions du projet sont en harmonie avec les conseils de sécurité existants aux niveaux national, régional et départemental, impliquant les Forces de Défense et de Sécurité. Cependant, des lacunes de compréhension au niveau local soulignent la nécessité d'une sensibilisation pour une mise en œuvre efficace des activités. Le projet s'intègre également dans les cadres existants, avec des synergies notables avec d'autres interventions nationales du gouvernement et du Système des Nations Unies. Il identifie des opportunités pour renforcer la paix dans les zones frontalières du Niger, tout en reconnaissant la nécessité d'améliorer la transparence et la compréhension locale.

### **Pertinence**

Le projet s'intègre de manière exemplaire dans la Priorité Stratégique 3 du cadre programmatique prioritaire PBF - gouvernement du Niger, qui vise la consolidation de la paix et de la sécurité communautaire dans les zones frontalières. En 2015, avec le soutien du Système des Nations Unies, le gouvernement du Niger a élaboré un plan prioritaire pour la consolidation de la paix, basé sur une analyse des facteurs de conflits nationaux. Ce plan identifie trois domaines prioritaires, dont l'autonomisation des jeunes dans les zones à risques, la prévention des conflits et la promotion d'une gouvernance inclusive, ainsi que le renforcement de la sécurité et de la stabilité dans les zones frontalières. La pertinence du projet PBF réside dans son alignement avec l'axe 4 du Plan de Développement Économique et Social (PDES) du Niger, axé sur la gouvernance, la paix et la sécurité, ainsi que sur l'Objectif de Développement Durable (ODD) 16. La mise en œuvre du projet a notablement contribué aux résultats du PDES et de l'ODD 16. De plus, le projet est étroitement conforme aux axes de la Stratégie Nationale de Prévention de la Radicalisation et de l'Extrémisme Violent (SNPREV) du gouvernement. En renforçant les objectifs nationaux de prévention, le projet joue un rôle significatif dans la lutte contre la radicalisation et la prévention de l'extrémisme violent. Cette cohérence stratégique confère au projet une légitimité accrue en tant que partenaire efficace dans la mise en œuvre des politiques nationales en matière de sécurité. En mettant particulièrement l'accent sur la consolidation de la paix et de la sécurité communautaire dans les zones frontalières de la région de Tillabéri, le projet répond de manière directe et

ciblée aux besoins prioritaires définis par les autorités gouvernementales, témoignant ainsi de sa pertinence au sein du contexte plus large des objectifs gouvernementaux.

## **Efficacité**

L'évaluation de l'efficacité du projet de consolidation de la paix met en lumière son impact significatif, principalement grâce à la prise en compte du genre à chaque étape. L'analyse de l'efficacité du projet de consolidation de la paix met en évidence son impact significatif, notamment en raison de l'attention accordée à la dimension de genre à toutes les phases du projet. Il convient de souligner que la prise en compte du genre ne se limite pas exclusivement aux femmes, mais englobe une perspective inclusive qui reconnaît les diverses implications de genre pour tous les individus concernés. Cette approche élargie garantit une compréhension holistique des dynamiques de genre et renforce ainsi l'efficacité du projet dans la promotion de la paix et de l'inclusion sociale. Les consultations participatives ont permis une compréhension approfondie des besoins des femmes, orientant ainsi des objectifs sensibles au genre. Les formations ont renforcé les compétences des femmes et des jeunes, créant une base solide pour leur autonomisation. L'allocation équitable des ressources a assuré une réponse adéquate aux besoins spécifiques des femmes, favorisant une distribution équitable des avantages. Les mécanismes d'engagement des femmes ont garanti leur participation active, renforçant l'efficacité des interventions. Les initiatives économiques ont eu un impact tangible sur l'autonomisation économique des femmes, contribuant à la réduction des inégalités.

La prise en compte des rôles des femmes et des jeunes dans les conflits a permis au projet d'adopter des approches spécifiques pour contrer ces dynamiques. L'évaluation participative régulière, intégrant les perspectives des femmes, a fourni des informations cruciales pour ajuster les stratégies. En considérant la prévention de l'extrémisme violent, le projet a mis en œuvre des stratégies proactives, notamment des formations spécifiques et des initiatives économiques. Les recommandations des autorités coutumières soulignent la nécessité d'évaluer les résultats concrets, indiquant une orientation vers une approche basée sur les résultats.

En conclusion, l'efficacité du projet réside dans son intégration cohérente de la perspective de genre, son engagement actif des femmes et des jeunes, et son adaptation aux dynamiques locales. Les retours positifs des initiatives économiques, de l'autonomisation des femmes, et de la prévention des conflits attestent de l'effet transformateur du projet sur la communauté.

## **Efficience**

L'efficience opérationnelle du projet dans la région de Tillabéry se dévoile à travers une gestion exemplaire des ressources financières et humaines, assurant une exécution fluide des activités. L'adaptabilité du projet face aux défis sécuritaires démontre une efficacité opérationnelle remarquable, avec des ajustements stratégiques préservant la continuité des actions.

La coordination inter-agences, bien qu'ayant rencontré des défis, révèle une persistance dans la collaboration, soulignant l'engagement envers une coordination optimisée pour une mise en œuvre efficace. Malgré des ajustements post-coup d'État, le projet a réussi à mettre en œuvre la majorité des activités prévues, évitant tout blocage majeur de fonds, et la gestion des ressources humaines s'est révélée efficiente.

La coordination inter-agences des Nations Unies, impliquant l'OIM, l'UNODC et le HCR, a joué un rôle crucial dans la réalisation des résultats escomptés malgré des défis sécuritaires, politiques et logistiques, démontrant la valeur de la collaboration dans des contextes complexes.

L'efficacité du projet dans la région de Tillabéry s'affirme à travers une gestion proactive des ressources, une adaptation souple aux défis et une collaboration persistante, témoignant de sa capacité à atteindre efficacement ses objectifs dans un contexte complexe et exigeant.

## **Impact**

Le projet de consolidation de la paix a généré un impact significatif à plusieurs niveaux, marquant une transformation positive au sein de la communauté. En mettant l'accent sur la réduction des tensions et des conflits liés à l'accès aux ressources naturelles, le projet a contribué à instaurer un climat de paix durable. Les initiatives économiques inclusives ont joué un rôle crucial dans l'autonomisation des femmes, offrant un soutien à la création d'entreprises, l'accès à des ressources productives et le renforcement des compétences professionnelles. Cette autonomisation économique a non seulement amélioré les conditions de vie des femmes mais a également contribué à atténuer les inégalités économiques au sein de la communauté.

Le renforcement des compétences et de la résilience, notamment grâce à des formations sensibles au genre, a eu des répercussions positives sur la capacité des femmes et des jeunes à faire face aux défis. En abordant spécifiquement les facteurs de radicalisation et d'extrémisme violent, le projet a joué un rôle préventif crucial. En engageant activement les femmes et les jeunes dans divers rôles, du renforcement des compétences professionnelles à la sensibilisation, le projet contribue à créer un environnement où le recrutement et l'endoctrinement sont prévenus, favorisant ainsi la sécurité communautaire.

Les efforts du projet pour favoriser l'inclusion et la participation active ont façonné une communauté où les voix des femmes et des jeunes sont entendues et prises en compte dans les processus décisionnels. L'analyse approfondie des impacts différenciés, avec des ajustements stratégiques en conséquence, a renforcé la sensibilité au genre du projet. Enfin, l'amélioration globale de la cohésion sociale résultant des actions du projet a créé un terreau propice à la paix, à la collaboration et à la prospérité communautaire. En résumé, le projet a réussi à insuffler un changement multidimensionnel, de la prévention de l'apatridie et des conflits à l'autonomisation économique, contribuant ainsi de manière significative à la consolidation de la paix dans la région.

## **La durabilité**

La durabilité du projet de consolidation de la paix repose sur plusieurs piliers essentiels. Tout d'abord, l'intégration permanente de la dimension de genre dans les politiques et pratiques communautaires favorise une évolution culturelle vers plus d'égalité et d'inclusion. Les mécanismes de rétroaction continue avec la communauté sont un élément clé, permettant d'ajuster les interventions en fonction des besoins changeants.

Les initiatives économiques, notamment dans le maraîchage et l'appui aux AGR, créent une base économique solide pour les femmes, contribuant à la durabilité financière des bénéficiaires. De plus, l'accent mis sur la formation et le renforcement des compétences favorise une autonomisation durable, permettant aux femmes et aux jeunes de jouer un rôle actif dans leur communauté à long terme.

Les partenariats avec des autorités locales et les comités de paix, renforcent les capacités et les ressources disponibles, contribuant à la pérennité des actions entreprises. Enfin, la communication transparente sur les objectifs et les impacts du projet favorise un engagement continu de la communauté, renforçant ainsi la durabilité à long terme de l'initiative de consolidation de la paix.

## **La sensibilité au genre**

La sensibilité au genre dans le cadre de ce projet de consolidation de la paix se manifeste à travers la mise en œuvre d'une approche transversale visant à comprendre, intégrer et à répondre aux besoins spécifiques des femmes et des jeunes. Les consultations participatives ont permis de recueillir leurs perspectives, tandis que la formulation des objectifs ont été sensibles au genre et vise à réduire les inégalités sociales existantes dans les communes d'intervention du projet situées dans la région de Tillabéry. Également, la planification des activités garantit une allocation équitable des ressources, avec des stratégies d'engagement spécifiques pour les femmes, les jeunes filles et de manière plus globale pour les personnes vulnérables. Les formations sont sensibles au genre. Elles visent non seulement à renforcer les compétences, mais aussi la résilience socio-économique femmes et des jeunes. Les indicateurs de suivi mesurent la participation des femmes, leur autonomie et la réduction des disparités. En intégrant activement la sensibilité au genre, le projet aspire à créer un impact durable et équitable et contribue ainsi à une communauté plus inclusive, égalitaire et sensible aux conflits.

### **Effet catalytique**

La mise en œuvre de ce projet a été expérimentée dans un environnement extrêmement difficile, emprunts de troubles sociopolitiques, de conflits communautaires et de croissance de l'insécurité dans la région. L'effet catalytique du projet de consolidation de la paix s'est manifesté en effet, par sa capacité à susciter des changements significatifs et durables au-delà de ses actions directes. En agissant comme un catalyseur, le projet inspire d'autres initiatives locales et a contribué à renforcer les capacités communautaires et à résoudre les conflits et à promouvoir la cohésion sociale au sein des communautés bénéficiaires à travers la mise en œuvre d'approches communautaires. Les autorités coutumières ont souligné l'importance de mesurer l'impact concret sur les vulnérables, mettant en évidence le besoin d'évaluations précises. Les recommandations émises par ces leaders locaux offrent des perspectives cruciales pour guider d'autres projets similaires et renforcent la volonté communautaire de s'engager activement dans la consolidation de la paix. Ainsi, au-delà de ses résultats directs, le projet agit comme un catalyseur pour stimuler des dynamiques positives au sein de la communauté, contribuant à une transformation sociale plus large.

## Introduction

Cette mission consiste à réaliser l'évaluation finale du projet intitulé « *Appui à l'amélioration de la protection et à la sécurité communautaire des populations frontalières dans le nord de la région de Tillabéri* ». Le projet a été mis en œuvre par le consortium composé de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR) et l'Office des Nations Unies pour la Droque et le Crime (ONUDC), dans le nord de la région de Tillabéri. Les communes bénéficiaires sont Tera, Diagorou, Goroual Ayérou, Inates, Abala et Sanam. Il est financé par le Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la paix (PBF) et vise à créer des opportunités d'emploi pour les jeunes et les femmes vulnérables dans les départements de Téra, Ayorou et Abala, en s'attaquant aux facteurs de conflit. Le projet vise aussi à renforcer le dialogue entre les structures étatiques et les communautés, en organisant des dialogues ouverts à tous les membres des communautés, y compris les femmes et les jeunes souvent exclus des dialogues, afin de prendre en compte leurs préoccupations souvent négligées.

A travers le présent projet, le consortium cherche à apporter un soutien à l'amélioration de la protection des populations en général, en mettant l'accent sur les personnes à risque d'apatridie. De plus, le projet vise à contribuer à l'amélioration de la stabilité des relations intercommunautaires et au renforcement du dialogue entre les communautés frontalières et les structures étatiques.

## I. Contexte de l'évaluation

Situé dans la zone sahélienne, le Niger partage ses frontières avec plusieurs autres pays, dont l'Algérie, la Libye, le Tchad, le Nigeria, le Bénin, le Burkina Faso et le Mali. Il est confronté à une crise humanitaire plus ou moins complexe, caractérisée par une insécurité et des violences perpétrées surtout par des groupes armés non étatiques depuis plus d'une décennie/ Outre ces défis, le Niger fait face à une pauvreté, aux effets des changements climatiques, notamment à des inondations saisonnières importantes et à des saisons sèches rapprochées.

Il convient de noter que la violence au Niger est principalement concentrée dans les régions du sud-ouest, de Tahoua, et plus spécifiquement de Tillabéri. La situation sécuritaire de cette région, située dans le Liptako Gourma à l'ouest du Niger, entre le Mali et le Burkina Faso, demeure préoccupante. Depuis 2019, les attaques des groupes armés non étatiques (GANE) se sont multipliées dans la région du Liptako Gourma, entraînant des exactions sur les populations de Tillabéri et de Tahoua, avec des enlèvements et des exécutions de leaders locaux et de simples citoyens, créant une psychose généralisée.

Les facteurs conflictuels sous-jacents entre les communautés, liés aux déplacements des éleveurs, aux antécédents rapportés, contribuent à créer un climat favorable à l'appropriation généralisée de la violence, d'autant plus que la présence de la force militaire étatique demeure faible en termes de couverture et de capacité. Les jeunes, souvent exclus des sphères de prise de décisions, constituent les groupes de populations les plus exposés.

Dans ce contexte, Tillabéri se profile comme une région extrêmement fragile, avec une insécurité croissante et l'application de mesures d'état d'urgence qui ont accru la vulnérabilité des populations déjà éprouvées par l'insécurité alimentaire, la malnutrition et les inondations. Face à ces défis, des solutions adaptées doivent être développées pour permettre aux populations de vivre dans la quiétude.

C'est dans cette perspective que l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), en collaboration avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR) et l'Office des Nations Unies pour la Drogue et le Crime (ONUDD), a lancé le projet « *Appui à l'amélioration de la protection et à la sécurité communautaire des populations frontalières dans le nord de la région de Tillabéri* ». Débuté en août 2021, le projet a une durée de deux ans et deux mois, vise à contribuer à la stabilité et à la paix dans les départements de Téra, d'Ayorou et d'Abala. L'approche adoptée est basée sur le renforcement des capacités des structures étatiques, la promotion de la coexistence pacifique entre les communautés et l'augmentation des espaces de dialogue entre les communautés et les autorités.

Prévue pour être clôturée le 22 Aout 2023, une prolongation de trois (3) mois est intervenue après les événements du 26/07/2023 amenant la nouvelle date de fin du projet au 22 novembre 2023. Une évaluation finale a été planifiée, avec pour objectif de dresser un bilan qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre des activités, en évaluant les résultats obtenus, ainsi que les effets et impacts à court et long termes sur les populations ciblées. Cette démarche s'inscrit dans une dynamique d'amélioration continue et d'optimisation des interventions humanitaires au Niger.

## II. Stratégie d'intervention du projet

### a. Du partenariat et des zones d'intervention

Le projet, dans sa conception, vise à contribuer à réduire les problèmes spécifiques liés à la protection et à la sécurité des populations dans la région de Tillabéri. Il s'agit entre autres des questions liées à la protection et à la sécurité des populations. Son objectif global est **de contribuer à la stabilité et à la paix dans la région**. Dans cette perspective, le projet a identifié les problèmes liés à l'insécurité, aux conflits armés, aux crises humanitaires, à la criminalité et aux trafics transfrontaliers, à l'accès à la documentation civile, aux services sociaux de base, à la cohésion sociale, à la résilience communautaire, ainsi que les problèmes de capacités et de gouvernance. Concernant l'insécurité et les conflits armés, le projet vise à renforcer la sécurité des communautés locales et à les protéger contre la violence et l'instabilité. Du point de vue humanitaire, l'objectif est de répondre aux besoins immédiats des populations vulnérables par le biais de solutions durables.

En abordant la problématique de la criminalité et du trafic transfrontaliers, le projet envisage des mesures visant à lutter contre ces activités illégales et à renforcer la sécurité des frontières. Pour l'accès aux services sociaux de base, le projet cherche à améliorer cet accès par le renforcement des capacités des structures en charge et de la gouvernance interne.

L'autre objectif visé est aussi de développer une population résiliente face aux chocs et aux crises, permettant ainsi une participation active au processus de développement. Dans ce contexte, le projet a implémenté diverses activités, notamment la formation et le renforcement des capacités (FDS, Etat Civil, Justice, Autorités Décentralisées), des activités génératrices de revenus (AGR) en faveur des femmes, des jeunes et des femmes détenues en prison et celles libérées, la dotation des centres communautaires et bureaux d'état civil en équipements de bureau et matériels informatiques, le suivi des centres d'état civil, des activités de sensibilisation et de formation sur la police de proximité, la justice traditionnelle, la justice moderne, la collaboration avec les structures étatiques, la fouille sécuritaire, la protection des femmes victimes et la collaboration avec les femmes leaders, les techniques de pilotage, de vedette et pirogue (UNODC), l'andragogie, le MIDAS (*système officiel de gestion des frontières terrestres utilisé par le Gouvernement*), la coexistence pacifique et la cohésion sociale, l'apatridie, l'accès à la justice, et l'amélioration de la chaîne de communication entre les comités de paix et les structures étatiques.

Pour atteindre son objectif, le projet a mobilisé une diversité d'acteurs, notamment l'État à travers ses structures techniques déconcentrées situées dans le nord de la région de Tillabéri, les communautés frontalières, les autorités locales et coutumières, les femmes et les jeunes.

#### **b. Des résultats attendus et activités réalisées**

Comme l'on pourrait observer à travers le contenu du tableau ci-dessous, le projet est structuré autour de trois (03) principaux résultats attendus et de onze (11) principales activités opérationnalisées par les trois agences en partenariat avec le gouvernement Nigérien à travers ses structures techniques et services spécialisés situés dans 3 départements de la région de Tillabéri.

*Tableau 5. Résultats attendus du projet et activités réalisées*

<i>Principaux résultats attendus</i>	<i>Principales activités réalisées</i>
<b>Les structures étatiques dans le nord de la région de Tillabéri sont renforcées pour mieux protéger les communautés et répondre à leurs besoins en matière de paix et de sécurité</b>	<i>1.1.1 : Réhabilitation et renforcement des capacités des acteurs aux postes frontaliers / postes de police pour soutenir les différentes structures étatiques (infrastructure, matériels, équipement, formations)</i>
	<i>1.1.2: Renforcement des capacités des FDS, la DST et les autres acteurs actifs aux frontières au niveau régional par rapport aux compétences techniques et opérationnelles liées au système MIDAS (système officiel de gestion des frontières terrestre utilisé par le Gouvernement)</i>
	<i>1.1.3 : Renforcer les capacités de l'État à travers l'accompagnement et le suivi du plan d'action national de lutte contre l'apatridie et sur les procédures judiciaires basées sur les droits humains</i>
	<i>1.1.4 : Renforcer les capacités des acteurs de protection à travers des formations sur l'apatridie et la cohésion sociale visant la consolidation de la paix</i>
	<i>1.1.5 : Procéder à l'identification des personnes à risque d'apatridie et délivrer les documents d'état civil en vue de prévenir les conflits identitaires</i>
<b>La coexistence pacifique entre les communautés frontalières</b>	<i>2.1.1 : Organiser des activités de sensibilisation et de formation sur la coexistence pacifique, l'apatridie, l'accès à la justice, et la cohésion sociale</i>

<i>Principaux résultats attendus</i>	<i>Principales activités réalisées</i>
<b>Le nord de la région de Tillabéri est promu</b>	<i>2.1.2 : Activités Génératrices de Revenu pour l'autonomisation des communautés avec focus sur les femmes et des jeunes</i>
	<i>2.2.1 : Établir et élargir le réseau des comités de paix dans les villages frontaliers, qui sont mis en étroite collaboration avec les structures étatiques et en lien avec la HACP</i>
<b>Les espaces de dialogue constructifs entre les communautés et leurs autorités locales sont augmentés et/ou renforcés afin de permettre un engagement constructif, en particulier des jeunes et des femmes</b>	<i>3.1.1 : Améliorer la chaîne de communication entre les comités de paix et les structures étatiques</i>
	<i>3.1.2 : Organisation des activités conjointes pour les structures étatiques et les communautés : les audiences foraines, les matchs de foot, les séances de théâtre, émissions radio, forum, échange des bonnes pratiques, etc.</i>
	<i>3.2.1 : Réhabilitation et constructions des centres communautaires pour créer un espace de dialogue entre les structures étatiques et les communautés avec la participation de toutes les parties prenantes.</i>

Source : Document du projet (Prodoc)

### c. Du ciblage du projet

L'analyse documentaire révèle que les actions du projet ont visé une variété de groupes cibles. Ces derniers comprennent, entre autres, les leaders communautaires, religieux et coutumiers, les autorités administratives, les membres de la communauté, les animateurs radio, les forces de défense et de sécurité, les personnes déplacées internes, les réfugiés, les élèves leaders, les relais communautaires, les agents de l'état civil et les acteurs de la chaîne pénale. Une approche de ciblage pertinente a été déployée dans le but d'atteindre les trois principaux résultats escomptés du projet mentionnés précédemment.

## III. Présentation de la mission et de ses objectifs

### d. Les principaux critères de l'évaluation

Cette évaluation s'appuie sur les critères d'évaluation spécifiques aux projets financés par le Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la paix (PBF). Ces critères comprennent, entre autres, la sensibilité aux conflits, la prise en compte du genre et l'effet catalytique. De plus, l'évaluation englobe les six (6) critères

standards de l'OCDE-CAD, à savoir la pertinence, la cohérence, l'efficacité, l'efficience, l'impact et la durabilité/appropriation, comme illustré dans la figure ci-dessous.

Figure 1. Les critères d'évaluation de l'OCDE-CAD



Source : OCDE, février 2020

La matrice d'évaluation en annexe présente les différents critères et questions spécifiques d'évaluation affinées et indique la manière dont chaque question a été renseignée et traitée.

### e. But, objectifs de l'évaluation

#### i. But

Dans son approche, la présente évaluation vise à dresser le bilan de la mise en œuvre du projet à travers une appréciation qualitative et quantitative des résultats obtenus, des effets et impacts à court et à long terme sur les populations bénéficiaires.

#### ii. Objectifs de l'évaluation

L'évaluation finale actuelle a pour objectif de constater l'amélioration effective de la protection des populations et des personnes dans les communes d'intervention de la région de Tillabéri à travers une analyse des activités mise en œuvre depuis le début du projet. Plusieurs objectifs spécifiques y sont associés et sont repris dans le tableau ci-dessous. De façon plus spécifique, l'évaluation vise à :

Tableau 6. Les objectifs spécifiques de l'évaluation

Différents niveaux d'évaluation	Objectifs spécifiques	Descriptions des objectifs
Evaluation d'ensemble du projet	<b>OS1</b>	Apprécier les résultats atteints par le projet ainsi que les changements contribuant à la consolidation de la paix spécifiquement dans les départements de Téra (commune de Téra, Diagourou, Goroual), Ayerou (commune d'Ayorou et Inatés) et Abala (commune Abala et Sanam),

		région de Tillabéri ;
	<b>OS2</b>	Analyser la validité des hypothèses qui sous-tendent la théorie du changement.
Analyse et évaluation des approches et interventions spécifiques	<b>OS3</b>	Déterminer la pertinence des actions menées, leur efficacité en termes de résultats, de dynamiques et de processus impulsés, et leur impact et durabilité ;
	<b>OS4</b>	Identifier les bonnes pratiques, y compris les effets catalytiques et mettre en évidence les principales leçons apprises afin d'améliorer la conception et la mise en œuvre de projets futurs ;
	<b>OS5</b>	Formuler des recommandations sur les contraintes qui ont entravé la mise en œuvre du projet ;
	<b>OS6</b>	Analyser l'approche programmatique et opérationnelle ;
	<b>OS7</b>	Recommander des actions qui permettront de pérenniser les acquis du projet ou d'identifier des pistes de formulation d'interventions pertinentes.

**Source :** Termes de référence de l'évaluation finale du projet

### iii. Portée de l'évaluation

Les termes de références donnent une orientation sur la portée thématique, géographique et chronologique de l'évaluation finale.

#### ✓ Portée thématique

L'évaluation porte sur des thématiques clés du projet à savoir : 1) la stabilité et la paix, 2) la Sécurité, 3) la Protection et 4) les conflits, avec un accent particulier sur la sensibilisation et la consolidation de la paix dans les zones d'intervention du projet.

#### ✓ Portée chronologique

L'évaluation a été réalisée sur une brève période (à finaliser avant la fin du mois du novembre) et porte sur tous les résultats observables du projet en lien avec la période de mise en œuvre du projet (août 2021 – novembre 2023).

#### ➔ Portée géographique

La présente évaluation a couvert toutes les zones d'intervention du projet qui sont les communes de Tera, Diagorou, Goroual Ayérou, Inates, Abala et Sanam, dans la région de *Tillabéri*.

### f. Rappel des tâches et livrables attendus du consultant

Le tableau ci-dessous reprend en effet, les principaux livrables attendus.

Tableau 7. Les livrables attendus de l'évaluation finale

Livrables attendus	Description des Tâches
<b>Livrable 1 : Rapport de démarrage de l'évaluation</b>	Le rapport de démarrage est une version améliorée de la proposition technique acceptée par le commanditaire. A partir de l'exploitation documentaire, le rapport a permis de mieux définir l'approche méthodologique, les différentes cibles, l'approche de traitement et d'analyse des données et le chronogramme global de mise en œuvre de l'évaluation. En plus, il contient les outils de collecte de données et toutes annexes de l'évaluation.
<b>Livrable 2 : Rapports d'étape</b>	Il s'agit d'un compte rendu hebdomadaire informant sur les progrès de l'évaluation que le bureau d'études devra fournir par courriel ;

<b>Livrable 3 : Draft du Rapport de l'évaluation</b>	Le rapport devra suivre un format qui sera partagé par le lead du Consortium en charge de la gestion de l'évaluation (OIM) avec le bureau d'études. Ce document contiendra le contexte et justification, la portée et les objectifs, les critères et questions d'évaluation, la méthodologie, les résultats de l'évaluation, les recommandations, les leçons apprises et les bonnes pratiques ;
<b>Livrable 4 : Présentation des résultats de l'évaluation</b>	Il s'agit d'une présentation PowerPoint contenant les résultats clés, les conclusions et l'évaluation que le bureau d'étude devra élaborer et présenter devant l'équipe de gestion de l'évaluation, le bailleur et toute autre partie prenante pertinente.
<b>Livrable 5 : Rapport final de l'évaluation</b>	Le processus d'évaluation sera soldé par un rapport final à rédiger en français et suivant les sections mentionnées dans le draft de l'évaluation sauf commentaires d'amélioration faits par les entités appropriées ;
<b>Livrable 6 : 2-pages brief de l'évaluation</b>	C'est un document de 2 pages en français contenant une synthèse des résultats clés, conclusions et recommandations de l'évaluation à l'intention des principaux utilisateurs ;
<b>Livrable 7 : Plan de suivi des recommandations (MRF)</b>	Cela portera sur la préparation d'un draft de plan de suivi des recommandations contenant les principales recommandations formulées par le bureau d'études dans le rapport, les responsables de la prise en charge des dites recommandations ainsi que les actions à entreprendre pour le suivi des recommandations de l'évaluation.

Source : les termes de référence de l'évaluation finale du projet

#### IV. Approche méthodologique préconisée

L'approche méthodologique renvoie à l'ensemble de techniques et moyens qui ont été utilisés afin de répondre convenablement aux objectifs de l'évaluation. Elle a donné ainsi un aperçu global de la façon dont l'étude a été menée. Elle a défini les techniques et procédures utilisées pour collecter et analyser les données. Les sections ci-dessous illustrent la démarche.

##### g. Cadre théorique

La présente évaluation s'est inscrite dans **une approche inclusive, participative et analytique**. Elle a épousé une démarche qui rassemble toutes les conditions nécessaires. Ainsi, pour répondre aux objectifs fixés, l'évaluation a conjugué les compétences collectives et individuelles avec les besoins de l'évaluation. En effet, elle a impliqué tous les acteurs et parties prenantes associés au projet. Il s'agit entre autres, des équipes de mise en œuvre et les bénéficiaires directs du projet capable de donner des idées et des éléments probants pour non seulement identifier les éléments nécessaires pouvant orienter la stratégie et les approches du projet et de formuler des recommandations pragmatiques et pertinentes pouvant permettre d'améliorer la conception du projet, les approches de mise en œuvre et les hypothèses clés.

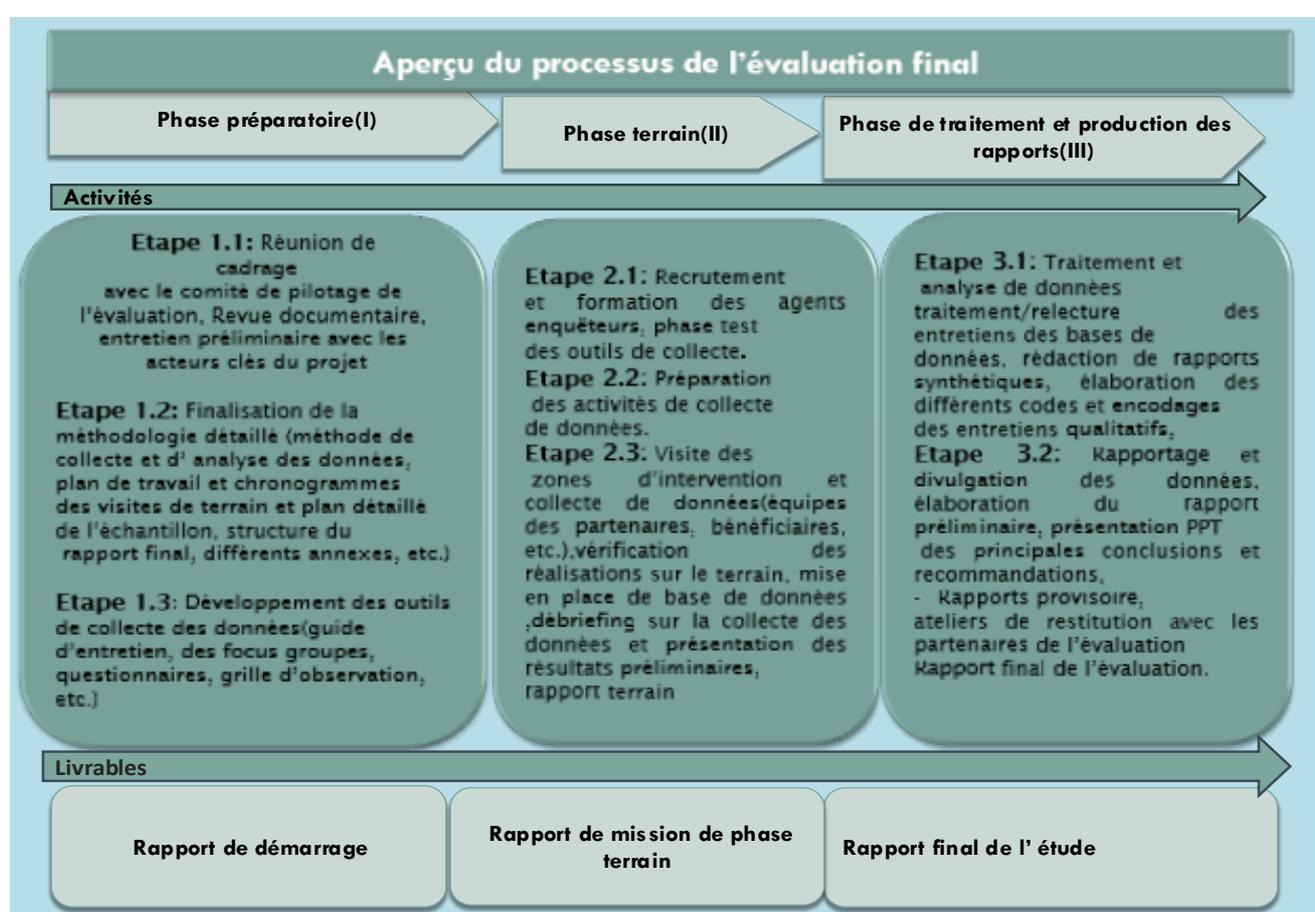
A cet effet, des livrables intermédiaires (rapport de cadrage / démarrage, outils de collecte de données, rapport de terrain) ont été élaborés, soumis et discutés à chaque étape du processus de l'étude tout en étant ouvert aux questions soulevées par l'équipe de gestion de l'évaluation constitué par le consortium **OIM / ONUDC / UNHCR**. Cette approche a été appliquée à toutes les phases du processus de l'exécution de la mission en veillant à ce que toutes les parties prenantes soient impliquées dans tout le processus de la mission. A la fin de cette évaluation, il est prévu **un atelier participatif avec les parties prenantes**, cela en collaboration avec les commanditaires de l'évaluation finale dans l'optique de capitaliser les acquis, de recueillir des recommandations pouvant orienter les parties prenantes pour la pérennisation des actions du projet sur le terrain.

Aussi, l'exécution de cette mission a été faite dans le strict respect des principes de base tels que les principes humanitaires notamment le respect de **l'humanisme, la neutralité, l'indépendance et l'impartialité**. Les règles d'éthique et de professionnalisme en matière de collecte des données ont été strictement respectées, en ce qui concerne la **fiabilité** et la **qualité** des données collectées.

## h. Processus de mise en œuvre de l'évaluation

Le processus est une suite d'étapes complètes élaboré dans le cadre de la présente évaluation dans le but d'aider l'équipe en charge de l'évaluation d'atteindre leurs objectifs selon un schéma bien défini. Il s'agit de donner les principales étapes ou phases à suivre pour la réalisation de l'étude tout en donnant les différents éléments pertinents qui composent chaque étape. Ce qui permet d'organiser clairement la méthodologie en partant de l'étape de préparation de l'étude à l'étape d'analyse et de production des rapports de l'étude en passant par l'étape de collecte de données sur le terrain. Ainsi, la méthodologie préconisée pour la réalisation de cette évaluation finale s'articule autour de trois grandes phases organisées de façon chronologique à savoir : **i)** la phase préparatoire ; **ii)** la phase de collecte de données et ; **iii)** la phase d'analyse de données et de rapportage. Le contenu de ces phases est résumé dans le graphique ci-dessous :

Graphique N°1 : Processus d'exécution de l'évaluation finale



Source : IHFRA, 2023

## i. Echantillonnage

Cette évaluation a été conduite en suivant une méthodologie combinant des méthodes mixtes (qualitatives et quantitatives) portant sur la collecte des données primaires et secondaires auprès de différentes parties prenantes. Cette approche a permis de multiplier les évidences et aussi une triangulation des données issues des différentes sources dans l'optique de générer des recommandations utiles, pratiques et pertinentes.

### i. Collecte quantitative

#### ✓ Unité d'échantillonnage

Pour la collecte des données quantitatives de cette étude, l'échantillonnage aléatoire stratifié proportionnel à la taille a été adopté comme méthode d'échantillonnage. L'évaluation a couvert les départements de

Téra(Terra, Diagorou et Goroual), Ayorou (Ayorou et Inates) et Abala (Abala et Sanam) dans la région de Tillabéri. Les unités à échantillonner ont été les bénéficiaires du projet qui sont la population hôte, déplacées internes/refugiées et les Force de Défense et de Sécurité (FDS). La méthode de collecte adoptée a été celle de l'entretien directe à l'aide d'une tablette avec questionnaire incorporé entre les agents de collecte et les répondants échantillonnés.

○ *Taille de l'échantillon et cadre d'échantillonnage*

L'objectif principal tel qu'annoncé, nous a orienté sur le paramètre clé de cette étude qui a été fortement corrélé avec l'amélioration de la protection et à la sécurité communautaire des populations frontalières dans le nord de la région de Tillabéri. La taille de l'échantillon de la région de Tillabéri a été déterminée en utilisant la formule suivante :

$$n = \frac{t^2 * p * (1 - p)}{E^2 * (1 - u)}$$

*N* : la taille minimale de l'échantillon

*t* : niveau de confiance à 95%

*p* : Proportion (connue ou supposée, estimée) des éléments de la population-mère qui présentent une propriété donnée. (Lorsque *p* est inconnue, on utilise *p* = 0.5). (On dit aussi Probabilité de succès ou probabilité de réalisation positive) ;

*E* : la marge d'erreur de 5% ;

*u* : le taux de non-réponse attendu à 0,1

Tableau 8. Calcul de la taille de l'échantillon

Paramètres de calcul de la taille de l'échantillon	Valeurs
<b>P</b> : Probabilité de succès	50%
<b>T</b> : Loi normale centré réduite	1,96
<b>U</b> : taux de non-réponse	0,1
<b>E</b> : Marge d'erreur	0,05
<b>Nombre minimal de l'échantillon total dans la région de Tillabéry</b>	427
<b>Nombre minimal de l'échantillon dans la commune d'Abala</b>	117
<b>Nombre minimal de l'échantillon dans la commune d'Ayorou</b>	184
<b>Nombre minimal de l'échantillon dans la commune de Diagourou</b>	21
<b>Nombre minimal de l'échantillon dans la commune de Goroual</b>	21
<b>Nombre minimal de l'échantillon dans la commune de Inatès</b>	17
<b>Nombre minimal de l'échantillon dans la commune de Téra</b>	67

Source : Calcul de l'auteur

Ainsi, l'enquête a couvert un total de 427 personnes dans la région de Tillabéry, soit 13% de réfugiés/déplacés (55), 45% de population hôtes (194) et 42% de FDS/ACP (178).<sup>1</sup>

<sup>1</sup> La proportion (ou poids) de chaque cible est déterminé en faisant le rapport de leur effectif sur l'effectif total des cibles.

○ **Sélection des bénéficiaires**

D’abord, ont été considérées les communes de Téra, Diagourou, Goroual, d’Ayorou, Inatés, Abala et Sanam. Ensuite, au sein de chaque commune, il a été sélectionné les bénéficiaires, tout en tenant compte de leur statut et du type d’activité à laquelle ils ont participé ou bénéficié dans le cadre du projet.

**ii. Collecte qualitative**

Les données qualitatives ont été collectées à travers deux approches, notamment des entretiens semi-structurés individuels (ESSI) et des focus groups de discussion (FGD). Pour organiser ces ESSI et FGD, l’effectif des personnes à rencontrer a été déterminé sur la base de la représentativité des différentes catégories des cibles du projet afin de maximiser les chances de collecter les différentes opinions issues des différents acteurs et selon le profil des bénéficiaires et des parties prenantes. L’objectif étant de saisir la diversité et l’hétérogénéité sociale des attitudes et des points de vue des différents acteurs pour mieux apprécier les approches, les différentes interventions et activités réalisées. Ainsi, les entretiens ont été conduits à trois niveaux : Au niveau régional, départemental et communal selon les acteurs et parties prenantes.

Le tableau ci-dessous fait une synthèse des acteurs interviewés, des outils utilisés et du nombre de personnes estimées à enquêter.

**Tableau 5 : Estimation de la taille de l’échantillon qualitatif**

Institutions/ entités	Responsables à rencontrer	Méthode/ Technique	Prévu	Réalisé	Taux de réalisation(%)
<b>1. AGENCES DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET</b>					
Organisation Internationale pour les Migrations (OIM),	Chargé du projet Suivi-évaluation	Entretien semi-structuré individuel (ESSI)	2	2	100
Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés UNHCR	Chargé du projet Suivi-évaluation	ESSI	2	0	00
Office des Nations Unies pour la Drogue et le Crime ONUDC	Chargé du projet Suivi-évaluation	ESSI	2	1	50

Institutions/ entités	Responsables rencontrer	à Méthode/ Technique s	Prévu	Réalisé	Taux de réalisation(%)
Bailleurs de fonds	PBF	ESSI	1	1	100
<b>2. AU NIVEAU REGIONAL ET DEPARTEMENTAL</b>				<b>3.</b>	<b>4.</b>
Direction départementale de l'état civil des Migrations et des Réfugiés	Directrice/Représenta nt	ESSI	1	1	100
DRPN/Direction Régionale de la Police	Directeur/représentan t	ESSI	1	1	100
Gendarmerie nationale Tillabery	Commandant/ représentant	ESSI	1	0	00
Ministère de la justice	Procureur/représentan t	ESSI	1	1	100
Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant avec ses structures déconcentrées	Directrice régionale/départemen tale	ESSI	2	0	2
<b>5. AU NIVEAU LOCAL/COMMUNAL</b>				<b>6.</b>	<b>7.</b>
Structures de sécurité et de défense	Commissaires de police	ESSI	3	0	00
	Commandants de gendarmerie	ESSI	3	0	00
Direction communale de l'état civil	Directeur communal de l'état civil/ représentant	ESSI	3	3	00
Organisation de la société civile œuvrant dans le domaine	Président/secrétaires	ESSI	3	00	00
Structures de promotion des Activités Génératrices de Revenues	Représentants	ESSI	3	00	00

Institutions/ entités	Responsables rencontrer	à Méthode/ Technique s	Prévu	Réalisé	Taux de réalisation(%)
Autorités communales	Maires et services techniques des mairies	ESSI	5	4	80
Groupements de femmes	Membres	FDG	3	00	00
Groupement de jeunes	Membres	FDG	3	00	100
Personnes déplacées internes (PDI)	Hommes	FGD	2	2	100
	Femmes	FGD	3	3	100
Réfugiés	Hommes	FGD	2	3	150
	Femmes	FGD	3	2	67
Autochtones	Hommes	FGD	2	2	100
	Femmes	FGD	3	1	33
FDS ayant bénéficié de technique de pilotage de vedettes et pirogues	Bénéficiaires de la formation	ESSI	5	3	60
FDS ayant bénéficié de formation en fouille sécuritaire	Bénéficiaires de la formation	ESSI	5	1	20
FDS ayant bénéficié de formation en police de proximité	Bénéficiaires de la formation	ESSI	5	3	60
Femmes FDS et ACP de Tillabery ayant bénéficié de formation sur la protection des femmes victimes et la collaboration avec les femmes leaders	Bénéficiaires de la formation	ESSI	5	0	00
Les radios communautaires du nord Tillabéry ayant bénéficié de formation sur les	Bénéficiaires de la formation	ESSI	5	2	40

Institutions/ entités	Responsables rencontrer	à Méthode/ Technique s	Prévu	Réalisé	Taux de réalisation(%)
aspects Media for Peace					
Leaders communautaire/ch efs traditionnels coutumiers ayant bénéficié d'une formation sur l'apatridie, la justice transitionnelle, la justice moderne et leur collaboration avec les structures étatiques	Bénéficiaires de la formation	ESSI	5	4	80
Les élèves leaders	Bénéficiaires de formation	ESSI	5	5	100
Les relais communautaires	Bénéficiaires de formation	ESSI	5	5	100
Les participants aux échanges sur la cohésion sociale	Bénéficiaires de formation	ESSI	5	5	100
Les agents de l'état civil	Bénéficiaires de formation	ESSI	5	5	100

**Source : estimation faite par l'auteur sur la base de l'exploitation documentaire**

*En résumé, il a été conduit 85 ESSI et 21 Focus group auprès des bénéficiaires directs et parties prenantes. Deux principaux outils ont été utilisés, notamment le guide d'entretien individuel et le guide de focus group. Dans chaque outil, il a été intégré des questions qui permettront d'appréhender les forces, les faiblesses, les menaces et les opportunités du projet.*

j.

#### **d. Formation des agents de terrain**

La formation a été déroulée en deux jours et a porté entre autres sur les aspects suivants : la technique d'approche et de conduite d'enquêtes, la conduite d'entretiens tant individuel que collectif (FGD), la technique de changement le plus significatif, la technique de re/transcription et de traitement des données qualitatives, la technique d'analyse de contenu, sur le logiciel de collecte de données, et un briefing sur la sécurité, au regard du contexte des zones de l'étude. La formation a aussi inclue dans ses modules une section sur les principes d'éthique notamment le principe de « **Do not harm the people studied, and do not distort**

the data »<sup>2</sup> qui est indispensable à toute personne amenée à conduire des enquêtes. Le tableau ci-dessous donne le nombre d'enquêteurs mobilisés.

Tableau 6. Nombre d'enquêteurs par commune retenue pour l'évaluation finale du projet

COMMUNES	QUANTITATIF	QUALITATIF	TOTAL
	Nbre d'Enquêteurs	Nbre d'enquêteurs	
ABALA	4	2	4
AYOROU	2	2	4
DIAGOUROU	2	2	4
GOROUOL	2	2	3
INATES	1	1	2
TERA	1	1	2
<b>TOTAL</b>	<b>11</b>	<b>10</b>	<b>21</b>

Source : estimation de IHFRA

#### k. La collecte des données

La collecte des données s'est faite à travers deux approches complémentaires, qui sont les méthodes qualitative et quantitative. A cet effet, trois principaux outils (guide d'entretien semi-structuré individuel, guide d'entretien de focus group et questionnaire) sont utilisés et annexés au présent rapport de démarrage.

- **Les données qualitatives**

Les données qualitatives ont été collectées à l'aide d'une combinaison de méthodes/techniques à savoir des entretiens approfondis ou individuels semi-structurés (ESSI) et des Focus group de discussion (FGD).

- ☞ **Les entretiens semi-structurés individuels**

L'entretien semi-structuré est une technique de collecte de données qualitatives permettant d'obtenir des données plus fournies que le questionnaire à travers l'exploitation de sujets non prévus avec des renseignements précis. Dans le cas de cette étude, les entretiens semi-structurés individuels ont été organisés à l'aide de guides d'entretien personnalisés selon le type d'acteurs à rencontrer, notamment auprès des autorités régionales, départementales et communales, des leaders communautaires, des bénéficiaires des séances de renforcement des capacités, etc. L'avantage de conduire ces types d'entretiens est qu'ils offrent la flexibilité d'aborder les questions préparées par thème selon la réactivité de l'interviewé.

- ☞ **Les Focus groups de discussion (FGD),**

Le focus group est une technique de recherche qualitative ayant pour objectif de générer des échanges et des interactions entre un groupe d'acteurs à travers des entretiens collectifs, afin de créer une synergie et pour dégager des enseignements concernant des thématiques ciblées (focus) et dont tout le processus est encadré par un facilitateur/modérateur et un assistant/preneur de note. Dans le cadre de cette étude, les FGD ont été organisés en faveur des bénéficiaires directes, notamment les personnes déplacées internes, les réfugiées, les groupements de femmes, les autochtones, les jeunes, les femmes, etc.

Des dispositions pratiques indiquent le nombre de participants par FGD (6-12 participants), l'animation du FGD (deux personnes dont un modérateur et un assistant/ preneur de note), le matériel indiqué (dictaphone/enregistreur) et la re/transcription de l'entretien réalisé avec Word sur ordinateur. Un guide de FGD a été élaboré en fonction des sujets à aborder selon la nature, la sensibilité des cibles à enquêter. Dans le but de collecter des données de qualité, il a été privilégié des focus group homogènes à savoir rassembler des membres avec des profils similaires. Ainsi, le FGD a été organisé de telle sorte que les intervenants

<sup>2</sup> Par C. Weiss

appartiennent à la même tranche d'âge, au même sexe ou à la même catégorie socio-professionnelle, afin d'assurer une discussion plus harmonieuse et une communication plus souple entre eux sans aucune influence. Toutes les discussions des ESSI et FGD ont été enregistrées à l'aide d'un dictaphone (avec l'accord des interviewés) et les re/transcriptions faites simultanément et quotidiennement par les agents de collecte de données.

- **Les données quantitatives**

Contrairement aux **questions ouvertes** formulées dans la collecte des données qualitatives, la collecte des données quantitatives a été effectuée à l'aide des questionnaires constitués de **questions fermées**. La collecte des données quantitatives a été effectuée à l'aide d'un **questionnaire ménage** comportant plusieurs sections relatives à la sensibilité au genre, les activités génératrices de revenu, etc. Il s'agit d'une pratique de collecte mobile à travers le digital **SurveyCTO ou KoboCollect** qui a été appliquée. En effet, quelle que soit l'une ou l'autre, ce sont des plateformes qui ont permis de collecter des données sécurisées sur des terrains dépourvus de connexion internet grâce à des formulaires complexes. L'avantage de conduire des enquêtes avec des plateformes numériques est qu'elles favorisent la protection des participants à l'étude donc de la préservation de la confidentialité des données. En plus, elles permettent non seulement d'analyser les résultats, mais aussi d'exporter les données dans de multiples formats sécurisés et rapides. Toutefois, cette approche a été discutée avec la section des approvisionnements de **l'OIM Niger / ONUDC / UNHCR** avant d'être appliquée. Au-delà, les consultants ont cherché à savoir si des questionnaires-types n'ont pas été élaborés dans le cadre de programmes similaires dans la province.

## **I. Traitement et analyse des données**

- **Les données qualitatives**

Le traitement des données qualitatives collectées a été fait par la méthode d'analyse du contenu. Le traitement manuel des données qualitatives s'est fait à travers une analyse des informations contenues dans le dictaphone et l'exploitation des notes prises sur papier lors des activités de terrain. La technique utilisée est la re/transcription des enregistrements à l'aide d'une grille de traitement. Les interviews ont été transcrites et saisies à l'aide du logiciel Word. Ensuite, l'analyse s'est faite par la méthode d'analyse du contenu. Cette méthode a permis de réaliser les opérations suivantes : la documentation et archivage, la re/transcription, la saisie et mise en forme pour une analyse qualitative, le codage ou le classement de l'information agrégée et l'analyse qui a cherché à vérifier si les résultats obtenus répondent à chaque objectif spécifique de l'étude comme présenté dans le tableau des objectifs.

En plus du traitement manuel des données qualitatives, nous avons fait recours au logiciel NVIVO pour l'analyse des données issues de l'enquête qualitative.

Les informations issues des différentes sources de données de l'étude et portant sur la même question ont été toutes synthétisées et associées à ladite question. Ainsi, la conclusion à chaque question en liens avec chaque objectif de l'étude formulée par les consultants a reposé sur la consolidation des similitudes et des différences entre source d'information. Ceci a abouti à la production d'une information équilibrée et vérifiable. Une telle information a contenu aussi bien des données quantitatives issues de l'enquête et dont les tendances ont été étayées par les données qualitatives issues des méthodes qualitatives appliquées et la revue documentaire.

- **Les données quantitatives**

Les données quantitatives ont subi un traitement informatique. Bien que la collecte se fasse sur un système contrôlé, il est utile de procéder à l'apurement des fichiers concaténés afin de déceler les erreurs et les incohérences qu'elle pourrait contenir. Cette phase, très importante dans l'exploitation, a permis de vérifier la qualité de la saisie et de garantir la qualité des données et des résultats. Le traitement s'est poursuivi à travers les logiciels **STATA et SPSS**. Ainsi, différentes méthodes statistiques ont été associées à cette fin. Les fichiers de données ont été regroupés par concaténation et exportés en un seul fichier vers Stata 12, SPSS 24 et Excel 2019. Cette opération a permis de sortir les tableaux de fréquences pour les variables qualitatives,

les tableaux de moyennes pour les variables quantitatives et tous les tableaux croisés. En réalité, l'exploitation démarre par un tri à plat de toutes les variables, la détection des éventuelles erreurs de saisie et de programmation et enfin l'édition des tableaux.

Quant à l'analyse, au regard de la nature de l'intervention, il a été adopté une approche d'analyse comparative (en fonction du sexe, âge, handicap) avec pour variables d'intérêt droits ou protection des personnes handicapées. Aussi, la masse d'informations a été analysée en identifiant les similitudes et les divergences dans les réponses fournies pour les questions relatives à chaque question de l'étude. La vérification et la triangulation des données ont été effectuées par la corrélation des données obtenues des (a) différents groupes de parties prenantes clés, ainsi que (b) des différentes méthodes. Les consultants ont veillé à ce que les résultats soient soutenus par une combinaison de sources et de méthodes.

#### V. Principales difficultés et limites de l'évaluation

- **Insécurité et Accès Restreint** : Tillabéry est une région confrontée à des défis sécuritaires, cette situation n'a pas facilité l'accès à toutes les zones prévues.
- **Participation Communautaire** : L'implication des communautés locales dans le processus d'évaluation a été un défi. En effet, certains membres de la communauté n'étant pas pleinement engagés a conduit parfois à des résultats biaisés ou incomplets.
- **Mesure de la Paix** : La mesure des résultats liés à la paix peut être subjective et complexe. Les évaluateurs peuvent rencontrer des difficultés à quantifier des améliorations qui relèvent de la sphère qualitative.
- **Besoins de Confidentialité** : Certains aspects de l'évaluation, notamment ceux liés à la sécurité, peuvent nécessiter la confidentialité. Cela a rendu difficile l'accès à certaines parties prenantes et par ricochet à certaines informations importantes visant à mieux comprendre l'action du projet/...
- **Durabilité des Initiatives** : Il peut être difficile de mesurer la durabilité des initiatives de paix à long terme. Les résultats immédiats peuvent ne pas être indicatifs de la capacité du projet à maintenir ses effets positifs au fil du temps.

## VI. PRINCIPAUX CONSTATS

### VI.1. Analyse de la pertinence

L'analyse de la pertinence du projet apprécie dans quelle mesure les objectifs envisagés sont en adéquation avec les problèmes de base identifiés, les besoins réels des bénéficiaires, les priorités et les intérêts stratégiques des parties prenantes en tenant compte de l'évolution du contexte. Ainsi, la pertinence du projet a été évaluée à travers les quatre principales questions évaluatives ci-dessous.

### 6.1.1. Dans quelle mesure le projet s'inscrit-il en droite ligne avec les besoins des bénéficiaire, les stratégies nationales, les priorités des fonds des Nations unies pour la consolidation de la paix (PBF) et des défis de consolidation de la paix de la région de Tillabéri ?

#### → Alignement des interventions du projet sur les besoins des bénéficiaires

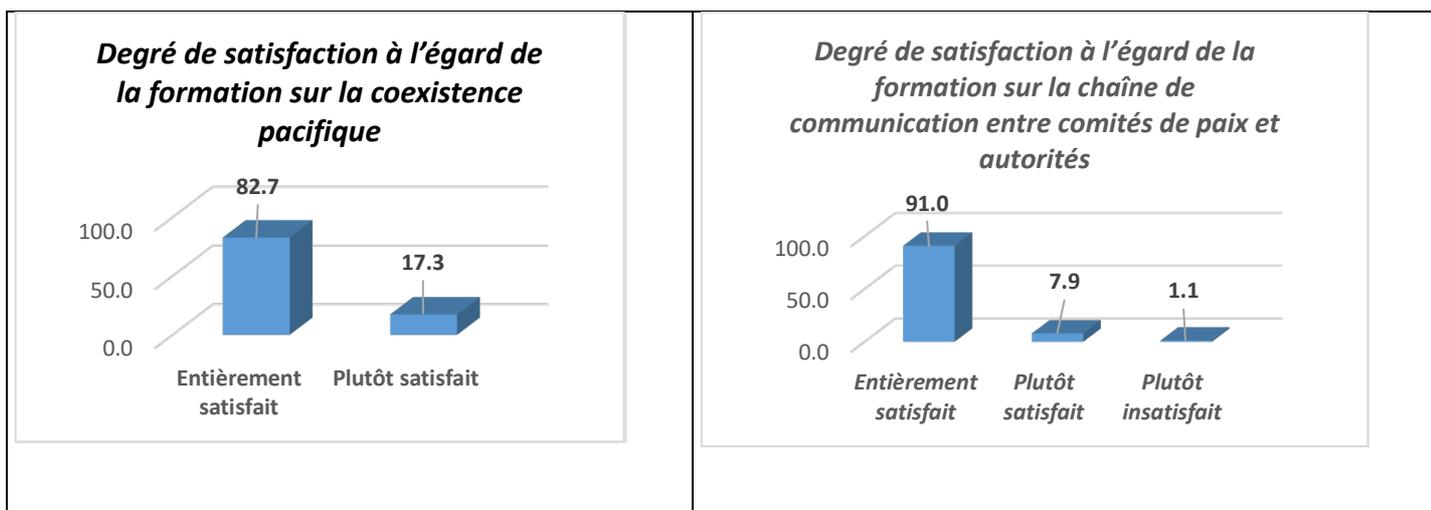
De manière globale, le projet « est pertinent et répond aux besoins directs des parties prenantes et des populations. Parmi les besoins identifiés par l'étude de base, figurent les questions de la gouvernance locale, de la migration et de l'asile, de la gouvernance économique, politique, juridique et judiciaire, etc. Ces questions sont liées spécifiquement aux besoins de protection, de stabilité, d'autonomisation des femmes et des jeunes de coexistence pacifique, de collaboration et d'interaction entre autorités, de la non satisfaction de la prestation des autorités par les populations, de l'accès des populations aux autorités, de la faiblesse des relations entre communautés et autorités ou l'administration de manière globale, de la gestion des conflits liés aux groupes extrémistes violents par les communautés, les risques d'apatridie d'une frange de la population au niveau des zones frontalières, etc.

Au regard de ces besoins identifiés, le projet dans sa conception, sa planification et son intervention a développé des approches et des activités adaptées visant à réduire l'ampleur de ces problèmes identifiés que connaissent la plupart des populations de la région de Tillabéri. Il s'agit entre autres des activités de renforcement des capacités opérationnelles des postes de police en matériel de bureau et en système d'informations et d'analyse des flux migratoires (MIDAS), le renforcement des capacités de la police en fouille sécuritaire et sur le rôle de la police de proximité, sur la protection des droits de l'homme, le renforcement des capacités matérielles des structures de la chaîne de l'état civil, l'organisation d'ateliers impliquant les leaders communautaires visant à renforcer la coexistence pacifique, l'accompagnement des personnes vulnérables à travers des AGR, etc. Outre ces activités citées, le projet dans son opérationnalisation a adopté une approche interactive, impliquant à la fois toutes les couches sociales et politico-juridiques, notamment les autorités régionales, départementales, communales et les communautés dans des activités communes (formation, sensibilisation, etc.). Cette approche participative a favorisé un rapprochement entre autorités et populations. Comme l'affirme une autorité locale rencontrée dans une des communes d'intervention du projet :

*« Le projet a répondu à nos préoccupations et priorités locales. La formation sur la gestion des conflits et le renforcement des capacités des forces de sécurité ont eu un impact positif. L'engagement envers l'inclusion communautaire a renforcé notre tissu social, conduisant à une baisse des incidents de sécurité et à une résolution plus rapide des conflits. Ce projet a dépassé son statut d'initiative externe, s'intégrant harmonieusement dans notre communauté. L'alignement stratégique est crucial pour le succès des projets de développement communautaire. » (Propos du Maire commune, d'Ayorou)*

Comme le montrent les résultats du graphique ci-dessus, plus de 82,7% des populations déplacées, des réfugiées et des populations autochtones sont satisfaites des activités de formation sur la coexistence pacifique et 91% par rapport à la formation sur la chaîne de la communication entre comités de paix et autorités. Ce degré de satisfaction témoigne de la prise en compte des préoccupations des bénéficiaires et de la pertinence du projet, au regard de la problématique identifiée (paix, sécurité, cohésion sociale et rapprochement entre population et autorités locales).

*Figure 2. Degré de satisfaction des bénéficiaires à l'égard des formations*



Source : IHFRA, enquête auprès des PDI, réfugiées et des populations hôtes, novembre 2023

Graphique 2 : Perception de la sécurité par les communautés :

### → Alignement du projet sur les stratégies nationales et internationales

Les interventions du projet se sont intégrées dans les priorités nationales. Elles sont en cohérence avec le plan prioritaire pour la consolidation de la paix au Niger. Ce plan identifie trois domaines prioritaires : i) l'autonomisation et l'implication des jeunes dans les zones à risques ; ii) la prévention et la gestion des conflits et la promotion d'une gouvernance inclusive ; et iii) le renforcement de la sécurité et de la stabilité dans les zones frontalières. Il est également aligné sur le PDES<sup>3</sup> à travers son axe 4 portant sur la Gouvernance, Paix, et sécurité et sur les objectifs de l'ODD 16 « paix, justice et institutions efficaces ». De plus, le projet s'aligne étroitement sur les axes fondamentaux de la « Stratégie Nationale de Prévention de la Radicalisation et de l'Extrémisme Violent (SNPREV) » du gouvernement. En renforçant ces objectifs nationaux de prévention, le projet contribue de manière significative à la lutte contre la radicalisation et la prévention de l'extrémisme violent.

En mettant l'accent sur la consolidation de la paix et de la sécurité communautaire dans les zones frontalières, le projet répond directement et cible les besoins prioritaires définis comme priorités du pays. Le projet s'inscrit également sur l'initiative globale de la Banque Mondiale portant sur la Prévention et Résilience, Fragilité, Conflit, et Violence. Cette adhésion démontre l'engagement du projet à contribuer aux efforts mondiaux dont l'objectif est d'atténuer les risques de fragilité et de conflit, tout en favorisant la résilience des communautés touchées.

Parallèlement, le projet renforce les piliers de l'UNISS (l'Architecture des Nations Unies pour le Développement en Situation de Fragilité, de Conflit et de Violences), mettant particulièrement l'accent sur la résilience et la sécurité. En intégrant ces principes directeurs, le projet s'est aligné sur les normes internationales en matière de consolidation de la paix et contribue de manière significative aux objectifs mondiaux de prévention des conflits et de renforcement de la stabilité.

### → Alignement des objectifs du projet sur les priorités des fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix (PBF)

Le PBF soutien en effet les activités de consolidation de la paix dans les pays touchés par des conflits. Ses objectifs sont de renforcer la paix, de prévenir la rechute dans le conflit et de promouvoir le relèvement après un conflit. Le présent projet accorde une importance au renforcement des institutions nationales, y compris

<sup>3</sup> Plan de Développement économique et Social

les forces de sécurité, le système judiciaire et les institutions gouvernementales. Cette approche vise à garantir une gouvernance stable et efficace.

La promotion de la réconciliation et de la cohésion sociale est une priorité pour le PBF. Cela cadre avec le **résultat 2** du projet qui vise à réduire les tensions intercommunautaires, à promouvoir le dialogue et à encourager la compréhension mutuelle. (R2 : La coexistence pacifique entre les communautés frontalières dans le nord de la région de *Tillabéry* est promue).

Le PBF finance des initiatives visant à stimuler le développement économique inclusif dans les pays touchés par un conflit. Comme la création d'emplois, la reconstruction d'infrastructures et de promotion du développement durable. Le résultat 1 du projet qui vise le renforcement de structures étatiques : pour mieux protéger les communautés et répondre à leurs besoins en matière de paix et de sécurité cadre avec les priorités du PBF.

### → **Alignement des objectifs du projet sur les défis de consolidation de la paix de la région de Tillabéry**

La région de Tillabéry au Niger fait face à plusieurs défis en matière de consolidation de la paix, qui résultent souvent d'une combinaison de facteurs complexes : l'insécurité et activités terroristes, la pression démographique et ressources limitées, le déplacement de la population, la faiblesse des institutions, la pauvreté et le développement socio-économique limité et la fragilité environnementale. A cela s'ajoute une jeunesse désœuvrée et une méfiance avérée entre la population et les forces de défenses et de sécurité. Face à ces défis et bien d'autres, le projet a développé plusieurs approches et des interventions visant à réduire les violences et le taux de chômage chez les jeunes considérés comme population vulnérable. Il s'agit entre autres du développement d'AGR, de renforcement des capacités des communautés et des autorités sur des thématiques en phase avec les problèmes ci-dessus cités et de renforcement en matériel des institutions telles que la police et les bureaux d'état civil pour la délivrance des documents individuels.

#### **6.1.2. Dans quelle mesure les résultats escomptés du projet, ainsi que sa théorie de changement, sont restés pertinents tel que planifié ?**

Au niveau des résultats, trois sont attendus du projet. Il s'agit entre autres « les structures étatiques dans le nord de la région de Tillabéri sont renforcées pour mieux protéger les communautés et répondre à leurs besoins en matière de paix et de sécurité ainsi renforcer la confiance placée dans ces structures par les populations » (résultat 1) ; « la coexistence pacifique entre les communautés frontalières dans le nord de la région de Tillabéry est promue » (résultat 2); et « les espaces de dialogue entre les communautés et leurs autorités locales sont augmentés et/ou renforcés afin de permettre un engagement constructif, en particulier des jeunes et des femmes » (résultat 3). Durant la mise en œuvre des activités, le contexte socio-politique du Niger a été impacté d'une part par un coup d'Etat et une dégradation continue du contexte sécuritaire. En outre, cette dégradation n'a pas invalidé les objectifs et les résultats attendus du projet, d'autant que les besoins identifiés au départ sont restés et même ont été accentués, compte tenu du coup d'Etat et ses effets. On note également que l'approche flexible adoptée par les parties prenantes du projet a permis de faire à temps des réajustements nécessaires des activités, en réorientant les activités vers les besoins nécessaires. C'est le cas par exemple des activités qui étaient destinées aux autorités, qui avec la flexibilité ont été réorientées au profit des populations et ont permis de prendre en compte l'évolution du contexte social et politique du pays.

Au niveau de la théorie du changement, elle est fondée sur trois hypothèses principales: (i) Le contexte politique, sécuritaire et sanitaire demeure stable et permet la réalisation des activités ; (ii) Les membres des communautés, en particulier les jeunes et les femmes, veulent s'engager pour l'amélioration de la cohésion sociale dans leur communauté et bénéficier d'AGR ; (iii) Les structures étatiques continuent leur engagement

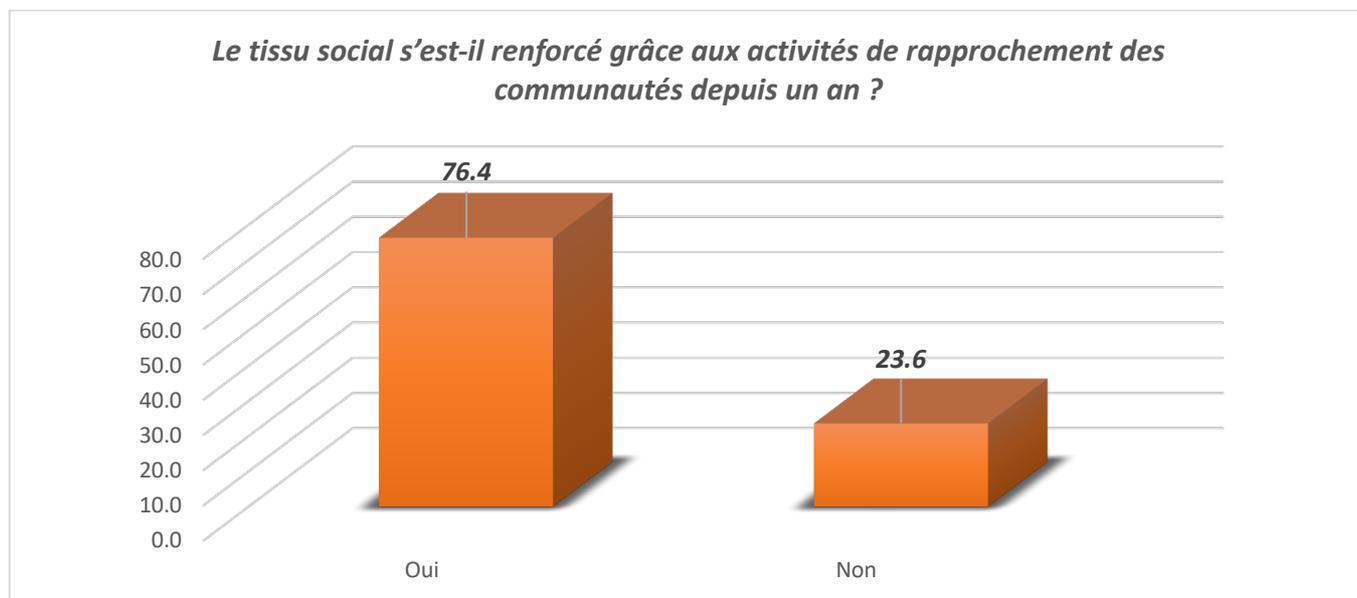
en utilisant leurs compétences pour protéger les communautés et prévenir les cas d'apatridie, et continuent d'être ouverts aux opportunités qui leur sont offertes en termes d'assistance technique. Ces hypothèses sont aussi restées pertinentes, parce que malgré la dégradation du contexte politique et aussi sécuritaire, les activités prévues ont été déroulées dans l'ensemble des communes et les femmes, les jeunes et les autorités sont restées mobilisés et engagés autour des activités du projet, qui témoignent d'ailleurs de la pertinence du projet.

### 6.1.3. Dans quelle mesure le projet a-t-il pris en compte les spécificités et les besoins des communautés locales dans la région de Tillabéry, en termes de consolidation de la paix, de prévention de l'extrémisme violent et de promotion de la coexistence pacifique ?

#### → La prise en compte des spécificités en matière de consolidation de la paix

Cette prise en compte est perceptible à travers *surtout la participation active des communautés locales*. En effet, le projet a engagé de manière significative l'implication active des communautés locales à chaque étape, de la planification à l'évaluation. Des mécanismes ont été instaurés pour faciliter le dialogue ouvert et pour recueillir les contributions des membres des communautés. Cela a permis une compréhension approfondie des réalités locales et des besoins spécifiques, renforçant ainsi la prise en compte des spécificités en matière de consolidation de la paix. L'organisation des formations sur des thèmes spécifiques comme la cohésion sociale cadre parfaitement avec les besoins locaux pour une meilleure gestion de la stabilité au niveau communautaire. La prise en compte des spécificités de consolidation de la paix à travers les activités opérationnalisées a favorisé un renforcement du tissu social dans les localités d'intervention du projet. Comme le montrent les résultats du graphique ci-dessous, plus de 3 sur 4 personnes interviewés (PDI, réfugiés, hôtes), soit 76,4% estiment que le tissu social s'est plus renforcé grâce aux différentes interventions du projet.

Figure 3. Perception des populations sur le renforcement du tissu social



Source : IHFRA, enquête auprès des populations hôtes, déplacées et réfugiées

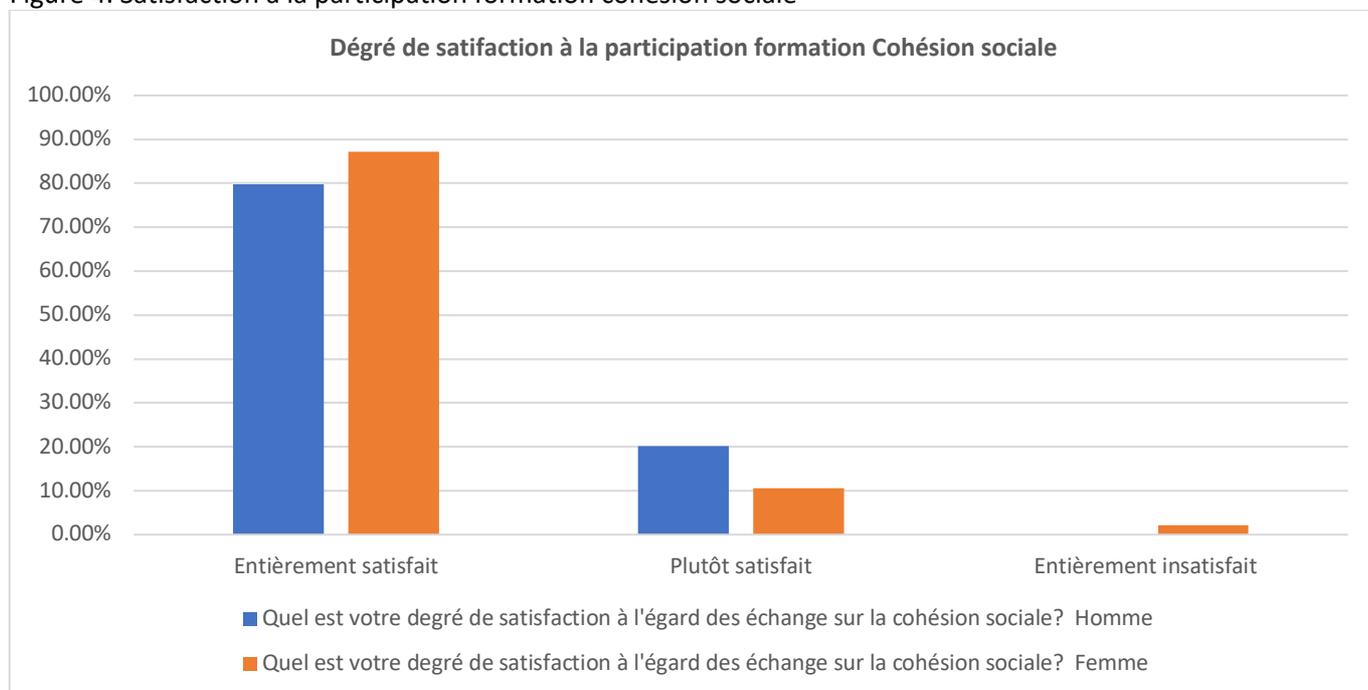
En outre les activités réalisées ont contribué à promouvoir la coexistence pacifique et à renforcer la cohésion sociale au sein de communautés confrontées à des tensions diverses. La mobilisation communautaire et la sensibilisation de masse, soulignant l'importance des interactions directes entre les communautés, ainsi que l'utilisation stratégique des médias communautaires, notamment les radios, émergent comme des vecteurs essentiels pour encourager le dialogue et la compréhension mutuelle. Les forums, organisés dans des localités

en proie à des tensions intercommunautaires, sont présentés comme des plateformes cruciales pour faciliter le dialogue et aboutir à des accords de paix, renforçant la confiance entre les parties, notamment avec l'implication de personnalités notables comme les Imams, les Chefs traditionnels, etc.

En outre, les AGR réalisées ont joué un rôle crucial dans l'autonomisation des femmes et des jeunes, tout en renforçant leur rôle en tant qu'acteurs clés dans la promotion de la coexistence pacifique et de la cohésion sociale au sein des communautés confrontées à des tensions diverses. La participation active des femmes et des jeunes dans la mobilisation communautaire et la sensibilisation de masse a été particulièrement remarquable. Leur engagement a permis de souligner l'importance des interactions directes entre les communautés et de promouvoir la compréhension mutuelle. De plus, l'utilisation stratégique des médias communautaires, notamment les radios, a été un moyen efficace pour amplifier les messages de paix et encourager le dialogue inclusif.

Les forums organisés dans des localités en proie à des tensions intercommunautaires ont vu la participation active des femmes et des jeunes, qui ont joué un rôle essentiel dans la facilitation du dialogue et la recherche de solutions pacifiques. Ces forums ont été des plateformes cruciales pour promouvoir la confiance et le rapprochement entre les différentes parties impliquées, notamment avec l'implication de personnalités notables telles que les Imams et les Chefs traditionnels. L'engagement et la contribution significative des femmes et des jeunes ont ainsi renforcé l'efficacité des efforts visant à promouvoir la paix et la stabilité dans les communautés affectées.

Figure 4. Satisfaction à la participation formation cohésion sociale



Source : IHFRA, enquête auprès des PDI, hôtes et réfugiés

Les données du graphique ci-dessus révèlent un niveau élevé de satisfaction globale à l'égard des échanges sur la cohésion sociale, avec 79,80% des hommes et 87,20% des femmes sont "entièrement satisfaits". Cependant, les femmes affichent une satisfaction légèrement plus élevée que les hommes, bien que les

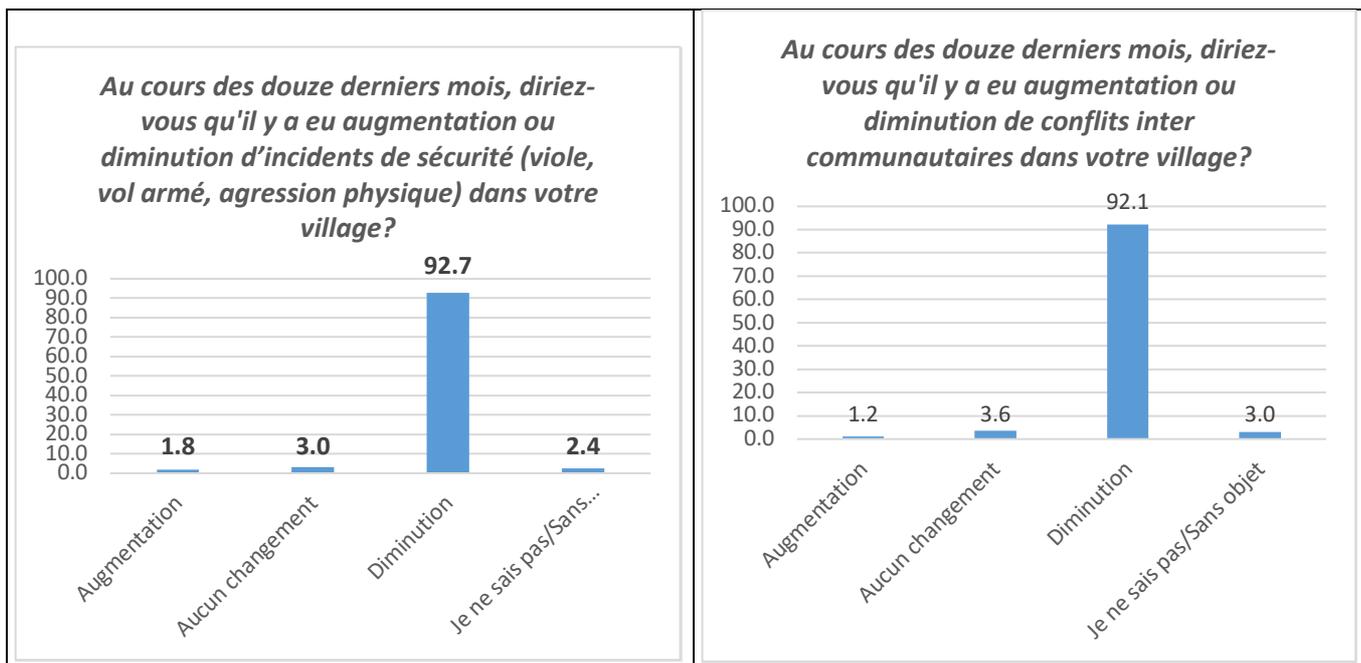
hommes aient un pourcentage plus élevé dans la catégorie "plutôt satisfait" (20,20% contre 10,60%). Ces résultats montrent également une prise en compte des spécificités et des attentes des communautés.

### → La prise en compte des spécificités en matière de prévention de l'extrémisme violent et des conflits

L'approche opérationnalisée par le projet a permis de prendre en compte les différentes spécificités en matière de prévention de l'extrémisme violent. D'abord, à travers une analyse des facteurs de radicalisation. Une analyse approfondie des facteurs locaux de radicalisation et d'extrémisme violent a été réalisée avant la mise en œuvre des activités. Cette analyse a permis de comprendre les spécificités et les dynamiques locales et a permis d'orienter les activités vers les causes profondes et spécifiques à la région de Tillabéry et d'épouser une approche locale en matière de traitement et de résolution des conflits. C'est ainsi que le projet a contribué à la création et au renforcement des comités de paix locaux et à l'implication des acteurs locaux et des autorités communales dans le processus de traitement et de résolution des conflits. **En outre**, le projet a adopté une approche de mise en œuvre, qui a favorisé une étroite collaboration avec les acteurs locaux, y compris les leaders communautaires et les organisations religieuses. Cette implication a permis d'intégrer des perspectives locales spécifiques en matière de prévention de l'extrémisme violent dans la conception et la mise en œuvre des activités. Comme le démontrent les propos d'un leader local :

*« Au cœur de notre communauté, j'ai joué un rôle central dans une séance de formation cruciale sur la prévention de l'extrémisme violent. Ma présence charismatique a catalysé la participation active des membres, partageant des récits personnels pour établir un lien émotionnel. J'ai encouragé un dialogue ouvert, apportant des perspectives locales et facilitant des exercices pratiques. À la fin, mon leadership visionnaire a galvanisé la communauté pour mettre en œuvre des stratégies de prévention, soulignant l'importance de la collaboration continue. Mon engagement profond a été la clé de la réussite de cette séance. » (Propos d'une leader local, commune d'Abala)*

En outre, cette prise en compte des spécificités liées à l'extrémisme et aux conflits dans les activités ont permis de réduire les incidents de sécurité et les conflits intercommunautaires dans les différentes communes d'intervention du projet. Selon les résultats de l'enquête (Cf. graphique ci-dessous) auprès des communautés hôtes, PDI et réfugiées, les incidents sécuritaires et les différents conflits ont connu une baisse au sein de la communauté, en témoignent les résultats des graphiques ci-dessous.



Source : IHFRA, enquête auprès des PDI, hôtes, réfugiés

## VI.2. Analyse de la cohérence:

Sous le critère de Cohérence, il est analysé une question, qui permet de déterminer les synergies des interventions et objectifs du projet avec d'autres projets et programmes mise en œuvre par les agences du Système des Nations Unies, le Gouvernement et des partenaires au développement et humanitaires.

### 6.2.1. Dans quelle mesure le projet crée-t-il des synergies et des liens entre d'autres interventions mises en œuvre par les agences du Système des Nations Unies, le partenaire gouvernemental et les communautés dans le domaine de consolidation de la paix ?

#### ➔ Synergie des interventions avec celles d'autres agences des systèmes des Nations Unies dans le domaine de la consolidation de la paix

Avant la mise en œuvre du projet, des agences et autres organismes avaient mis en œuvre des projets similaires dans la zone comme le montre le tableau suivant :

Tableau 7 : autres organismes avec autres moyens dans la zone

Nom du projet (durée)	Donateur et budget	Orientations du projet	Différence / complémentarité avec la proposition actuelle
Soutien aux initiatives de paix au Sahel (SIPaS) porté par l'ONG EIRENE Sahel (2021-2023)	Brot für die Welt (Pain pour le Monde) / BMZ-ZFD	Renforcer les interventions et l'expertise des OSC intermédiaires sur la prévention des conflits, le traitement des conflits en lien avec les thématiques de l'exploitation des ressources extractives, de l'éducation	Le projet SIPaS n'intervient pas spécifiquement sur la zone du Liptako-Gourma. Le SIPaS ne financé qu'à hauteur de 2 000 000 XOF maximum, soit 3 500\$

		à la paix, la démocratie et la bonne gouvernance, la communication pour la paix.	Les thématiques d'intervention du SIPaS sont restreintes.
PCCN, OIM (Juillet 2020 - décembre 2021)	Ministère fédéral des Affaires étrangères de l'Allemagne 18 000 0000€	Renforcer la capacité du gouvernement du Niger à fournir des services essentiels et un soutien aux communautés à risque, en particulier au niveau des villages et des communes, tout en augmentant la résilience des institutions étatiques aux conflits et à l'instabilité, y compris aux menaces de l'extrémisme violent.	Le PCCN ne soutient pas directement les associations locales.
Le programme Partenariats pour la Paix (P4P)	\$13 millions. Financé par USAID et mis en œuvre par Creative Associates International, Inc.	Ce programme de cinq ans (Septembre 2016- Septembre 2021) travaille avec les parties prenantes aux niveaux régional et national en Afrique de l'Ouest, afin de développer une compréhension commune de l'extrémisme violent dans la région du Sahel. P4P vise également à améliorer la capacité institutionnelle des organisations et des gouvernements à mettre en œuvre des approches de prévention de l'extrémisme violent plus efficaces et coordonnées.	Le programme P4P a été mis en œuvre au Burkina Faso, Niger, Tchad et en Mauritanie. Le programme P4P a contribué au développement des SNPREV dans ces pays et à soutenir certaines organisations locales dans la mise en œuvre d'interventions pour la paix. Le projet est actuellement clôturé.
FAMOC Fonds d'Appui des Moteurs du Changement (FAMOC Danemark - (2017-2022)	Programme bilatéral Danemark-Mali	L'objectif du FAMOC est de « promouvoir une société malienne plus pacifique, résiliente et respectueuse des droits humains ». Le fonds finance des projets et activités qui correspondent aux domaines suivants : renforcement du leadership des jeunes (y compris femmes) et leur participation aux affaires de la communauté ; gouvernance, citoyenneté et la radicalisation de façon critique et impartiale ; promotion de la participation citoyenne, à la	

		prévention et à la résolution des conflits, et à la promotion et à la protection des droits de l'homme.	
Facilité de stabilisation PNUD	de – PNUD	C'est une intervention en lien avec la Réforme du Secteur de la Sécurité avec la mise en place et le soutien aux comités consultatifs locaux de sécurité (CCLS) prévus par l'Accord de Paix d'Alger. Le projet est mis en oeuvre dans les régions de Gao (Gao, Ansongo et Tin hama) Ménaka avec la commune de Ménaka, et de Mopti	Le projet met l'accent sur le soutien à l'opérationnalisation des CCLS dans le but ultime de renforcer la sécurité communautaire par l'implication de communautés. Cette approche peut être complémentaire à celle de Mercy Corps d'autant plus que les CCLS pourraient également soumettre des initiatives.

		(Djenné, Fakala et Nema-badenya Kafo)	
Projet UNPBF (OIM- FAO)			
MINUSMA Trust Fund - Stabilization and recovery		<p>La Section facilite, sous la direction des chefs de bureaux régionaux de la MINUSMA, l'élaboration de plans régionaux de stabilisation et de redressement pour Mopti, Tombouctou, Gao et Kidal.</p> <p>La section Stabilisation &amp; Relèvement soutient les efforts de mobilisation des ressources et gère les financements pour la paix et la sécurité, en vue notamment d'améliorer la situation sécuritaire, de renforcer la cohésion sociale, de relancer les activités productives et de restaurer les services sociaux de base. Cela inclut notamment les mécanismes de financement suivants</p> <p>: (i) les projets à impact rapide (QIP),  (ii) le Fonds fiduciaire pour la paix et la sécurité au Mali (TF) et (iii) le Fonds de consolidation de la paix des Nations unies (PBF).</p>	
Appui aux Initiatives Locales de promotion de la Paix (AILP)- Mercy Corps	PBF		
« Femmes et gestion des conflits liés aux ressources naturelles - Approche basée sur L'implication des femmes et la résilience aux effets des changements climatiques pour la réduction des conflits communautaires et transfrontaliers liés aux ressources naturelles.»	PBF	<p>Le projet a pour finalité la réduction de l'occurrence des conflits intercommunautaires dans sa zone d'intervention. Son objectif spécifique est d'appuyer le développement socio-économique et de renforcer la cohésion sociale dans les zones cibles du nord de la région de Tillabéri. Cet objectif est décliné en deux grands axes :</p> <p>« <i>Développement</i> » : accès aux services sociaux de base, développement des activités agro- -</p>	

		pastorales, développement des infrastructures à impact économique local. « <i>Cohésion sociale</i> » : dialogue entre les autorités publiques et les communautés, action de - Promotion de la paix et de renforcement de la confiance entre les communautés.	
Programme de Redressement Nord Tillabéri – Complexe de la paix	AFD		

L'alignement stratégique du projet avec ces cadres gouvernementaux démontre non seulement une compréhension approfondie des priorités nationales en matière de sécurité, mais également une capacité à les traduire opérationnellement. Cette cohérence renforce la crédibilité du projet et favorise une collaboration harmonieuse avec les autorités gouvernementales, maximisant ainsi l'impact des initiatives de consolidation de la paix dans les zones frontalières du Niger.

### ➔ Synergie des interventions avec celles du gouvernement

Depuis 2011, on observe une croissance exponentielle des dépenses allouées à la sécurité dans le budget national, passant de 44,9 milliards de francs CFA en 2011 à **427,91 milliards en 2023**. Sur la période quinquennale de 2014 à 2023, les dépenses de sécurité représentent en moyenne annuelle 7% du PIB, 16% des dépenses totales du Niger et 31% des recettes fiscales. Le budget alloué à ce projet pour les trois (3) agences (OIM, HCR et UNODC) s'élève à **\$2 700 000 a injecté dans les activités prévues au niveau de la région de Tillabéry.**

La cohérence du projet émerge clairement à travers ses synergies avec d'autres interventions menées par les agences du Système des Nations Unies, le partenaire gouvernemental et les communautés dans le domaine de la consolidation de la paix. Premièrement, le projet démontre une complémentarité significative avec le Programme de Cohésion Communautaire au Niger (PCCN) financé par GFFO, soulignant des synergies géographiques et la capitalisation sur les acquis du PCCN, notamment l'établissement des comités de paix. Cette approche catalytique reconnaît que malgré les interventions en cours, les besoins demeurent élevés, en particulier avec l'afflux continu de déplacés internes et de réfugiés. Deuxièmement, l'alignement stratégique du projet avec les dépenses sécuritaires du gouvernement, illustré par la croissance significative des dépenses sécuritaires dans le budget national, témoigne d'une compréhension approfondie des priorités nationales en matière de sécurité. Enfin, concernant les politiques nationales et régionales de sécurité, le projet démontre une cohérence avec les structures existantes telles que les conseils de sécurité au niveau national, régional et départemental, impliquant les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) et le système judiciaire.

## VI.3. Efficacité

### 6.3.1. Dans quelle mesure le projet a-t-il renforcé les structures étatiques dans les départements de Tera, d'Ayerou et d'Abala ?

#### Outcome1

## **Les structures étatiques dans le nord de la région de Tillabéri sont renforcées pour mieux protéger les communautés et répondre à leurs besoins en matière de paix et de sécurité (80%)**

### **→ Amélioration des capacités opérationnelles**

Le projet a mis en œuvre une approche stratégique dans l'amélioration des capacités opérationnelles du personnel des structures étatiques. Les formations spécialisées ont été soigneusement conçues pour cibler des compétences clés, spécifiquement adaptées aux défis complexes de la région de Tillabéri. Ces compétences comprenaient, entre autres, la gestion des opérations de sécurité, la coordination interinstitutionnelle, et la communication efficace dans des situations d'urgence.

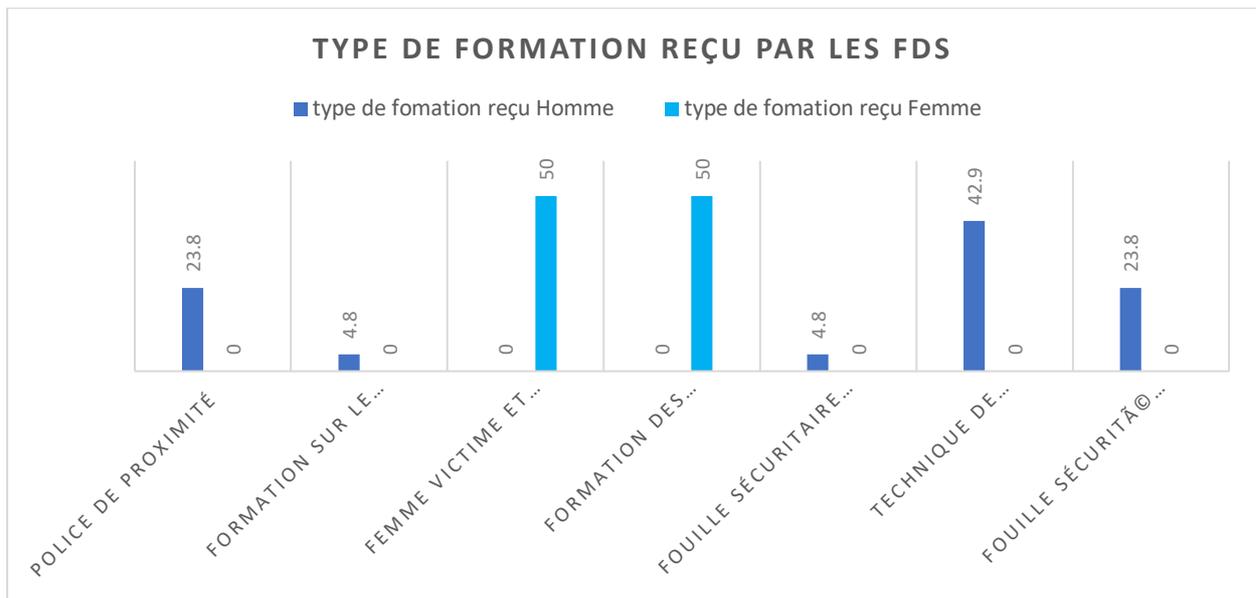
L'aspect pratique a été au cœur de ces formations, avec l'intégration d'exercices sur le terrain et de simulations réalistes. Ces activités pratiques ont permis aux participants d'appliquer directement les connaissances acquises dans des scénarios proches de la réalité, renforçant ainsi leur réactivité et leur efficacité lors d'éventuelles situations opérationnelles.

Le suivi régulier des indicateurs de performance a été une composante essentielle du processus d'amélioration des capacités. Cela a permis d'évaluer objectivement les progrès réalisés, d'identifier les domaines nécessitant des ajustements, et de garantir que les formations répondaient continuellement aux besoins opérationnels changeants.

En résumé, l'approche axée sur des compétences spécifiques, combinée à des exercices pratiques et à un suivi rigoureux ainsi que la réhabilitation/construction des poste de polices, a contribué de manière significative à l'amélioration des capacités opérationnelles du personnel des structures étatiques, renforçant ainsi leur aptitude à relever les défis sécuritaires dans la région.

- a) **Renforcement des Capacités /formations** : Le projet a joué un rôle clé dans le renforcement des capacités en dispensant des formations spécialisées aux autorités, aux acteurs de la justice et de l'état civil, aux organisations de la société civile (comités des femmes et des jeunes), aux forces de défense et de sécurité locales. Ces formations ont abordé des aspects tels que la notion de la documentation civile et de nationalité dans la lutte contre l'apatridie dans le contexte sécuritaire et des déplacements forcés, la création de confiance et de franche collaboration entre FDS et la population ; le respect des droits de l'homme et mission des FSI ; le respect des droits de l'homme et de protection des privilèges et immunité diplomatique; l'identification les faux documents; le renforcement du dialogue entre d'une part les couches vulnérables que sont les femmes et les jeunes et, d'autre part les FDS et ACP; Outiller les femmes surtout FDS et ACP à être des vecteurs de la lutte contre l'extrémisme violent et la radicalisation, ; la gestion des foules, la résolution des conflits et les techniques de communication avec la communauté. Le renforcement des compétences a contribué à améliorer l'efficacité des forces de défense et de sécurité sur le terrain.

**Graphique 7** : Type de renforcement des capacités reçu des FDS par le projet

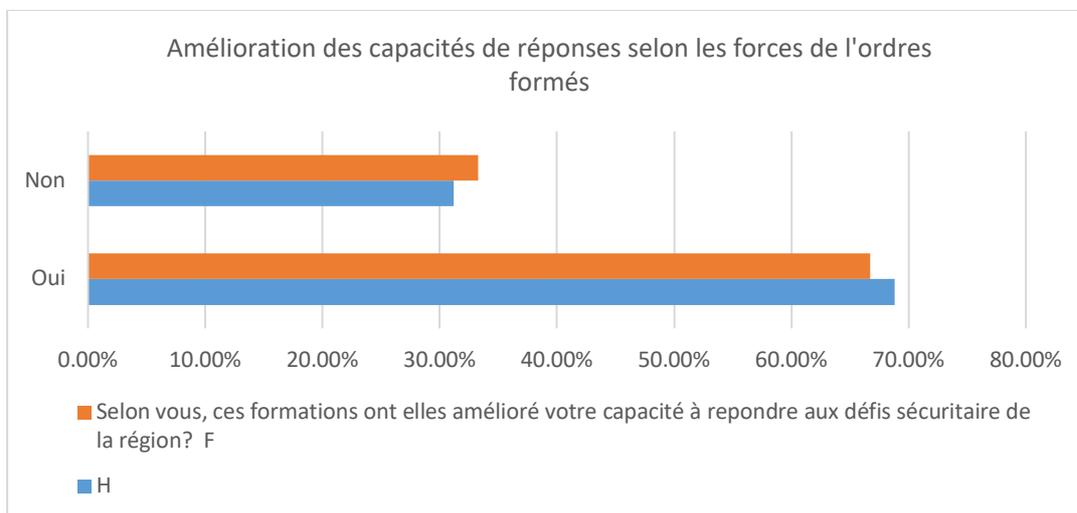


Source : IHFRA, enquête auprès des policiers

Une série de formations stratégiques a été délivrée tout au long de la mise en œuvre du projet, avant le coup d'État du 26 juillet 2023. Ces formations ont été minutieusement adaptées pour répondre aux besoins spécifiques des forces de défense et de sécurité de la région. Elles comprenaient des modules portant sur la gestion des crises, la coordination interinstitutionnelle, les techniques de renseignement, et les méthodes de maintien de l'ordre dans des environnements complexes.

Les policiers qui ont participé à ces formations nous livre leur impressions :

***Graphique 8 : Amélioration de capacités de réponse selon les FDS***



Source : IHFRA, enquête auprès des FDS

La grande majorité des participants, tant hommes (68,80%) que femmes (66,70%), considèrent que les formations ont renforcé leur aptitude à relever les défis sécuritaires dans la région. Les écarts entre ces deux groupes sont minimes, démontrant une perception similaire quant à l'impact positif des formations. Néanmoins, environ 31,20% des hommes et 33,30% des femmes estiment que les formations n'ont pas eu d'effet sur leur capacité, mettant en évidence la nécessité d'explorer les raisons de ces perceptions négatives. Ces constats suggèrent que, bien que les

formations aient généralement été bénéfiques, des ajustements pourraient être envisagés pour mieux répondre à la diversité des besoins des participants, soulignant ainsi une approche holistique dans l'évaluation de l'efficacité des formations.

Les ajustements potentiels pourraient inclure une évaluation approfondie des contenus des formations pour s'assurer qu'ils répondent de manière adéquate aux attentes et aux besoins spécifiques de chaque groupe. Il serait également utile de diversifier les méthodes pédagogiques afin d'engager pleinement les participants et de s'assurer que les informations sont présentées de manière accessible et pertinente pour tous. De plus, recueillir des commentaires détaillés des participants sur leurs expériences de formation pourrait aider à identifier des lacunes spécifiques ou des points à améliorer. Enfin, l'adaptabilité du programme de formation pourrait être renforcée en intégrant des mécanismes permettant de répondre aux besoins émergents et changeants des participants au fil du temps. Ces ajustements viseraient à optimiser l'efficacité des formations et à garantir qu'elles soient réellement adaptées à la diversité des perspectives et des expériences des participants.

D'ailleurs cela se

#### **b) Construction/réhabilitation de poste de police et équipement des centres d'Etat Civile**

L'exploitation de données de l'étude de base<sup>4</sup>, montre qu'il y a « *Un sous-équipement des villages frontaliers en infrastructures sociales de base (écoles, centres de santé, points d'eau) et l'état de délabrement des quelques infrastructures existantes* ». Lors de la mise en œuvre de ses activités, le projet « **Appui à l'amélioration de la protection et à la sécurité communautaire des populations frontalières dans le nord de la région de Tillabéri** » a procédé à la réhabilitation de la maison des jeunes et de la culture d'Abala a pris en compte les besoins des jeunes et des femmes. Le bloc de latrines, par exemple, est composé de toilettes pour femmes et pour hommes, séparées, contribuant de facto à réduire les risques de violence basées sur le genre ; le renforcement des capacités opérationnelles du Poste de Police Frontalier de Yassane en l'équipant de matériel de bureau et en y installant le Système d'Information et d'Analyse des Flux Migratoires (MIDAS). Le projet a également renforcé les capacités matérielles de 116 structures de la chaîne de l'état civil des communes d'intervention. Pour qu'elles puissent remplir leur mandat, du matériel d'archivage a été distribué aux préfetures, tribunaux, services de la promotion de la femme et de la protection de l'enfant, mairies et centres principaux de déclaration ; et des équipements de bureau ont été fournis à 93 centres de déclarations villageois.

En utilisant l'approche du Changement le Plus Significatif (CPS) de Rick Davies & Jess Dart, les évaluateurs ont pu recueillir des histoires de Changements liées à la mise en œuvre de ce projet sur la formation MIDAS. Un des participants nous livre son histoire :

*« Je m'appelle **HALIROU SEYDOU GARBA**, et je suis BPX /agent Contrôleur frontalière âgé de 38 ans. Je suis connu pour mon dévouement envers la sécurité des frontières dans la région de Tillabéri. Cependant, malgré mon engagement, je me sentais souvent dépassé par les défis liés à la gestion efficace des frontières. Cela a changé lorsque le projet d'appui à l'amélioration de la protection et à la sécurité communautaire a été lancé dans la région. Dans le cadre du projet, j'ai été sélectionné pour suivre une formation intensive sur le MIDAS (système officiel de gestion des frontières terrestres utilisé par le Gouvernement). Initialement sceptique quant à l'efficacité de cette technologie, je me suis néanmoins laissé emporter par le programme de formation. Au fil des semaines, j'ai été immergé dans les techniques avancées de surveillance et de contrôle des frontières grâce au MIDAS. J'ai appris à utiliser les outils technologiques*

<sup>4</sup> Rapport Etude de base Documentaire, P 21 janvier 2022-COPAVE

*disponibles pour détecter les activités suspectes, identifier les personnes recherchées et gérer les flux de passage aux frontières de manière plus efficace.*

*À mesure que j'acquerrais de nouvelles compétences et connaissances, mon approche de la sécurité frontalière a commencé à changer radicalement. J'ai abandonné les méthodes traditionnelles et adopté une approche plus proactive, utilisant les données du MIDAS pour anticiper les menaces et coordonner les actions avec mes collègues et les autorités locales.*

*Bientôt, les résultats de cette transformation ont été évidents. Les taux de criminalité transfrontalière ont diminué, les saisies de marchandises illicites ont augmenté et la confiance de la population dans les forces de l'ordre s'est renforcée. Je suis devenu un exemple de leadership et d'efficacité pour mes pairs, et mon équipe est devenue l'une des plus respectées de la région.*

*Aujourd'hui, je continue de servir avec dévouement dans la police frontalière, mais mon approche innovante et mes compétences avancées en matière de gestion des frontières grâce au MIDAS ont changé à jamais la façon dont la sécurité est assurée dans la région de Tillabéri. Mon histoire est devenue un symbole de transformation et d'espoir pour tous ceux qui croient en un avenir plus sûr et plus prospère pour leur communauté.*

*Cette histoire illustre parfaitement un Changement le Plus Significatif dans le cadre du projet, démontrant l'impact transformateur qu'une formation ciblée et l'adoption de nouvelles technologies peuvent avoir sur les pratiques professionnelles et les résultats sur le terrain ».*

### **VI.3.2. Dans quelle mesure le projet a-t-il favorisé la promotion de la coexistence pacifique et la paix entre les communautés frontalières ?**

La coexistence pacifique entre les communautés frontalières dans le nord de la région de Tillabéri est promue (75%)

L'évaluation de l'Efficacité du projet sur la promotion de la coexistence pacifique et de la paix entre les communautés frontalières nécessite une analyse approfondie des activités mises en œuvre et de leurs résultats observés.

Les récits d'un membre de comité de Paix d'Ayérou, Commune d'Ayérou, explique un peu plus ce qui a changé et l'apport du projet :

*« Je m'appelle **Sita Ibrahim**, et je suis un enseignant dévoué âgé de 46 ans. Je suis profondément engagé dans la promotion de la coexistence pacifique et de la cohésion sociale dans ma communauté d'Ayérou. En tant que membre actif du Comité de Paix local, je m'efforce de créer un environnement sûr et harmonieux pour tous les habitants, quel que soit leur origine ethnique ou leur religieuse.*

*Mon histoire commence à un moment où les tensions intercommunautaires étaient à leur paroxysme dans la commune d'Ayérou. Les conflits fonciers et les différends politiques avaient créé des divisions profondes au sein de la population, menaçant la stabilité et la paix de la communauté.*

*Face à cette situation critique, le projet nous a organisé et formé sur des thématiques de la coexistence pacifique et de la cohésion sociale. Moi-même et les autres membres du Comité de Paix nous sommes engagés à agir. Nous avons organisé des séances de sensibilisation dans les quartiers, les écoles et les mosquées, mettant en avant les valeurs de tolérance, de respect mutuel et de dialogue interculturel.*

*En tant qu'enseignant respecté, j'ai joué un rôle crucial dans ces initiatives en mobilisant mes collègues et en sensibilisant les jeunes à l'importance de la paix et de la solidarité. J'ai organisé des ateliers éducatifs sur la résolution pacifique des conflits et j'ai encouragé mes élèves à devenir des agents de changement positif dans leur communauté.*

*Grâce à nos efforts concertés, dirigés par des personnes comme moi, la situation a commencé à changer progressivement. Les attitudes se sont transformées, les préjugés ont été remis en question et des ponts de compréhension ont été construits entre les différentes communautés.*

*Aujourd'hui, grâce à ce projet, ma persévérance et à mon dévouement ainsi qu'à celui de mes collègues du Comité de Paix, la communauté d'Ayérou, nous avons renoué avec la paix et la stabilité. Les habitants vivent désormais dans un climat de confiance mutuelle et de coopération, où la diversité est célébrée et où chacun se sent pleinement intégré dans le tissu social.*

*Mon histoire inspirante illustre le pouvoir de l'engagement communautaire et du leadership local dans la promotion de la coexistence pacifique et de la cohésion sociale. Mon dévouement indéfectible et ma détermination à construire un avenir meilleur pour ma communauté sont un exemple pour tous ceux qui croient en la force du dialogue et de la solidarité pour surmonter les conflits et bâtir la paix durable.*

Selon les données de l'Etude de base sur l'apatridie : *« En matière de prévention et lutte contre l'apatridie, les dispositions prise par l'Etat du Niger de couvrir 57,7% d'enregistrement des enfants de moins de cinq (5) ans auprès des autorités civiles nationales compétentes. Parmi les enfants de moins de cinq (5) ans enregistrés, il y a 40% qui disposent d'un acte de naissance et 17,7% sans acte de naissance.*

*Il faut tout de même signaler la disparité d'enregistrement des enfants de moins de cinq (5) ans selon le milieu de résidence. Ils représentent 85,7% en milieu urbain contre 53,1% en milieu rural<sup>5</sup> ».*

Pour contribuer à cette cible, les résultats des ESSI réalisés auprès des autorités régionales et nationales en charge de la sécurité et de l'Etat Civil de ma région de Tillabéry, l'analyse des données révèle plusieurs aspects clés concernant la perception et l'efficacité du projet dans la région. En ce qui concerne l'association des structures étatiques à la mise en œuvre du projet, 100% des répondants ont indiqué leur participation à des formations, avec un accent particulier sur le rôle de fourniture de pièces d'état civil et des certificats de nationalité en matière d'apatridie. Ainsi, grâce aux activités du projet, depuis août 2021, environ 8 595 nourrissons et jeunes enfants ciblés dans les communes d'intervention ne sont plus à risque d'apatridie grâce aux activités menées par le consortium. En effet, les résultats de suivi montrent qu'environ 954 nourrissons supplémentaires ont été protégés avec l'obtention de leurs certificats de naissance. Aussi, 109 rencontres d'échanges sur la cohésion sociale et la lutte contre l'apatridie ont été organisées, portant le nombre total de sessions à 118 sur les quatre prévues. Ces différentes

<sup>5</sup>Rapport Etude de Base Documentaire, janvier 2022, P23-COPAVE

activités ont mobilisé au total 24 600 participants sur les 15 000 prévus. Cependant, cette focalisation sur les documents d'identité semble être prédominante, représentant 100% des réponses pour le rôle des structures étatiques dans le domaine de la consolidation de la paix.

Par ailleurs, l'analyse démontre une perception partagée sur l'impact du projet sur le dialogue entre communautés et autorités locales. Bien que 66,7% des répondants n'aient pas rapporté spécifiquement sur cet aspect, 33,3% perçoit une contribution positive au renforcement du dialogue. Cependant, une lacune importante réside dans l'absence de rapports spécifiques sur l'impact du dialogue sur la consolidation de la paix, soulignant un besoin d'évaluation plus approfondie de cet aspect.

En termes de collaboration entre structures étatiques et comités de paix, 100% des répondants ont exprimé une excellente appréciation, soulignant une coordination efficace malgré les défis liés à l'insécurité. En outre, les données montrent que 100% des activités du projet ont contribué à la consolidation de la paix, mais principalement à travers des initiatives de sensibilisation sur les avantages d'avoir des pièces d'état civil dans des zones d'insécurité, plutôt que par des actions plus directes liées à la consolidation de la paix. Le projet a facilité une collaboration multilatérale en établissant des mécanismes de coordination efficaces entre les forces de sécurité, les autorités locales et les représentants du projet. Ces échanges réguliers ont créé une plateforme d'échange, favorisant la compréhension commune des défis sécuritaires et contribuant à une réponse coordonnée aux incidents. L'accent mis sur la communication a été souligné comme un aspect essentiel de la collaboration. Des activités conjointes telles que les patrouilles mixtes et les séances de sensibilisation communautaire ont été mises en œuvre. Ces initiatives ont contribué à renforcer la confiance entre la police et la population locale, ayant ainsi un impact positif sur la perception de la sécurité par la communauté.

Le projet a cherché à comprendre les besoins spécifiques auxquels les forces de sécurité locales étaient confrontées. Cette approche axée sur les besoins locaux a jeté les bases d'une collaboration fructueuse et a permis de concevoir des interventions pertinentes.

Le projet a joué un rôle significatif dans la promotion de la coexistence pacifique et de la paix entre les communautés frontalières. Les activités axées sur la collaboration, le renforcement des capacités, la communication et la réponse aux besoins locaux ont contribué à créer un environnement propice à la sécurité et à la cohabitation harmonieuse entre les communautés concernées. Les résultats tangibles, tels que la confiance renforcée et l'amélioration de la perception de la sécurité, témoignent de l'impact positif du projet dans la promotion de la paix.

Selon les autorités des Communes d'Ayorou, d'Abala, d'Inates et de Banibangou rencontrées lors des entretiens sur le terrain, elles avancent que le projet ait apporté des contributions positives, les résultats mettent en lumière des points faibles significatifs, notamment la nécessité d'élargir le spectre des activités pour renforcer les capacités liées à la consolidation de la paix.

### **VI.3.3. Dans quelle mesure les différentes stratégies de Suivi-évaluation étaient-elles adaptées pour mesurer les résultats de l'approche Et Comment pourraient-elles être améliorées ?**

L'évaluation de l'efficacité des stratégies de suivi-évaluation est cruciale pour mesurer les résultats d'une approche. Dans le cas de ce projet, il est essentiel de prendre en compte les différentes stratégies mises en œuvre et d'identifier les domaines potentiels d'amélioration :

#### **→ Les stratégies de suivi-évaluation opérationnalisées**

Le système de suivi-évaluation mis en place pour suivre les résultats liés à la consolidation de la paix est caractérisé par une approche à distance, adaptée au contexte sécuritaire changeant et aux zones souvent inaccessibles. D'autres intervenants comme Mercy Corps, OIM, HCR, CIAUD AFD et des OSC locales avaient installés et formés des Comités de paix qu'ils utilisent dans la collecte des données sur le terrain. L'historique des comités de paix révèle qu'ils ont été initialement mis en place et formés dans le cadre de programmes antérieurs, comme le PCCN/OIM. Leurs rôles ont été renforcés dans le cadre des projets PBF, mais de manière discrète en raison des enjeux sécuritaires sensibles dans ces zones.

Ces comités de paix opèrent dans un cadre discret pour éviter de mettre en danger leurs vies. Malgré cette discrétion, ils restent en contact avec les autorités locales, échangeant régulièrement sur les questions de sécurité. Le système de suivi-évaluation s'appuie sur des collecteurs d'informations locaux, formés dans la collecte de données et capables de mener des interviews et de recueillir des questionnaires.

Le projet a formé 131/120 représentants de l'Etat et membres de comités de paix sur la chaîne de communication entre eux et les autorités.

L'approche à distance est justifiée par la nature du programme, qui reconnaît les défis d'accessibilité et de sécurité dans les zones d'intervention. Les activités de terrain, y compris les réhabilitations d'infrastructures, sont souvent confiées à des agents locaux, tandis que le suivi-évaluation repose sur des relais communautaires bien informés.

L'interlocuteur souligne la nécessité de préparer des agents communautaires locaux ayant les prérequis nécessaires pour mener des activités de suivi et de collecte de données au niveau local. Cela pourrait permettre une présence physique plus régulière dans les zones d'insécurité, tout en s'adaptant à la nature changeante du contexte sécuritaire.

Témoignage du membre du Comité de Paix:

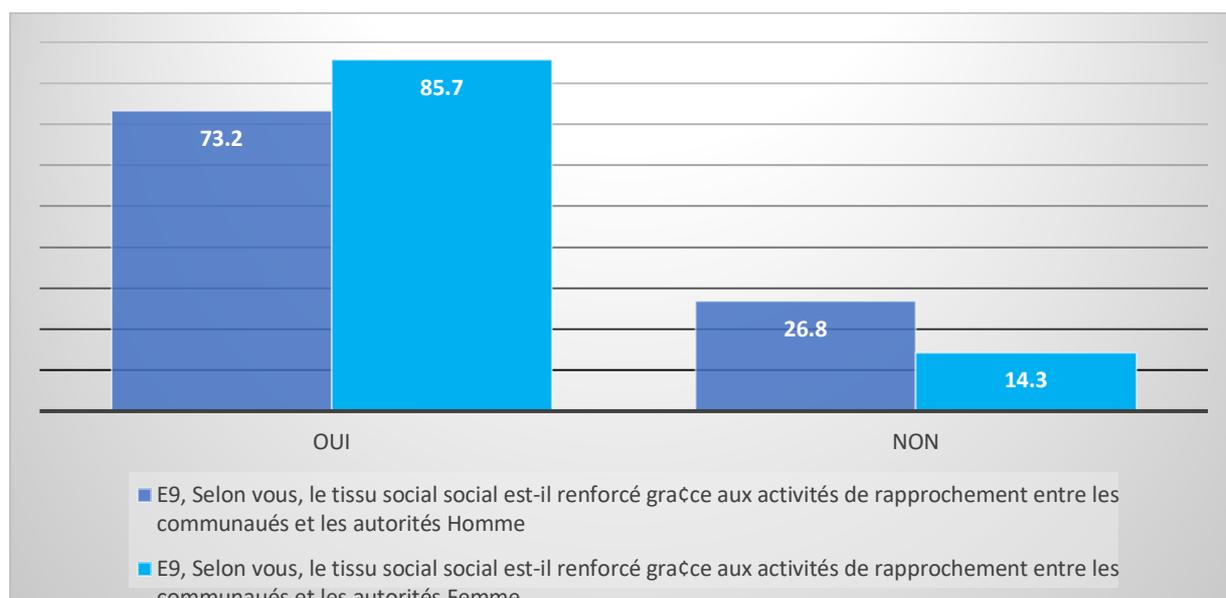
*"En tant que membre du Comité de Paix, je tiens à exprimer l'importance cruciale de former des agents communautaires locaux compétents pour la réalisation des activités de suivi et de collecte de données à l'échelle locale. Cette formation joue un rôle essentiel dans notre capacité à comprendre et à réagir de manière appropriée aux défis de notre communauté. Les agents formés peuvent agir comme des yeux et des oreilles supplémentaires au sein de la population, assurant ainsi une surveillance efficace et une collecte d'informations contextuelles. Cela renforce notre capacité à anticiper et à répondre rapidement aux besoins changeants de la communauté en matière de sécurité. En investissant dans la préparation de ces agents, nous renforçons notre résilience collective et contribuons à la construction d'une communauté plus sûre et plus solidaire." Maiga, membre Comité de Paix, Ayorou.*

En résumé, le système de suivi-évaluation s'adapte à la réalité des zones d'intervention en travaillant à distance et en s'appuyant sur des acteurs locaux bien formés. Malgré les défis liés à l'insécurité, des efforts sont déployés pour maintenir une collecte systématique des données, avec une reconnaissance de la nécessité de renforcer la présence physique par le biais de relais communautaires bien informés.

#### **VI.3.4. Dans quelle mesure le dialogue est-il renforcé entre les communautés et les autorités locales dans les zones d'intervention du projet ?**

*(Le tissu social est-il renforcé grâce aux activités de rapprochement entre les communautés et les autorités)*

**Graphique 9 :** Renforcement du tissu social, rapprochement entre les communautés et les autorités



Source : Enquête auprès des communautés

L'analyse des données suggère que le projet a un impact positif plus prononcé sur le renforcement du tissu social chez les femmes (85,7%) par rapport aux hommes (73,2%). La majorité des femmes perçoivent que les activités du projet contribuent de manière significative au renforcement du tissu social dans leur communauté. En revanche, bien que la majorité des hommes partagent cette opinion positive, leur pourcentage est légèrement inférieur à celui des femmes.

Cette différence entre les sexes peut être explorée davantage pour comprendre les dynamiques spécifiques qui influent sur la perception du renforcement du tissu social. Il pourrait être utile d'identifier les aspects particuliers du projet qui ont un impact plus marqué sur les femmes, afin d'optimiser les stratégies d'intervention et de maximiser les résultats positifs en matière de cohésion sociale pour l'ensemble de la communauté.

L'analyse du renforcement du dialogue entre les communautés et les autorités locales dans les zones d'intervention du projet révèle une dynamique positive, mettant en lumière divers indicateurs clés.

Tout d'abord, la fréquence régulière des réunions entre les représentants des communautés et les autorités locales constitue un aspect essentiel. Ces rencontres, tenues de manière périodique, témoignent d'un engagement constant et favorisent une interaction accrue entre les deux parties. La participation active des membres de la communauté lors de ces réunions renforce l'idée d'un dialogue inclusif, où les préoccupations et les points de vue de chacun sont pris en compte.

Parallèlement, la mise en place de mécanismes formels de dialogue, tels que des comités consultatifs et des groupes de travail, offre une structure organisée pour les échanges. Ces dispositifs contribuent à instaurer un dialogue continu et structuré, facilitant la résolution collaborative des défis locaux.

La communication ouverte se révèle être un autre pilier essentiel du dialogue renforcé. La possibilité pour les membres des communautés de partager ouvertement leurs préoccupations, suggestions et commentaires, et la réceptivité des autorités à ces retours, sont des éléments cruciaux d'un dialogue sain et inclusif.

L'efficacité du processus de dialogue se manifeste également dans sa capacité à résoudre les conflits de manière consensuelle. La réussite dans la résolution des différends contribue à l'établissement de relations plus harmonieuses entre les communautés et les autorités locales.

Un signe de dialogue véritablement participatif réside dans l'émergence de projets cocréés. Si certaines initiatives résultent d'une collaboration entre les autorités et les membres de la communauté, cela témoigne d'une approche où les décisions sont prises de manière collaborative et où les besoins réels sont pris en compte.

En parallèle, la collecte régulière de feedback directement auprès des membres de la communauté offre un moyen précieux d'évaluer leur perception du dialogue en cours. Cela permet de s'assurer que les préoccupations des communautés sont entendues et prises en compte dans les décisions et les actions entreprises.

Enfin, la mesure de l'inclusion des voix marginalisées dans le processus de dialogue souligne l'importance d'une représentativité équitable. Un dialogue réussi devrait garantir que toutes les composantes de la communauté, y compris les groupes marginalisés, ont l'opportunité d'exprimer leurs besoins et leurs points de vue.

Dans l'ensemble, ces indicateurs montrent que le projet a réussi à instaurer un dialogue renforcé entre les communautés et les autorités locales, favorisant une gouvernance locale transparente, inclusive et attentive aux besoins spécifiques des résidents locaux.

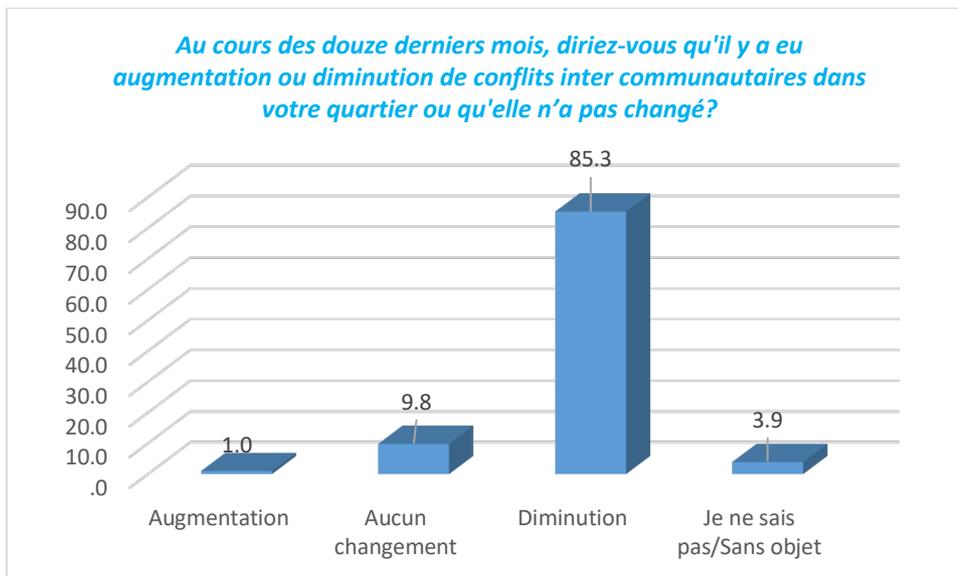
### **VI.3.5. Dans quelle mesure y a-t-il eu des effets positifs ou négatifs imprévus par rapport aux résultats escomptés dans le document de projet ? Dans quelle mesure cela a-t-il influencé les résultats obtenus ?**

L'évaluation des effets imprévus par rapport aux résultats escomptés dans le document de projet met en lumière plusieurs observations significatives quant aux impacts non anticipés sur les résultats obtenus.

#### **→ Effets positifs imprévus**

Certains résultats suggèrent des effets indirects qui pourraient être considérés comme positifs.

**Réduction des conflits meurtriers :** Selon le témoignage d'un chef de village, la signature de la convention locale sur le maintien de la paix à Banibangou a contribué à la réduction des conflits meurtriers. Bien que la nature exacte de cette convention ne soit pas explicitement détaillée, la réduction des conflits meurtriers peut être considérée comme un effet positif imprévu sur la sécurité locale. Comme le présentent les résultats du graphique ci-dessous, 85,3% des policiers enquêtés estiment qu'il y a diminution des conflits dans leurs départements respectifs, grâce aux équipements et aux renforcements des capacités techniques et opérationnelles dont ils ont bénéficié durant la mise en œuvre du projet.



Source : Enquête auprès des policiers

**Émergence de Leaders Communautaires :** Certains ont émergé en tant que leaders communautaires engagés dans la promotion de la sécurité et de la paix grâce à l'utilisation du numérique à travers le groupe WhatsApp créé qui regroupe 40 chefs de village de la zone d'intervention. Avec les messages diffusés par les radios communautaires, les membres du groupe sur WhatsApp échangent, discutent et proposent des alternatives innovantes et endogènes (promotion du pardon, recours aux liens ancestraux et séculaires dans le vivre ensemble d'antan, etc.) pour la consolidation de la paix. Cette mobilisation spontanée a contribué à une participation accrue des communautés aux initiatives de consolidation de la paix.

Ces effets positifs imprévus soulignent l'importance de surveiller attentivement les résultats d'un projet, même au-delà de ses objectifs déclarés. Ils peuvent fournir des indications précieuses sur les aspects du projet qui ont eu un impact significatif sur la communauté et qui pourraient être renforcés ou intégrés dans des initiatives futures.

→ **Effets négatifs imprévus**

Il est essentiel de noter que ces changements dans les dynamiques sociales peuvent varier considérablement en fonction du contexte spécifique de la communauté, de la nature des interventions de sécurité et des interactions avec les résidents locaux.

Dans certains cas, des résistances locales ont émergé en réponse aux changements introduits par le projet, entravant parfois la mise en œuvre fluide de certaines activités et nécessitant une adaptation continue des approches. Ces résistances ont eu des répercussions sur les dynamiques sociales locales, notamment en termes de restrictions de mobilité.

Parmi les changements spécifiques introduits par le projet, on peut citer :

- La promotion de nouvelles normes sociales ou de comportements, tels que la promotion de l'égalité des genres ou la sensibilisation à la violence domestique.
- La mise en place de nouveaux processus de prise de décision participative au sein des communautés pour favoriser une gouvernance plus inclusive et démocratique.
- L'intégration de nouvelles technologies ou de solutions innovantes pour résoudre des problèmes locaux, comme l'utilisation de plateforme WhatsApp.

Les patrouilles de sécurité plus fréquentes et les points de contrôle ont conduit à des limitations de déplacement pour les habitants, avec des routes temporairement bloquées, impactant la capacité des résidents à se déplacer facilement au sein de leur communauté. Les ajustements dans les patrouilles ont également modifié les routines quotidiennes des habitants, avec des horaires de patrouille inhabituels et des zones restreintes influençant les heures de travail, les déplacements pour l'éducation, les achats de biens essentiels, et d'autres activités quotidiennes. Ces patrouilles, ainsi que la mise en place de points de contrôle, ont eu pour conséquence des limitations de déplacement pour les habitants de la région ciblée. Les routes ont été temporairement bloquées, ce qui a impacté la capacité des résidents à se déplacer facilement au sein de leur communauté. De plus, les ajustements dans les patrouilles ont modifié les routines quotidiennes des habitants, avec des horaires de patrouille inhabituels et des zones restreintes qui ont influencé les heures de travail, les déplacements pour l'éducation, les achats de biens essentiels et d'autres activités quotidiennes.

Ces changements ont également eu des répercussions sur l'offre et la demande des services à l'état civil (avec le déplacement du maire de Goroual et son staff à Téra ville), le commerce local, avec des activités de sécurité affectant les zones commerciales et entraînant des modifications dans les habitudes d'achat des résidents. Les commerçants locaux ont été impactés lorsque les clients évitent certaines zones en raison des activités de sécurité.

Les réactions au sein de la communauté ont été diverses, certains résidents appréciant le renforcement de la sécurité, tandis que d'autres percevaient ces mesures comme des restrictions de mobilité et une intrusion indésirable. De plus, les interventions de sécurité ont influencé la manière dont les communautés organisent des rassemblements ou des événements, entraînant des modifications dans la planification d'activités communautaires. Ainsi, ces résistances locales ont engendré des changements significatifs dans les dynamiques sociales, soulignant l'importance de prendre en compte les réactions communautaires dans la mise en œuvre de projets similaires.

### **Gestion proactive des effets non attendus :**

La gestion proactive des effets imprévus a joué un rôle essentiel dans l'optimisation des résultats du projet, en le rendant plus adaptable aux réalités changeantes du terrain. L'équipe du projet a mis en place une surveillance continue pour évaluer les impacts sociaux non anticipés des interventions. En engageant activement les parties prenantes locales, notamment les résidents et les autorités, le projet a recueilli des retours d'expérience cruciaux pour ajuster ses stratégies.

La flexibilité dans la mise en œuvre a été une caractéristique clé, permettant des ajustements rapides des horaires de patrouille et des zones d'intervention en réponse aux besoins émergents. La communication transparente avec la communauté a renforcé la compréhension et la coopération en informant régulièrement les résidents des raisons des modifications apportées aux interventions de sécurité.

L'adaptation des approches opérationnelles en fonction des enseignements tirés de l'analyse des dynamiques sociales a été une pratique cruciale. Par exemple, des ajustements dans les horaires de patrouille ont été effectués pour minimiser les perturbations pendant les heures de pointe ou les activités communautaires. En intégrant ces pratiques proactives, le projet a démontré une agilité et une capacité d'adaptation indispensables dans des environnements complexes.

En fin de compte, cette approche proactive a renforcé la légitimité du projet au sein de la communauté en montrant une sensibilité aux besoins locaux et en assurant une gestion efficace des impacts sociaux imprévus. Elle a contribué à forger une relation de confiance avec la

communauté, soulignant l'importance de l'adaptabilité et de l'engagement continu pour atteindre les objectifs du projet dans des contextes dynamiques.

### VII.3.6. Comment le projet a-t-il réussi à impliquer les autorités locales, les leaders communautaires et les autres parties prenantes dans la mise en place et le renforcement des structures de consolidation de la paix et de prévention de l'extrémisme violent, et quels ont été les résultats de cette implication en termes de sécurité et de coexistence pacifique dans les zones d'intervention du projet ?

#### → Impliquer des autorités locales, des leaders communautaires et des autres parties prenantes dans la mise en place et le renforcement des structures de consolidation de la paix et de prévention de l'extrémisme violent

L'implication des autorités locales a varié d'une personne à une autre suivant le niveau responsabilité et la situation géographique. Cette implication s'est faite à deux niveaux. D'abord, pendant la conception du projet, les autorités locales ont été activement impliquées. En effet ils ont participé aux différentes consultations régulières organisées par les trois agences (OIM, HCR, UNODC) pour comprendre les besoins spécifiques et primaires de la région.

#### a) Les résultats de l'implication des autorités en termes de sécurité et de coexistence pacifique dans les zones d'intervention du projet

Les autorités de Téra, d'Abala, d'Inates, de Diagourou et de Gourouol ont confirmé leur implication à travers les réponses données fournies lors des ESSI et dépeignent une dynamique complexe, marquée par des relations généralement pacifiques avec les autorités, les réfugiés, les déplacés internes et les comités de paix. Malgré cette coexistence positive, des préoccupations émergent, principalement liées aux interactions avec les forces de l'ordre, mettant en lumière des problèmes potentiels.

Avec la mise en œuvre du projet, une évolution positive des rapports avec les structures étatiques et les comités de paix a été observée. Comme nous pouvons l'observer à travers le graphique ci-dessous, il y a un rapprochement entre les communautés et les forces de défense et de sécurité. Plus de 88,8% des populations enquêtées font aujourd'hui confiance aux policiers pour assurer leur sécurité et celle de leur famille.



Source : Enquête auprès des communautés hôtes et PDI

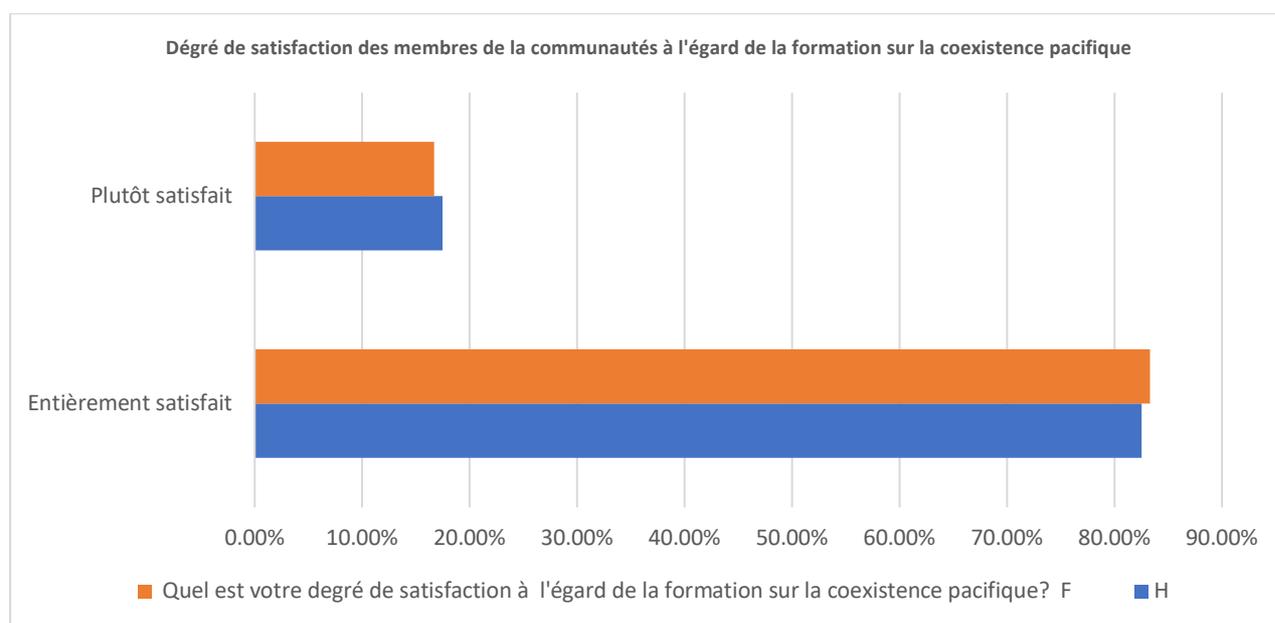
Cette progression est attribuée à des échanges fréquents, à la mise en place de cadres d'échange et à la réduction des forces perturbatrices au sein de la communauté. Cependant, des défis subsistent, notamment en matière de **sécurité, d'accès aux services étatiques et de confiance envers la police.**

Les services des structures étatiques, tels que l'état civil, les forces de défense et de sécurité (FDS), et la justice, suscitent des opinions diverses. Une demande commune émerge pour une approche plus proche de la population afin d'établir une confiance plus solide. De plus, la nécessité d'une augmentation des ressources pour répondre à une demande croissante est soulignée.

La confiance envers la police pour assurer la sécurité est teintée de réserves, en particulier en cas d'attaques, soulevant des inquiétudes quant à la rapidité d'intervention. La facilité d'accès aux structures étatiques varie selon le service, avec des retards dans les interventions des forces de défense et de sécurité.

La participation active de la communauté à des activités de sensibilisation et de formation sur des sujets tels que la coexistence pacifique, l'apatridie et l'accès à la justice est notée positivement, avec une satisfaction générale quant aux connaissances acquises. Les activités semblent avoir renforcé le tissu social, favorisant la compréhension mutuelle et la cohabitation pacifique, bien que des réserves aient été émises concernant la mise en pratique quotidienne des connaissances.

Figure 5. Satisfaction communautaire lors de la formation sur la coexistence pacifique



Source : IHFRA, enquête auprès des communautés

La satisfaction envers les services rendus par les structures étatiques est générale, soulignant l'efficacité des interventions. Cependant, des appels à l'augmentation des ressources sont exprimés pour faire face à une demande croissante. Des cadres de sensibilisation sur les questions sécuritaires et la cohésion sociale existent, mais des insatisfactions persistent en raison d'invitations limitées.

En tant que leader communautaire, des actions proactives sont entreprises, telles que des réunions mensuelles, des séances de sensibilisation sur la sécurité et la cohésion sociale, ainsi que le partage de connaissances pour éliminer les tabous sur la promotion de la paix. En conclusion,

bien que des progrès aient été réalisés, la sensibilisation continue et une collaboration renforcée sont recommandées pour maintenir et améliorer la cohésion sociale dans la région, tout en surmontant les défis persistants liés à la sécurité et à la confiance envers les forces de l'ordre.

### **VI.3.8. Dans quelle mesure le système de Suivi-évaluation mis en place permettait-il de capturer de manière adéquate et systématique les résultats liés à la consolidation de la paix dans la ville ?**

#### **→ La conception du système qui garantit une collecte systématique et adéquate des données**

La conception du système de suivi-évaluation dans le cadre du programme PCCN, mis en œuvre par l'OIM, a démontré une forte conscience des défis liés à l'insécurité dans les zones d'intervention. Depuis l'existence du programme PCCN en 2014, l'OIM a constamment évolué pour s'adapter aux réalités changeantes des contextes instables. Cette adaptabilité se reflète dans la stratégie de collecte de données, visant à garantir une approche systématique et adéquate, même dans des zones présentant des risques sécuritaires.

La compréhension préalable que des situations d'insécurité peuvent entraver l'accès direct à certaines zones a conduit à une approche proactive. L'OIM a ainsi mis en place une méthodologie de suivi et de collecte des informations sur le terrain. En cas d'impossibilité de travailler directement dans une zone particulièrement sensible, le projet s'appuie sur les comités de pilotage locaux, en collaboration avec les autorités, pour réaliser le ciblage des bénéficiaires.

Cette approche flexible s'étend également aux activités de formation. Lorsque les conditions de sécurité rendent risqué le déplacement des bénéficiaires vers une zone spécifique, l'OIM propose des alternatives sécurisées. Les bénéficiaires peuvent ainsi être réorientés vers des zones où les risques sont moindres, permettant ainsi une interaction sécurisée tout en préservant leur intégrité.

Dans l'ensemble, la conception du système de suivi-évaluation du projet PCCN met en évidence une volonté de concilier l'impératif de sécurité avec la nécessité d'une collecte de données systématique. Cette approche adaptative reflète la maturité de l'OIM face aux défis opérationnels, assurant ainsi une gestion efficace du projet tout en garantissant la sécurité des parties prenantes impliquées.

#### **→ La fréquence et la régularité des évaluations**

Le programme opère dans des zones d'insécurité, ce qui nécessite une adaptation constante. La mention du travail à distance et de l'utilisation d'appels téléphoniques pour le suivi suggère que les évaluations ont été limitées par l'inaccessibilité physique des zones. Les acteurs sur le terrain, les membres de la communauté, sont essentiels pour la collecte de données. Ils sont formés pour effectuer des enquêtes et collecter des informations, qui sont ensuite transmises pour analyse. Cela indique une délégation des tâches d'évaluation aux membres locaux, ce qui a contribué à une fréquence plus régulière des évaluations.

Le programme a rencontré des difficultés à maintenir une présence continue sur le terrain en raison des contraintes liées à l'insécurité, impactant ainsi la régularité des évaluations. Cette situation souligne la nécessité d'envisager des solutions alternatives, notamment en explorant davantage l'implication des relais communautaires à cet effet. Toutefois, il est à noter que cette approche est déjà mise en œuvre à travers le PCCN, ce qui demande un renforcement des stratégies existantes.

➔ ***Capter de manière adéquate et systématique les résultats liés à la consolidation de la paix dans la zone d'intervention***

Le système de suivi-évaluation mis en place montre une adaptabilité notable face aux défis liés à la consolidation de la paix dans sa zone d'intervention, notamment dans un contexte d'insécurité et d'inaccessibilité. Les agents de terrain, membres de la communauté et formés pour la collecte de données, jouent un rôle crucial. Ils utilisent des questionnaires, réalisent des interviews, et transmettent régulièrement les données collectées. Cependant, en raison de la nature du programme et des contraintes opérationnelles, une partie significative du suivi se fait à distance, impliquant des échanges téléphoniques avec les bénéficiaires à la fin de chaque activité.

L'approche préventive du programme, anticipant les changements de contexte sécuritaire et d'autorités locales, démontre une volonté d'adaptation. Néanmoins, des recommandations émergent pour renforcer davantage la collecte de données en impliquant les structures locales et en formant des relais communautaires, surtout dans les zones difficiles d'accès. La question de la continuité des activités malgré les changements d'autorités est soulevée, suggérant un besoin de collaboration avec divers acteurs pour assurer la pérennité des résultats.

Bien que le système de suivi-évaluation ait réussi à capturer des données malgré les défis, des améliorations potentielles, notamment dans l'implication locale et la gestion des transitions d'autorités, pourraient renforcer sa capacité à saisir de manière adéquate et systématique les résultats liés à la consolidation de la paix dans sa zone d'intervention

*Tableau 8 : Faiblesse du système de Suivi Evaluation mis en place*

<b>Faiblesses en Suivi et Évaluation</b>	<b>Impact</b>	<b>Recommandations</b>
Contraintes liées à l'insécurité	- Difficulté d'accès aux communautés, entravant la collecte d'informations en temps réel. - Limitation des évaluations sur le terrain.	- Renforcer la collaboration avec les autorités locales pour faciliter l'accès sécurisé aux communautés. - Des alternatives concrètes pour améliorer la collecte d'informations dans des zones difficiles d'accès pourraient inclure l'utilisation de technologies telles que les smartphones avec des applications de collecte de données hors ligne, les appareils GPS portables pour géolocaliser les informations, ou encore des solutions basées sur les communications par radio pour des transmissions sécurisées.
Suivi à distance	- Possibilité de lacunes dans la qualité du suivi. - Limitation de l'interaction directe avec les bénéficiaires.	L'implication accrue de relais communautaires formés peut également jouer un rôle clé, en utilisant des méthodes traditionnelles de collecte d'informations. Ces alternatives devraient être adaptées aux réalités locales et être mises en œuvre de manière participative avec la communauté concernée.
Utilisation des agents de terrain	- Risque de biais potentiels dans la collecte	- Mettre en œuvre des formations continues pour les agents de terrain, mettant l'accent sur

<b>Faiblesses en Suivi et Évaluation</b>	<b>Impact</b>	<b>Recommandations</b>
	des données en raison de leur affiliation communautaire.	l'objectivité et la neutralité dans la collecte des données.- Diversifier les sources de collecte de données pour obtenir une image plus complète.
Utilisation des appels téléphoniques pour l'échange d'informations	- Perte potentielle de nuances et de contexte dans les retours d'information des bénéficiaires.	- Compléter les appels téléphoniques par des entretiens en personne lorsque cela est possible. - Élaborer des questionnaires téléphoniques approfondis pour maximiser la collecte d'informations détaillées.
Dépendance des numéros de contact des bénéficiaires	- Défis potentiels si les informations de contact ne sont pas constamment mises à jour.	- Mettre en place des mécanismes réguliers de mise à jour des informations de contact des bénéficiaires. - Explorer des alternatives, telles que les réseaux sociaux, pour maintenir des canaux de communication actifs.

Le tableau met en lumière plusieurs faiblesses inhérentes au domaine du Suivi et Évaluation, en particulier dans le contexte d'un environnement marqué par l'insécurité. Les contraintes liées à cette insécurité, notamment l'accès restreint aux communautés, impactent négativement la collecte en temps réel et limitent les évaluations sur le terrain.

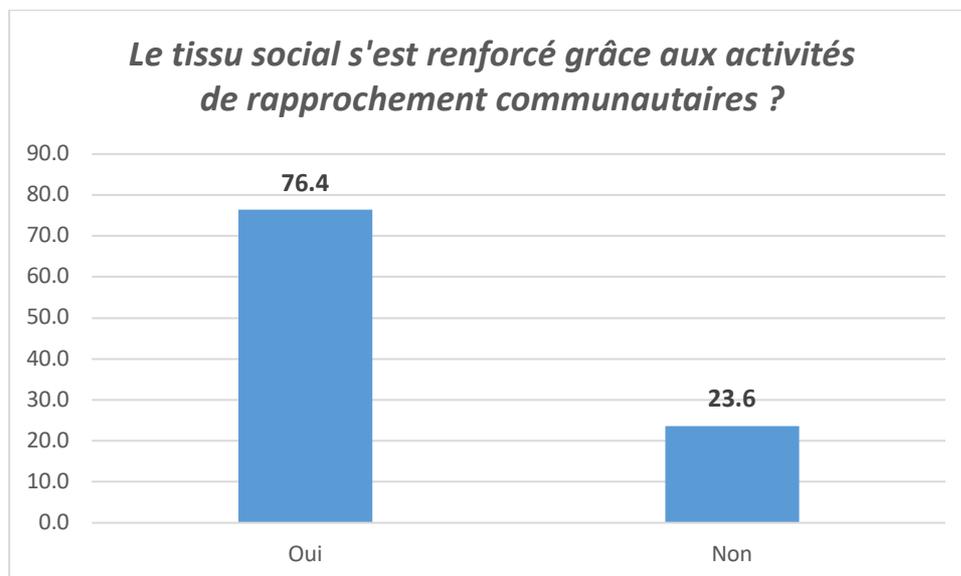
Pour pallier à ces lacunes, des approches plus directes et interactives peuvent être envisagées. Cela pourrait inclure la mise en place de systèmes de suivi à distance basés sur des technologies de communication simples, tels que des appels téléphoniques réguliers avec les bénéficiaires. De plus, l'utilisation de plateformes en ligne sécurisées, permettant des échanges de données en temps réel et des rapports réguliers, pourrait être explorée. L'organisation d'entretiens vidéo en direct ou de réunions virtuelles avec les bénéficiaires et les parties prenantes locales constitue également une option pour maintenir une interaction plus personnelle malgré la distance physique. Ces approches visent à assurer une surveillance efficace tout en préservant un niveau d'engagement direct avec la communauté bénéficiaire. L'utilisation d'agents de terrain communautaires, bien que bénéfique, présente le risque de biais dans la collecte des données. Afin d'assurer une collecte impartiale, des formations continues sur l'objectivité et la diversification des sources de collecte de données sont préconisées.

De même, l'utilisation d'appels téléphoniques pour échanger des informations avec les bénéficiaires peut entraîner une perte de nuances. En complément, la réalisation d'entretiens en personne et l'élaboration de questionnaires téléphoniques approfondis sont recommandées pour maximiser la collecte d'informations détaillées.

Enfin, la dépendance vis-à-vis des numéros de contact des bénéficiaires soulève des défis potentiels en cas de manque de mises à jour régulières. Des mécanismes fréquents de mise à jour des informations de contact et l'exploration d'alternatives telles que les réseaux sociaux sont suggérés pour maintenir des canaux de communication actifs. Dans l'ensemble, ces recommandations visent à renforcer la robustesse du Suivi et Évaluation dans des environnements difficiles, tout en préservant l'intégrité et la pertinence des données collectées.

#### **VI.4. Impact des interventions**

L'impact du projet sur la consolidation de la paix dans la région est visible à plusieurs niveaux, selon les informations fournies par les différentes communautés. Tout d'abord, le projet a contribué de manière significative au rapprochement entre les populations locales et les autorités grâce à une diversité d'activités réalisées, notamment aux sessions d'échanges simultanées via les radios communautaires, aux formations des représentants de l'Etat et des comités de paix sur la chaîne de communication, à l'organisation des forums d'échange et de bonnes pratiques, etc. En effet, toutes ces activités ont contribué au renforcement du tissu social existant dans les différents départements de mise en oeuvre du programme, comme l'illustre le graphique ci-dessous, qui traduisent l'impact du projet.



**Source : enquête auprès des communautés hôtes et PDI**

En suivant également les données de base du projet, on s'aperçoit qu'avant le projet, 60% des répondants avaient indiqué l'existence d'un rapprochement entre les autorités et les communautés.

Avec les données de l'évaluation finale, nous constatons une nette amélioration de cette perception. Plus de 79,45% des communautés enquêtées affirment qu'il y a un rapprochement entre les autorités et les communautés, tandis que seulement 20,55% ont déclaré qu'il n'y a toujours pas de rapprochement.

L'évolution des perceptions montre l'intérêt du projet et son impact positif sur les relations entre les autorités et les communautés dans la région de Tillabéry.

**Les sensibilisations et les activités de renforcement des capacités** ont permis de créer des bases positives en termes de protection des communautés.

Les radios communautaires ont joué et continue de jouer un rôle prépondérant dans ce sens. Avant le projet, les sensibilisations sur les thématiques de Paix, sécurité, coexistence pacifique, stabilité, terrorisme et autres ne sont pas très diffusées sous forme de programmes pouvant mobiliser une forte audience. Avec le projet, des émissions sont faites et les diffusions surtout directes permettaient une interaction entre les auditeurs et auditrices de ces émissions d'interagir directement et de couvrir une large audience. « Au total cinq (5) radios communautaires (Baani, Tapoa, Tchintchia, Liptako et Soudji) de la région de Tillabéry ont mené des séances de

sensibilisation. Ces radios couvrent la majeure partie de la région totalisent **2.752.588** auditeurs »<sup>6</sup>.

Le renforcement des capacités des FDS a efficacement amélioré leur capacité opérationnelle comme en témoigne cet officier qui a suivi la formation sur le pilotage de vedette et pirogue sur le fleuve :

*« Je m'appelle **IBRAHIM MAMADOU**, et je suis membre des Forces de Défense et de Sécurité (FDS) dans la région de Tillabéri, plus précisément sur le poste de **Yassane**. Récemment, j'ai eu l'opportunité de suivre une formation intensive en technique de pilotage de vedettes et pirogues, dans le cadre des activités renforcement des capacités des FDS du projet « Appui à l'amélioration de la protection et à la sécurité communautaire des populations frontalières dans le nord de la région de Tillabéri ».*

*Initialement, j'étais quelque peu réticent à l'idée de participer à cette formation. Piloter des vedettes et des pirogues représentait un défi que je n'avais jamais envisagé auparavant, et je me sentais incertain quant à mes capacités à maîtriser ces nouvelles compétences.*

*Cependant, dès les premiers jours de la formation, j'ai été agréablement surpris par la qualité et la pertinence du programme proposé. Les formateurs étaient hautement qualifiés et expérimentés, et ils ont su nous transmettre les connaissances nécessaires avec clarté et précision.*

*Au fil des séances pratiques sur l'eau, j'ai pu mettre en pratique les techniques apprises en salle de classe. Apprendre à manœuvrer une vedette ou une pirogue dans des conditions réelles était à la fois exaltant et gratifiant. J'ai rapidement gagné en confiance et en compétence, naviguant avec assurance à travers les eaux de la région.*

*Cette formation m'a non seulement permis d'acquérir de nouvelles compétences techniques, mais elle a également renforcé mon sentiment de fierté et d'accomplissement en tant que membre des FDS. Savoir que je suis désormais capable de contribuer de manière significative à la sécurité de nos frontières grâce à cette expertise nouvellement acquise est une source de motivation et de détermination sans précédent.*

*Aujourd'hui, je suis reconnaissant d'avoir eu l'opportunité de suivre cette formation en pilotage de vedettes et pirogues. Elle a été un véritable catalyseur de changement dans ma carrière au sein des FDS, me permettant de développer de nouvelles compétences et de jouer un rôle plus actif dans la protection de notre territoire et de nos concitoyens.*

*Cette expérience démontre clairement l'importance cruciale de la formation continue et du renforcement des capacités pour les membres des forces de sécurité. En investissant dans le développement professionnel de ses agents, notre institution peut être mieux préparée à relever les défis complexes auxquels nous sommes confrontés dans notre mission de protection et de défense de notre pays ».*

Pas seulement les FDS se sont vues leurs capacités renforcées même les membres de Comité villageois de Paix, dont un membre nous livre son vécu :

---

<sup>6</sup> Rapport Suivi Formations Radio Communautaires, ONUDC, Aout 2023

« Je m'appelle Saley, j'ai 44 ans et je vis dans la commune d'Inates. Dans notre région autrefois troublée par les conflits, je suis devenu membre du comité de paix local, déterminé à apporter un changement positif dans ma communauté.

Au début, j'avais des doutes quant à l'efficacité de nos efforts pour instaurer la paix. Les divisions et la méfiance semblaient trop profondément enracinées. Pourtant, j'ai choisi de m'engager dans le comité de paix, espérant que je pourrais faire une différence, aussi minime soit-elle.

Le projet amélioration de Paix dans la région de Tillabery de HCR et OIM nous a orienté puis nous a formé sur la notion de la coexistence pacifique et autres thématiques de la Paix. J'ai commencé à assister régulièrement aux réunions du comité de paix, partageant mes idées et mes préoccupations avec les autres membres. Les sessions d'échange sur la cohésion sociale m'ont également permis de comprendre l'importance du dialogue et de la compréhension mutuelle dans la construction de la paix.

Avec le temps, j'ai observé des changements subtils mais significatifs dans ma communauté. Les tensions semblaient s'apaiser, et les gens commençaient à se parler ouvertement plutôt que de se méfier les uns des autres. Ces progrès m'ont encouragé à redoubler d'efforts dans mon engagement envers la paix.

Le changement le plus significatif est survenu lorsque j'ai réussi à réconcilier deux familles qui étaient en conflit depuis des années. Grâce à mes efforts de médiation et à ma volonté de pardonner et de guérir, les deux familles ont finalement pu enterrer leurs différends et commencer à reconstruire des relations positives.

Ce moment a été un tournant pour moi et ma communauté. J'ai réalisé que même un seul individu peut avoir un impact immense sur la construction de la paix, et j'ai continué à travailler avec détermination pour promouvoir l'harmonie et la compréhension dans notre région.

Aujourd'hui, je suis respecté par tous dans ma communauté pour mon engagement envers la paix et ma capacité à rassembler les gens. Mon histoire de changement est devenue un exemple inspirant pour les autres membres du comité de paix et pour toute la commune d'Inates. »

**Les efforts déployés pour autonomiser les femmes** (y compris des détenues en prison et celles libérées) et les jeunes vulnérables via les Activités Génératrices de Revenus (AGR) ont également joué un rôle crucial en offrant aux communautés des moyens et des équipements pour accroître leurs revenus, réduisant ainsi leur vulnérabilité aux influences des groupes extrémistes violents. Une ancienne détenue témoigne en ces termes :

« Je m'appelle Zeinabou ancienne détenue dans la prison de Tillabéry. je me sentais souvent dépendante des autres pour subvenir aux besoins de ma famille. Mais tout cela a changé grâce à ce projet qui a soutenu les femmes comme moi dans le développement d'activités génératrices de revenus.

Etant en prison, j'ai suivi les formations offertes avec assiduité, apprenant les bases de la couture et les techniques nécessaires pour démarrer mon propre petit atelier. Ces formations m'ont donné une confiance nouvelle en moi et en mes capacités.

Après avoir terminé les formations, j'ai reçu un soutien matériel qui a été un véritable coup de pouce pour démarrer mon entreprise. Une machine à coudre électrique, des tissus et tous les accessoires nécessaires m'ont été fournis. J'étais tellement reconnaissante pour cette aide précieuse qui allait changer ma vie.

Une fois libérée, j'ai installé mon atelier à la maison, j'ai commencé à travailler sans relâche. Petit à petit, grâce à mes compétences nouvellement acquises et à ma détermination, mon entreprise a commencé à prospérer. Les commandes affluaient et j'étais fière de pouvoir contribuer aux revenus de ma famille de manière indépendante.

Avec le temps, j'ai pu élargir ma clientèle et diversifier mes produits. De simples ourlets aux robes élégantes, je pouvais répondre à une variété de demandes. Chaque jour, je me sentais de plus en plus confiante et fière de mon travail.

Aujourd'hui, je suis une entrepreneure prospère, capable de subvenir aux besoins de ma famille et de contribuer à l'économie de ma communauté. Je suis reconnaissante envers le projet qui m'a offert cette opportunité et envers tous ceux qui m'ont soutenue tout au long de ce parcours. Je sais que je suis capable de réaliser de grandes choses et je suis déterminée à continuer à faire croître mon entreprise pour un avenir meilleur. »

Les formations sur des questions essentielles telles que l'état civil ont eu un impact significatif en sensibilisant les populations aux droits fondamentaux, y compris les droits des réfugiés et des personnes déplacées. Les retombées positives de ces activités ont été observées, notamment une compréhension accrue des droits individuels et une participation plus active dans le processus d'enregistrement des naissances afin de prévenir l'apatridie. En outre, le projet a joué un rôle essentiel dans la prévention des conflits communautaires. Les populations ont été encouragées à privilégier le dialogue et à résoudre les problèmes en coopération avec les autorités locales, les leaders religieux et coutumiers. Cette approche communautaire a contribué à réduire les incidents de conflits intercommunautaires, même dans des zones réputées difficiles sur le plan sécuritaire. Selon le rapport de base, le nombre de conflits communautaires résolus de manière paisible dans la zone d'intervention en 2018 était de l'ordre de 9. En outre, cette évaluation finale n'a pas permis de collecter les statistiques sur le nombre de incidents résolus, mais les entretiens qualitatifs confirment la réduction des incidents au niveau communautaires, grâce à l'approche communautaire développée par le consortium dans la zone d'intervention. Des sensibilisations en ce sens ont été réalisées par les radios communautaires de la zone d'intervention à travers des débats et magazines enregistrés avec la participation de tous les acteurs concernés.

En termes de pérennité du projet, les changements de comportement observés chez les populations indiquent que le projet a réussi à instaurer une culture de dialogue et de résolution pacifique des conflits à travers :

- ☞ **Création d'une plateforme d'échanges** : La mise en place d'une plateforme d'échanges entre les chefs traditionnels et les formateurs montre une volonté de communication et de collaboration accrues entre les différents acteurs de la région. Cette plateforme a servi de moyen de résolution de conflits et de renforcement des relations intercommunautaires.
- ☞ **Augmentation significative du nombre d'échanges** : La progression du nombre d'échanges d'avril à juillet (146 à 237 échanges) indique une augmentation de l'interaction et du dialogue entre les membres de la plateforme. Cette augmentation a amélioré la communication et une réduction potentielle des tensions intercommunautaires.
- ☞ **Participation continue des membres** : Malgré les défis liés à l'infrastructure téléphonique dans la région, les membres de la plateforme continuent à participer activement aux échanges, ce qui témoigne de leur engagement envers le processus de dialogue et de résolution des conflits même après Projet.
- ☞ **Moyenne mensuelle constante d'échanges** : La moyenne mensuelle constante de 208 échanges sur les quatre mois témoigne d'une régularité dans les interactions entre les chefs traditionnels et les formateurs (Magistrats). Cette régularité favorise la confiance mutuelle et la stabilité dans la région.

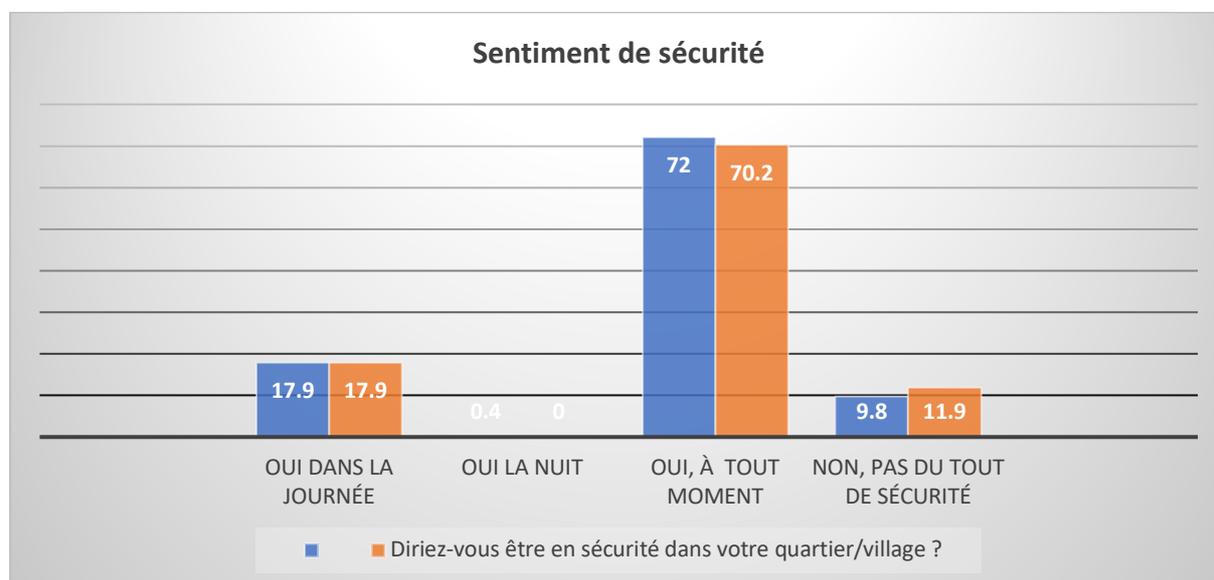
En résumé, l'analyse de ces données montre que les activités du projet ont favorisé l'établissement d'une plateforme de communication efficace qui n'existait pas avant le projet, entraînant une augmentation significative des échanges entre les acteurs locaux et une participation continue malgré les défis logistiques. Ces changements indiquent un progrès vers une meilleure coordination et une plus grande harmonie intercommunautaire dans la région de Tillabery.

Les autorités locales sont désormais plus engagées dans des réunions de coordination avec les acteurs communautaires, montrant une restauration de la confiance entre les autorités et les populations.

En résumé, les résultats du projet montrent qu'il a eu un impact significatif sur la consolidation de la paix en renforçant la cohésion sociale, en prévenant les conflits communautaires, et en encourageant la collaboration entre les populations locales et les autorités.

#### VII.4.1. Le projet a-t-il produit de changements (positifs ou négatifs) dans la protection et la sécurité communautaire dans les zones d'intervention du projet ?

Figure 6. Sentiment de sécurité



Source : IHFRA, Enquête auprès des communautés

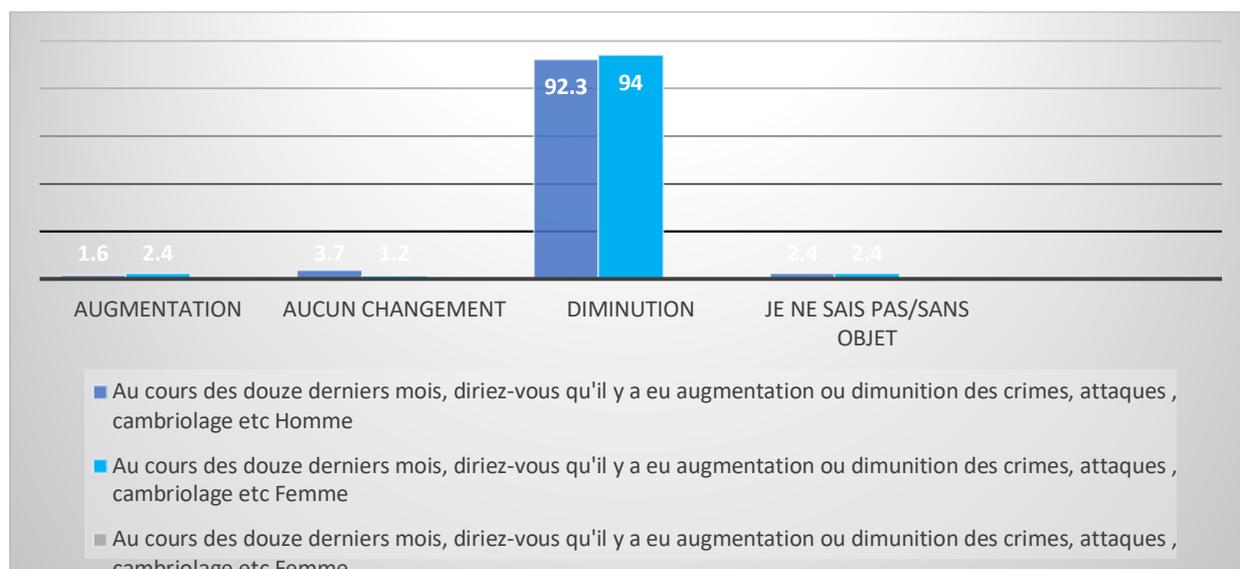
L'analyse des données sur la sécurité perçue dans le quartier/village révèle que la majorité des répondants, qu'ils soient hommes ou femmes, déclarent se sentir en sécurité à tout moment (72% pour les hommes et 70,2% pour les femmes). Cependant, la perception de sécurité diminue considérablement la nuit, avec seulement 0,4% des hommes et aucun pourcentage spécifié pour les femmes affirmant se sentir en sécurité pendant cette période. Bien que 17,9% des répondants, hommes et femmes confondus, se sentent en sécurité pendant la journée, une portion notable (9,8% des hommes et 11,9% des femmes) ne se sent pas du tout en sécurité. Ces résultats suggèrent que la sécurité perçue varie en fonction du moment de la journée.

Les motifs sous-jacents à ces variations de sécurité perçue au cours de la journée découlent de plusieurs facteurs : la sensation de sécurité pendant la journée influencée par la présence d'activités sociales, la visibilité accrue, et par une plus grande circulation dans la communauté. En revanche, la diminution significative de la sécurité perçue pendant la nuit pourrait être attribuée à des facteurs tels que l'obscurité, le calme relatif, ou la possibilité accrue d'activités suspectes. Il serait également important d'explorer les perceptions individuelles et collectives de

la sécurité, ainsi que la confiance dans les mécanismes de sécurité nocturnes notamment l'existence ou non des patrouilles des FDS.

**Réduction des Incidents de Sécurité :** Les efforts du projet ont été axés sur la diminution des incidents de sécurité dans les départements ciblés. Ces incidents comprenaient des actes de violence, des mouvements migratoires non régulés, et d'autres menaces à la sécurité. Les données relatives à ces incidents ont été collectées, analysées et comparées régulièrement pour évaluer la tendance globale et mesurer l'impact des activités du projet.

Figure 7. Comparaison de l'occurrence des crimes, attaques, cambriolage sur une échelle de 12 mois passés



Source : IHFRA, Enquête auprès des communautés

L'analyse des données sur la perception des tendances criminelles au cours des douze derniers mois indique une forte convergence entre les réponses des hommes et des femmes. Une proportion significative, représentant 92,3% des hommes et 94% des femmes, est d'avis qu'il y a eu une diminution des crimes, attaques et cambriolages au cours de cette période. En revanche, une minorité relativement faible mentionne une augmentation de ces incidents, avec des pourcentages de 1,6% pour les hommes et 2,4% pour les femmes. Les répondants indiquant l'absence de changement sont également minoritaires, avec 3,7% des hommes et 1,2% des femmes. Une petite portion des participants, soit 2,4% des hommes et 2,4% des femmes, déclare ne pas savoir ou considère la question comme sans objet. Ces résultats suggèrent une perception majoritairement positive de la sécurité, avec une forte inclination vers l'idée que les incidents criminels ont diminué au cours de la période examinée. Il pourrait être pertinent d'approfondir cette analyse en explorant les raisons sous-jacentes à ces perceptions pour mieux informer les stratégies de sécurité locale.

**Coopération Transfrontalière Améliorée :** Un autre indicateur clé était l'amélioration de la coopération transfrontalière entre les régions frontalières. Cela incluait des initiatives telles que des patrouilles conjointes, des échanges d'informations entre les forces de sécurité des pays voisins, et la coordination des efforts pour contrer les menaces communes. L'efficacité de ces initiatives a été évaluée en examinant la fréquence et l'efficacité des collaborations

transfrontalières, mesurant ainsi la réussite du projet dans le renforcement de la sécurité régionale.

La régularité des mesures et la comparaison des résultats par rapport aux objectifs initiaux ont assuré une évaluation continue de l'efficacité du projet. Ces données mesurables ont également fourni des indications précieuses pour ajuster les stratégies opérationnelles en temps réel, maximisant ainsi l'impact des interventions dans la région de Tillabéri.

### **Promotion de la coexistence pacifique**

Le projet s'est efforcé de promouvoir un dialogue constructif et une collaboration significative entre les communautés frontalières, établissant ainsi une base solide pour une coexistence pacifique. Les forums de discussion réguliers ont joué un rôle crucial en facilitant un échange ouvert entre les communautés et les autorités locales, contribuant ainsi à l'établissement de relations harmonieuses. Les résultats des Focus Group Discussions (FGD) ont révélé une coexistence relativement paisible entre les déplacés et la communauté hôte. Les activités conjointes, notamment des formations et des initiatives de salubrité, ont renforcé la cohésion sociale, illustrant une solidarité tangible entre les deux groupes. Les mécanismes de dialogue ont été renforcés dans les zones d'intervention du projet, favorisant des discussions continues sur des questions cruciales telles que la sécurité et le développement. Ces avancées ont été mesurées à travers des indicateurs tels que la fréquence des réunions et le nombre de participants. De plus, le projet a activement encouragé la participation communautaire en impliquant les citoyens dans la résolution des conflits et la prise de décisions liées à la sécurité. Les mécanismes participatifs mis en place ont stimulé l'engagement des communautés, renforçant ainsi le processus global de consolidation de la paix.

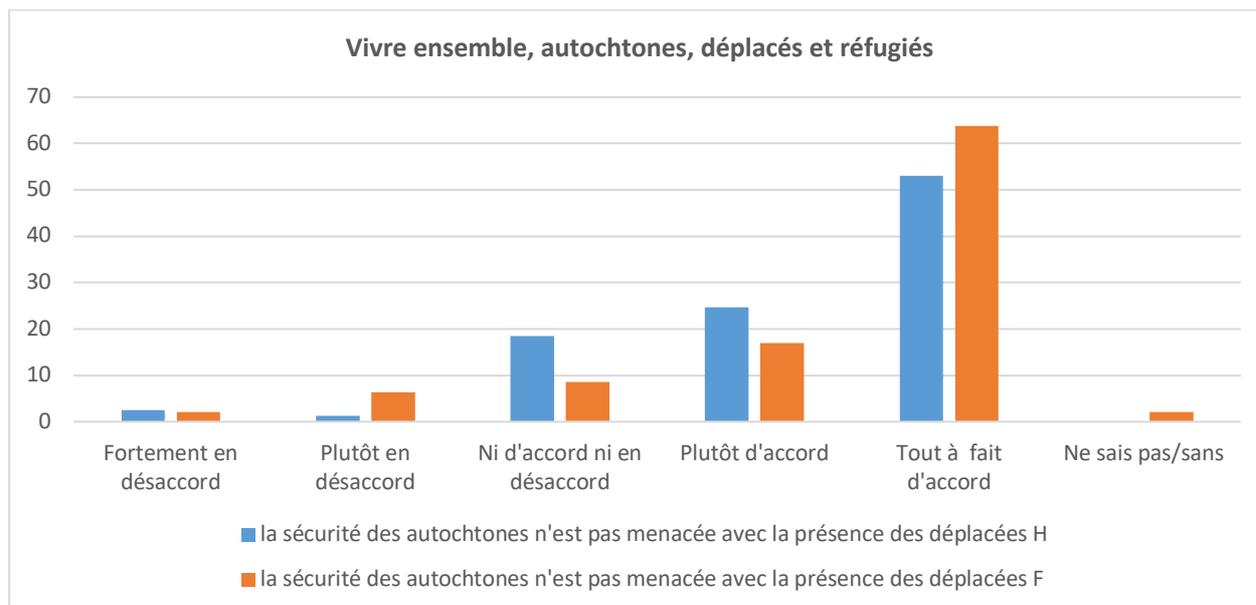
#### **VI.4.2. La vie des bénéficiaires et leur environnement ont-ils connu des changements (positifs ou négatifs) relatif à la coexistence pacifique et la paix ?**

L'impact du projet sur la vie des bénéficiaires et leur environnement, axé sur la coexistence pacifique et la paix, se manifeste à travers une série d'indicateurs et de retours d'expérience. Une analyse des changements potentiels, tant positifs que négatifs, offre un aperçu de la dynamique complexe engendrée par l'initiative.

Les changements positifs observés dans le cadre du projet sont significatifs et se manifestent à plusieurs niveaux. Tout d'abord, une amélioration notable de la sécurité locale est observée, attribuable aux activités collaboratives telles que les patrouilles mixtes et le renforcement des capacités des forces de sécurité locales. Ces efforts semblent avoir conduit à une réduction des incidents de sécurité, créant ainsi un climat de confiance croissant de la population envers les forces de l'ordre.

Parallèlement, les initiatives axées sur la collaboration, la communication et la sensibilisation ont contribué au renforcement de la confiance entre les forces de sécurité et la population locale. Cette meilleure relation favorise un environnement propice à la coexistence pacifique, soulignant l'importance des aspects sociaux du projet. Selon les résultats des entretiens avec les communautés hôtes d'Ayérou, d'Inates, d'Abala, de Goroulet de Diagourou, elles affirment ne pas être inquiétées par la présence des déplacés et des réfugiés comme le montre le graphique suivant :

Figure 8. Coexistence pacifique entre les communautés (hôtes, IDP et réfugiés)



Une autre observation positive réside dans la perception favorable de la sécurité au sein de la communauté, comme témoigné par les leaders locaux d'Inates, d'Ayerou, de Groual et de Diagourou. Ces retours positifs indiquent un impact concret du projet sur la perception des bénéficiaires en matière de sécurité, soulignant ainsi la pertinence et l'efficacité des interventions.

Enfin, l'engagement communautaire se révèle essentiel dans la promotion de la coexistence pacifique. La participation active des communautés à des activités conjointes, notamment les séances de sensibilisation, reflète un niveau élevé d'implication, renforçant ainsi la durabilité des initiatives mises en œuvre. Ces changements positifs témoignent du succès du projet dans la réalisation de ses objectifs et dans la construction d'une communauté plus sécurisée et harmonieuse.

#### a) Changements Potentiellement Négatifs (à surveiller) :

Plusieurs aspects importants liés à la mise en œuvre du projet de façon positive (cohésion sociale, renforcement des capacités des agents de FDS, réduction des risques d'apatridie, autonomisation des femmes avec les AGR, rapprochement des FDS avec la communauté) sont mis en lumière, mais quelques points clés restent à discuter :

- ☞ **Collecte de Données à Distance** : En raison du contexte complexe, le suivi-évaluation a été réalisé en grande partie à distance. L'utilisation d'appels téléphoniques pour échanger avec les bénéficiaires et la formation d'agents communautaires pour la collecte de données à distance sont des stratégies mises en place.
- ☞ **Formation sur la Police de Proximité** : Une formation sur la police de proximité a été mentionnée, bien que l'impact concret sur le terrain n'ait pas été clairement défini. Les détails spécifiques de la formation et de son intégration dans les communautés pourraient nécessiter des informations supplémentaires.

- ☞ **Enjeux de Mobilité des Autorités Locales** : Les changements fréquents au niveau des autorités locales ont été identifiés comme un défi. Il est suggéré de travailler avec plusieurs membres des autorités locales pour assurer une continuité des actions, compte tenu des changements fréquents.
- ☞ **Dépendance Économique des Communautés** : Les résultats sur la capacité à subvenir aux besoins indiquent des pressions économiques, nécessitant un suivi attentif pour identifier les facteurs contributifs et concevoir des mesures correctives.

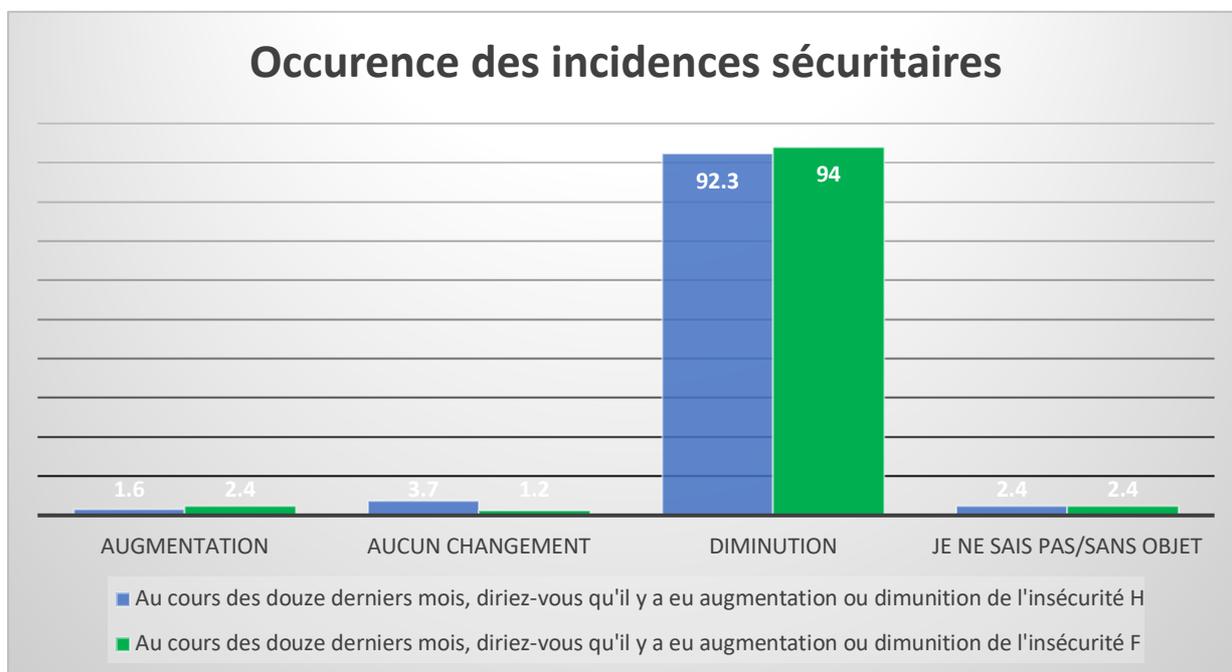
Ces points soulignent la complexité des interventions dans des contextes de consolidation de la paix et la nécessité d'une approche adaptative et sensible aux spécificités locales. Les recommandations mettent l'accent sur l'implication continue des autorités locales et l'analyse approfondie des disparités économiques entre les genres.

### VI.4.3. Dans quelle mesure le projet a-t-il contribué à réduire les niveaux de violence et d'insécurité dans les zones d'intervention, et quels sont les indicateurs de cette réduction ?

L'évaluation de la contribution du projet à la réduction des niveaux de violence et d'insécurité dans les zones d'intervention est cruciale pour évaluer son impact global. Voici une analyse des contributions du projet et des indicateurs associés à la réduction de la violence et de l'insécurité

**Diminution des Incidents de Sécurité** : le projet a contribué à la diminution du nombre d'incidents de sécurité tels que les conflits intercommunautaires, les attaques terroristes, ou d'autres formes de violence.

Les statistiques officielles des incidents de sécurité, avant et après la mise en œuvre du projet, confirment cette diminution. Les bénéficiaires l'ont confirmé aussi dans le graphique ci bas.



Les données sur la perception de l'évolution de l'insécurité au cours des douze derniers mois montrent les résultats suivants :

- Une perception de la sécurité parmi les répondants, avec une grande majorité signalant une diminution de l'insécurité au cours des douze derniers mois. Plus spécifiquement, 92,3% des hommes et 94% des femmes indiquent une diminution de l'insécurité, montrant ainsi une tendance similaire entre les deux groupes.
- Ces résultats suggèrent une efficacité perçue du projet dans le renforcement de la sécurité et de la protection des communautés, avec une nette majorité des répondants rapportant une amélioration de la situation au cours de la période considérée. Cependant, il est important de prendre en compte d'autres facteurs qui pourraient influencer ces perceptions, tels que des événements extérieurs, des changements dans le contexte sécuritaire global, ou des initiatives indépendantes de sécurité mises en œuvre par d'autres acteurs.

#### **a) Réduction des Tensions Intercommunautaires :**

Une diminution des tensions intercommunautaires est constatée, démontrant l'efficacité du projet dans la promotion de la coexistence pacifique. Les rapports de médiation des conflits et les témoignages des leaders communautaires confirment cette réduction.

Les données disponibles sur les taux de criminalité démontrent de manière probante une baisse significative des incidents tels que les vols, les agressions, et autres délits dans les zones d'intervention du projet. Cette diminution notable des taux de criminalité atteste de l'efficacité des actions entreprises par le projet pour instaurer une atmosphère plus sécurisée au sein de ces communautés.

Parallèlement, l'implication croissante de la communauté dans les activités de sécurité, notamment à travers une participation accrue aux patrouilles mixtes et aux comités de sécurité, reflète un engagement renforcé de la population dans la gestion proactive de sa propre sécurité. Cette augmentation du nombre de membres de la communauté impliqués dans ces initiatives souligne la pertinence et l'acceptation des efforts déployés.

Un autre indicateur clé de l'impact du projet réside dans le taux de réponse rapide aux incidents de sécurité. La rapidité avec laquelle les incidents sont traités constitue un témoignage de l'efficacité des mécanismes de coordination mis en place par le projet, comme en attestent les rapports sur le temps nécessaire pour répondre et résoudre les incidents.

L'analyse des tendances temporelles des niveaux de violence et d'insécurité avant, pendant et après la mise en œuvre du projet confirme des changements positifs à long terme. Cette observation souligne une amélioration constante au fil des années, renforçant l'idée que le projet a eu un impact significatif sur la réduction des niveaux de violence et d'insécurité dans les zones d'intervention.

En synthèse, la mesure de la contribution du projet à l'amélioration de la sécurité repose sur des données objectives et subjectives, des indicateurs de participation communautaire, et des analyses temporelles. Ces éléments convergents confirment de manière convaincante l'impact positif du projet sur la sécurité des communautés vivant dans cette région.

**VI.4.4. Comment les bénéficiaires du projet ont-ils perçu les changements relatifs à la coexistence pacifique entre les populations hôtes et les réfugiés et les communautés déplacées, et à la paix dans leur vie et leur environnement, et comment ces changements ont-ils affecté leur qualité de vie et leur bien-être psychologique ?**

Tableau 9 : Perception du changement sur la coexistence pacifique par les bénéficiaires, IDP, hôtes et Réfugiés

Thèmes	Points Positifs	Points à Améliorer	Lien avec l'Intervention du Projet
Rapports avec la Communauté Hôte	- Relations positives, symbiose, et accueil chaleureux.	- Aucun problème majeur signalé.	- Intégration réussie des personnes déplacées dans la communauté.
Collaboration avec les Structures Étatiques	- Collaboration positive et accès aux services étatiques.	- Aucun défaut majeur signalé.	- Facilitation de l'accès aux services étatiques grâce à l'intervention du projet. Renforcement de la coopération avec les autorités.
Collaboration avec les Comités de Paix	- Collaboration bien perçue, bon travail des comités.	- Besoin de maintenir et d'augmenter les activités.	- Renforcement de la confiance et de la communication grâce à l'intervention du projet. Contribution à la résolution des conflits.
Mesures pour Améliorer la Collaboration	- Propositions d'organiser des séances de formation.	- Éviter le favoritisme, assurer l'équité.	- Intégration des suggestions dans la planification future du projet.
Sécurité et Insécurité	- Situation sécuritaire préoccupante.	- Absence de présence militaire dans certaines zones.	- Nécessité d'une collaboration continue pour renforcer la sécurité, en partenariat avec les autorités et les comités de paix.

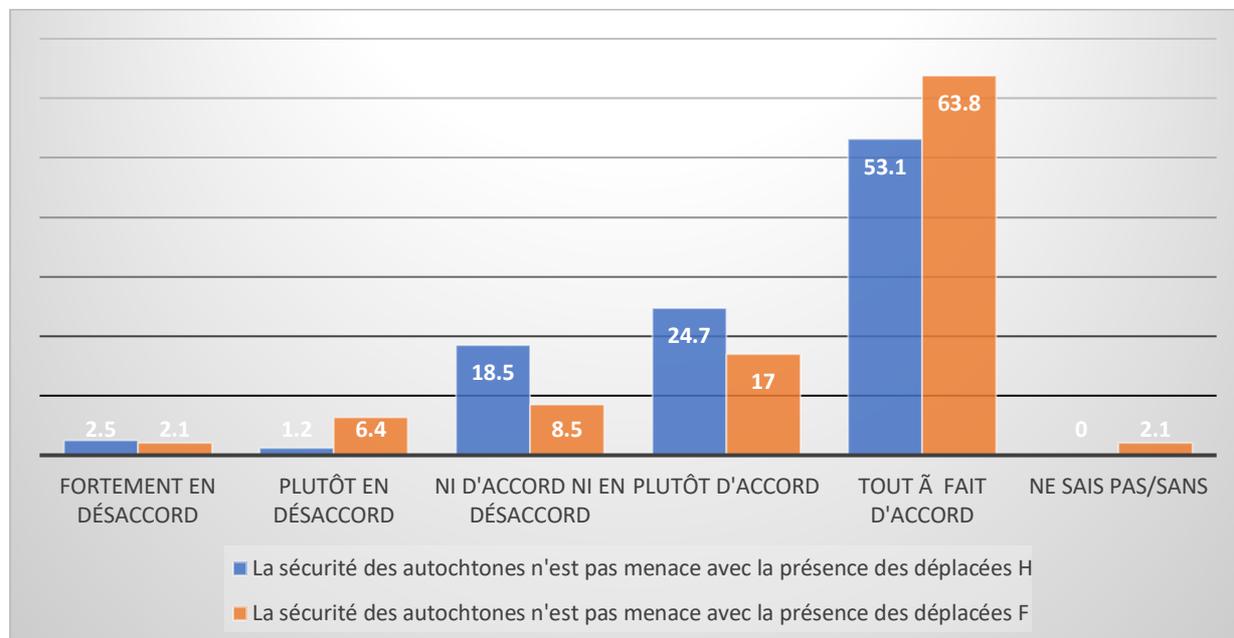
Les relations harmonieuses entre les personnes déplacées et la communauté hôte, marquées par une symbiose et un accueil chaleureux, suggèrent une intégration sociale réussie. Cette harmonie est le résultat d'une intervention de projet efficace, favorisant la cohésion sociale et la compréhension mutuelle. De plus, la collaboration positive avec les structures étatiques témoigne d'un accès facile aux services publics, soulignant l'impact positif de l'intervention du projet sur la coopération entre les déplacés et les autorités locales.

En ce qui concerne la collaboration avec les comités de paix, l'implication positive des participants et leur recommandation d'augmenter les activités suggèrent que l'intervention du projet a réussi à renforcer la confiance et à favoriser une communication ouverte dans la résolution des conflits locaux. Cependant, les suggestions pour améliorer la collaboration mettent en lumière des aspects cruciaux tels que l'équité et la prévention du favoritisme, soulignant l'importance d'une approche inclusive et équilibrée dans les initiatives futures du projet.

En abordant la question de la sécurité, les préoccupations exprimées par les participants quant à une situation sécuritaire préoccupante et à l'absence de présence militaire dans certaines zones soulignent les défis persistants. Cela met en évidence la nécessité d'une collaboration continue entre les intervenants du projet, les autorités et les comités de paix pour développer des solutions durables face à ces problèmes de sécurité. Ainsi, l'analyse approfondie révèle une réussite certaine de l'intervention du projet dans plusieurs domaines, tout en soulignant la complexité des enjeux sécuritaires qui nécessitent une attention continue et une collaboration accrue pour garantir un impact positif à long terme.

## → De la coexistence pacifique

Figure 9. Coexistence entre les populations et les réfugiés déplacés



Source : IHFRA, données collectées auprès des communautés

L'analyse des données relatives à l'accord sur l'impact positif des activités du projet sur la cohésion sociale montre des variations significatives entre les réponses des hommes (H) et des femmes (F).

Chez les hommes, une majorité impressionnante de 53,1 % indique être tout à fait d'accord quant à l'impact positif des activités du projet sur la cohésion sociale. En outre, 24,7 % sont plutôt d'accord, formant ensemble une large majorité d'hommes qui perçoivent positivement ces impacts. Cela reflète un consensus fort parmi les hommes quant à l'efficacité du projet dans la promotion de la cohésion sociale.

Chez les femmes, la tendance est similaire mais encore plus prononcée. Une écrasante majorité de 63,8 % se déclare tout à fait d'accord, et 17 % plutôt d'accord. Ces chiffres indiquent une adhésion encore plus forte des femmes à la perception positive de l'impact du projet sur la cohésion sociale.

Les différences notables se trouvent dans les réponses négatives. Chez les hommes, seulement 3,7 % (2,5 % fortement en désaccord et 1,2 % plutôt en désaccord) expriment un désaccord, tandis que chez les femmes, ce chiffre est légèrement plus élevé à 8,5 % (2,1 % fortement en désaccord et 6,4 % plutôt en désaccord). Cela suggère que, bien que minoritaires, il existe quelques opinions mitigées ou négatives, soulignant peut-être des points spécifiques à améliorer dans les activités du projet pour renforcer l'adhésion générale.

En somme, ces données témoignent d'un soutien considérable et d'une perception positive générale quant à l'impact des activités du projet sur la cohésion sociale, avec une légère différence entre les réponses des hommes et des femmes. Ces résultats sont essentiels pour évaluer l'efficacité globale du projet et identifient des aspects qui pourraient nécessiter une attention particulière pour renforcer davantage la cohésion sociale au sein des communautés bénéficiaires.

### → Impacts sur la qualité de Vie

Les bénéficiaires ont signalé des changements positifs dans leur quotidien, notamment une réduction des tensions intercommunautaires et une atmosphère générale plus harmonieuse. La diminution des conflits et des incidents violents a contribué à créer un environnement plus sûr, ce qui a directement amélioré la qualité de vie.

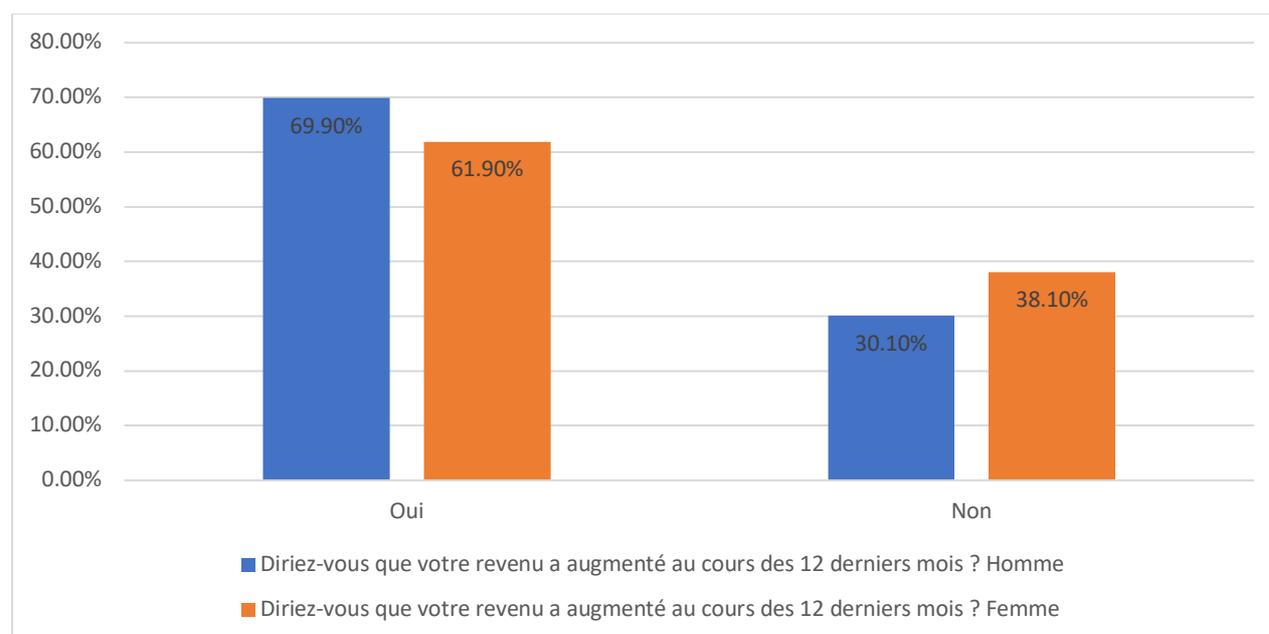
### → Bien-être Psychologique :

Les retours suggèrent également des améliorations dans le bien-être psychologique des bénéficiaires. La diminution des stress liés à l'insécurité et aux tensions intercommunautaires a probablement eu un impact positif sur la santé mentale des individus, favorisant une meilleure stabilité émotionnelle.

### → Changements Socio-économiques :

Certains bénéficiaires ont également souligné des changements positifs sur le plan socio-économique.

Figure 10. Augmentation des revenus au cours des 12 derniers mois



Source : IHFRA, collecte des données auprès des communautés

Les données indiquent que la majorité des hommes (69,90%) et des femmes (61,90%) ont signalé une augmentation de leur revenu au cours des 12 derniers mois. Cette tendance suggère une amélioration économique pour une proportion significative des répondants des deux sexes. Cependant, il est également noté que 30,10% des hommes et 38,10% des femmes ont déclaré que leur revenu n'avait pas augmenté au cours de la même période.

L'augmentation du revenu pour la majorité des répondants peut être interprétée comme un signe positif de dynamisme économique, de croissance ou d'opportunités accrues dans la région ou le secteur d'activité considéré. Cependant, il est important de noter que la proportion de personnes

déclarant une absence d'augmentation de revenu est également significative, ce qui peut indiquer des disparités économiques ou des défis financiers pour une partie de la population.

L'analyse de ces données suggère qu'il serait bénéfique d'approfondir la compréhension des facteurs sous-jacents à ces variations de revenu, en explorant les secteurs d'emploi, les tendances économiques locales et d'autres variables pertinentes. De telles informations pourraient aider à orienter des interventions ou des politiques visant à renforcer davantage la stabilité économique et à réduire les inégalités financières au sein de la communauté étudiée.

La réduction des conflits a favorisé un environnement propice aux activités économiques, favorisant ainsi les moyens de subsistance et la résilience communautaire.

### ➔ Perspectives à long terme

Le projet a mis en œuvre plusieurs stratégies visant à assurer et pérenniser ses acquis. Tout d'abord, une approche de recrutement local a été privilégiée, engageant des agents déjà ancrés dans les communautés ciblées. Cette proximité garantit une relation directe avec la population, renforçant ainsi l'impact des interventions. En parallèle, le projet a mobilisé des relais communautaires, des canaux essentiels pour atteindre efficacement les populations. Ces relais, présents dans différentes communautés, ont joué un rôle central dans la transmission des messages et la mobilisation des bénéficiaires. Une autre stratégie a consisté à organiser des ateliers de renforcement des capacités des autorités locales, éclairant les objectifs du projet et clarifiant les mandats respectifs du HCR et du CIAUD. La sensibilisation a été au cœur de ces efforts, avec des sessions visant à informer toutes les parties prenantes sur leurs rôles dans la cohésion sociale et la lutte contre les inégalités. L'implication active des populations a été encouragée, favorisant un changement de comportement et renforçant la cohésion sociale. Des accords de paix ont été signés dans des localités réputées difficiles, démontrant un réel impact sur la résolution des conflits. En parallèle, le projet a travaillé à restaurer la confiance entre les autorités et les populations, encourageant une participation accrue aux réunions de coordination. Enfin, l'utilisation de radios communautaires formées à diffuser des messages de paix a été une stratégie clé pour toucher des communautés éloignées. Pour pérenniser ces acquis, il serait bénéfique de renforcer davantage les capacités des comités de paix et d'intégrer des activités génératrices de revenus pour assurer une continuité à long terme au profit des femmes et jeunes bénéficiaires de la zone d'intervention du projet.

### VI.5. Efficience

L'efficience opérationnelle du projet dans la région de Tillabéry est clairement illustrée par la gestion judicieuse des ressources financières et humaines. Selon les gestionnaires du projet, notamment le suivi-évaluation, ils soulignent que les fonds ont été livrés en temps opportun, et aucune difficulté majeure n'a été rencontrée dans la gestion des ressources. Cette efficacité se traduit par une utilisation optimale des ressources allouées au projet, assurant ainsi une exécution fluide des activités.

Par ailleurs, la capacité du projet à s'adapter de manière flexible aux défis sécuritaires démontre une efficience opérationnelle notable. Les ajustements stratégiques, tels que l'utilisation d'activités à distance dans les zones à risque, témoignent d'une approche proactive pour surmonter les contraintes opérationnelles tout en maintenant la continuité des activités. Cette agilité opérationnelle contribue à maximiser les résultats du projet malgré les défis sécuritaires.

En matière de coordination inter-agences, bien que des défis aient été identifiés, la persistance dans la collaboration reflète une gestion efficace des relations partenariales. La reconnaissance de la nécessité d'améliorer la communication entre les agences souligne l'engagement à optimiser la coordination pour une mise en œuvre plus efficace et harmonieuse.

En somme, l'efficacité du projet dans les communes d'intervention de la région de Tillabéry se manifeste à travers une gestion proactive des ressources, une adaptation souple aux défis opérationnels, et une collaboration persévérante avec d'autres parties prenantes. Ces éléments démontrent la capacité du projet à atteindre ses objectifs de manière efficace dans un contexte complexe.

#### **VI.5.1. Dans quelle mesure les activités du projet ont-elles été achevées à temps ?**

Entre le 9 et le 13 mars 2023, les 30 comités de paix d'Abala et de Sanam ont tenu trois sessions d'échange avec 11 autorités locales pour discuter de la mise en œuvre de la convention locale signée en septembre 2022. Le projet a eu un impact positif sur la prévention des conflits, comme en témoigne un membre du comité de paix de Téra, commune de Téra, sur la résolution réussie de nombreux conflits entre agriculteurs par la négociation.

Le consortium a organisé 109 sessions d'échange et de sensibilisation depuis novembre 2022, touchant 18 967 membres des communautés d'Abala, Ayerou et Téra, dont 9 807 femmes et 3655 jeunes, conscients de l'impact de l'apatridie sur la cohésion sociale. Deux Iftars ont permis à 308 membres de communautés et autorités d'Ayerou et Abala, dont 50 femmes et 38 jeunes de mieux comprendre les enjeux de la cohésion sociale. 107 acteurs surveillent les risques pour la cohésion sociale dans les départements de Téra et d'Ayerou, dont 55 femmes et 45 jeunes avec une meilleure compréhension des dynamiques sociales.

En mars 2023, le comité technique du projet s'est réuni à Tillabéri avec 12 parties prenantes, dont 4 femmes et 2 jeunes, pour discuter de l'impact de l'intervention et formuler des recommandations. D'autre part, le projet estime que la diffusion des spots de sensibilisation sur l'impact de l'apatridie sur la cohésion sociale via les radios communautaires a touché 9 807 femmes d'Abala, Téra, et Ayerou, sans discriminer les personnes analphabètes, soit 81,9% des femmes et 70,8% des hommes de la région de Tillabéri, et/ou les personnes isolées géographiquement ou par les conflits. De plus, l'inclusion de femmes et de jeunes dans l'ensemble des sessions de sensibilisation organisées au cours de la période d'évaluation a permis au consortium d'identifier deux domaines d'intervention principaux pour soutenir ces deux groupes, facilitant la délivrance de leurs actes de naissance hors délais. Entre septembre 2022 et mai 2023, la maison des jeunes et de la culture d'Abala a été réhabilitée et équipée, offrant une infrastructure pour les activités socio-culturelles et les ateliers de sensibilisation, soulignant les transformations positives résultant de l'intervention du projet malgré les événements du 26 Juillet 2023 (coup d'Etat).

<sup>7</sup>A la suite des événements survenus le 26 juillet 2023 (coup d'Etat militaire), les dirigeants de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) se sont réunis le 31 juillet à Abuja sous la présidence tournante du président nigérian Bola Tinubu. À l'issue du sommet, la CEDEAO a fixé un ultimatum à la junte militaire, et des sanctions ont été infligées au Niger notamment celles qui ont un impact sur la mise en œuvre de ce projet :

- ☞ Fermeture des frontières terrestres et aériennes entre les pays de la CEDEAO et le Niger;
- ☞ Etablissement d'une zone d'exclusion de la CEDEAO pour tous les vols Commerciaux à destination ou en provenance du Niger ;

---

<sup>7</sup> DOCUMENT DE PROJET DU PBF, P 4-5

- ☞ Suspension de toutes les transactions commerciales et financières entre les États membres de la CEDEAO et le Niger ;
- ☞ Suspension du Niger de toutes formes d'assistance financière et de transactions avec toutes les institutions financières, notamment la BIDC et la BOAD.

Ces multiples sanctions ont conduit les communautés à des manifestations de soutien aux FDS dans toutes les régions du Niger. Les sanctions affectent fortement la communauté, comme suit :

- ☞ Augmentation du prix des produits et des denrées alimentaires ;
- ☞ Rareté des produits pharmaceutiques ;
- ☞ Manque d'électricité ;
- ☞ Ralentissement de certaines activités économiques (commerce) en raison de la fermeture des frontières ;
- ☞ Sentiment de peur au niveau communautaire

Il convient de noter que les jeunes et les femmes sont dans une situation critique, même avant le coup d'État, car l'une des activités économiques occupant les jeunes (la vente de carburant) est devenue non rentable et négligée du fait de sa non-subvention par les autorités.

### VII.5.2. Les ressources financières au projet ont-elles été utilisées de manière adéquate ?

En ce qui concerne l'utilisation des ressources financières, il a été indiqué que le projet a mis en œuvre toutes les activités prévues, mais en raison du coup d'État, il a été nécessaire de réorienter certaines activités vers les populations plutôt que de travailler directement avec les autorités. Certains bailleurs de fonds ont suspendu leurs aides directs aux autorités après le coup d'État. Cependant, la plupart des activités ont été mises en œuvre avant le coup d'État, et les fonds étaient toujours disponibles. Il n'y a pas eu de blocage de fonds signalé.

Cependant, la gestion des ressources humaines, le **turn over** de staff et le retard dans le recrutement des équipes ont été mis en exergue comme étant des difficultés qui n'ont pas facilité l'achèvement des activités à temps. Par rapport à l'efficacité de l'approche, des formations ont été organisées, notamment sur les questions d'état civil, et des sensibilisations ont été menées auprès des communautés sur la collaboration avec les autorités. Les comités de paix ont été utilisés pour favoriser la résolution des conflits, et leur utilisation a été considérée comme pertinente, renforçant la paix, la sécurité et la protection des communautés.

**En ce qui concerne le nombre de communes réellement couvertes, bien que le projet ait ciblé sept communes, il a travaillé physiquement dans quatre communes en raison de problèmes de sécurité dans certaines zones. Cependant, toutes les communes ont bénéficié des activités du projet à travers des approches adaptatives, comme la localisation des bénéficiaires dans des zones plus accessibles et sécurisée pour les bénéficiaires du projet et le personnel des trois agences appliquant le principe de Do no Harm.**

Le département suivi-évaluation du projet a adopté une approche adaptative en raison du contexte d'insécurité, utilisant des acteurs locaux et des appels téléphoniques pour collecter des données. Aucune faiblesse majeure n'a été mentionnée, mais l'approche nécessite une adaptation continue en raison des contraintes du contexte sécuritaire.

Enfin, pour améliorer le système de suivi-évaluation, la suggestion a été faite d'impliquer davantage des relais communautaires formés dans la collecte de données, en reconnaissant la nécessité d'une présence physique dans certaines situations.

### VI.5.3. Le projet a-t-il été mis en œuvre de la manière la plus efficace par rapport aux autres moyens de mise en œuvre ?

L'efficacité de la mise en œuvre du projet actuel par rapport à d'autres moyens dépendra de divers facteurs clés. En premier lieu, la gestion judicieuse des ressources, étant donné que le projet est financé à hauteur de **2,800,000 EUR et géré par trois agences**, ce qui peut potentiellement poser des défis en termes de coordination et de communication. D'autres programmes avec d'autres moyens mais des objectifs similaires comme le Programme de Cohésion Communautaire au Niger (PCCN), bénéficiant d'un budget plus conséquent et mis en œuvre par l'OIM seul, soulignent des différences significatives dans les capacités financières et la portée des activités.

La coordination entre les agences, en l'occurrence l'OIM, le HCR et l'UNODC, est un élément crucial. La nécessité de garantir une gestion harmonieuse des ressources, une communication efficace entre les parties prenantes et une distribution équitable des responsabilités a influencé directement l'efficacité globale du projet.

Un autre aspect déterminant est la réalisation des objectifs fixés par le projet actuel, notamment en ce qui concerne la consolidation de la paix, le renforcement de la cohésion communautaire, et la prévention de l'extrémisme violent. Par ailleurs, la capacité à exploiter les synergies avec des projets similaires, à l'instar du PCCN, revêt une importance particulière. Le projet actuel cherche à tirer parti des acquis du PCCN, notamment en s'appuyant sur l'établissement des comités de paix.

Enfin, la flexibilité et l'adaptabilité du projet à des situations changeantes sur le terrain sont des éléments positifs. La capacité à ajuster les activités en fonction des besoins prioritaires démontre une sensibilité aux réalités locales, renforçant ainsi le potentiel d'efficacité dans des contextes complexes.

### VI.5.4. Dans quelle mesure le dispositif de coordination inter-agences UN (OIM, ONUDC, UNHCR) a-t-il permis d'atteindre les résultats escomptés à temps avec des moyens et ressources optimisés ?

#### ➔ Coordination Inter-Agences UN

Les défis liés à la coordination de ce projet impliquant trois agences, à savoir l'OIM, le HCR et l'UNODC, sont divers et comprennent des aspects sécuritaires, politiques et de gestion interne.

#### ☞ Défi Sécuritaire :

Le principal défi externe concerne la situation sécuritaire dans les trois départements frontaliers avec le Burkina Faso et le Mali, confrontés à des difficultés sécuritaires importantes. Plus spécifiquement, sept communes sur lesquelles le projet intervient ont été touchées, avec trois d'entre elles devenues inaccessibles en raison du contexte sécuritaire. Cela a contraint le projet à délocaliser ses activités vers des communes plus sûres ou à travailler avec les déplacés provenant des zones inaccessibles.

#### ☞ Défi Politique :

Les défis politiques sont également présents, avec des autorités politiques parfois réticentes à s'aligner sur la stratégie du projet. La complexité de la situation sécuritaire a rendu certaines demandes des autorités politiques incompatibles avec la vision du projet. Il a été nécessaire de trouver des moyens de communication efficaces pour expliquer la stratégie et les objectifs du projet, évitant ainsi des conflits potentiels et des frustrations au niveau des autorités politiques. Les défis politiques mettent en lumière la nécessité de constamment expliquer et justifier la stratégie du projet aux autorités politiques. La situation sécuritaire complexe a parfois rendu difficile l'alignement des demandes des autorités politiques avec la vision du projet.

#### ☞ **Gestion Interne :**

Un défi interne majeur concerne la coordination entre les trois agences partenaires. Bien que la gestion d'un consortium soit déjà complexe, la présence de trois agences a engendré des complications. La synchronisation des activités, des plans de travail annuel et des niveaux de progression différents entre les agences a posé des difficultés. Certains partenaires étaient en avance par rapport à d'autres, nécessitant des efforts pour harmoniser les actions, élaborer des plans conjoints et réaliser des missions sur le terrain de manière coordonnée. La nécessité de missions conjointes sur le terrain est également mentionnée pour garantir une coordination efficace.

#### ☞ **Défi de Réduction d'Effectifs lié à la COVID-19 :**

Au début du projet, la pandémie de COVID-19 a présenté un défi interne avec la nécessité de réduire le nombre de participants pour certaines activités. Bien que ce défi ait été rapidement résolu, il a souligné la vulnérabilité potentielle du projet face à des événements imprévus.

☞ **Échéances et Réalisation des Activités :** Toutes les activités du projet ont été réalisées jusqu'à présent, avec les dernières activités achevées récemment. Il y avait eu également une extension de trois mois au-delà de la date initiale de clôture du projet, soulignant ainsi la gestion des échéances.

☞ **Impact du Coup d'État sur la Mise en Œuvre :** Le coup d'État a eu impact négatif sur la mise en œuvre des activités, entraînant des changements au niveau des autorités nationales, gouvernementales et départementales et des forces de défense et de sécurité. Cependant, malgré ces perturbations, le projet a réussi à réorienter certaines activités pour atteindre directement les populations.

#### ☞ **Défis logistiques :**

La gestion logistique a été un défi majeur au sein de ce projet, en raison de l'ampleur géographique de la zone d'intervention. Les obstacles logistiques potentiels étaient multiples, allant de l'accessibilité restreinte dans certaines localités éloignées aux défis infrastructurels liés à des routes sous-développées. Le transport rapide et efficace des ressources, du personnel et des fournitures essentielles a été entravé par des limitations d'infrastructures de transport adéquates. De plus, la communication et la coordination ont pu être compromises en raison de contraintes de connectivité dans des zones reculées. La gestion des ressources humaines et des stocks a dû être particulièrement soignée pour surmonter les distances et garantir une mise en œuvre fluide du projet. En outre, la sécurité des opérations logistiques dans des zones potentiellement isolées a nécessité une attention particulière. Ainsi, le défi logistique est apparu comme un

aspect crucial qui a été adressé pour assurer le succès et l'efficacité des initiatives déployées dans cette vaste région.

➔ **Atteintes des résultats malgré les défis :**

Malgré les défis logistiques et autres difficultés rencontrées, le dispositif de coordination inter-agences des Nations Unies, impliquant l'OIM, l'UNODC et le HCR, a joué un rôle essentiel dans la réalisation des résultats escomptés du projet en temps opportun, avec une optimisation des moyens et des ressources. La coordination étroite entre les agences a permis de surmonter les disparités dans les approches de mise en œuvre, en facilitant l'échange d'informations et la complémentarité des activités. Les mécanismes de coordination ont également favorisé une gestion plus efficace des défis logistiques liés à la vaste étendue géographique de la zone d'intervention. En collaborant étroitement, les agences ont pu élaborer des plans de travail annuels cohérents, assurant ainsi une mise en œuvre harmonieuse des activités. La communication constante entre les agences a également contribué à atténuer les impacts potentiels des changements politiques et sécuritaires sur le terrain. Ainsi, le dispositif de coordination inter-agences a joué un rôle catalyseur dans la réalisation des objectifs du projet, démontrant la valeur de la collaboration entre les différentes entités des Nations Unies dans des contextes complexes.

Les agents communautaires ont joué un rôle crucial dans le projet en tant qu'acteurs clés impliqués dans la collecte des données, travaillant de concert avec les autorités. Leur implication directe au niveau communautaire a permis d'établir des liens étroits avec les populations locales, favorisant ainsi une collecte d'informations plus contextuelle et approfondie. Ces agents ont agi comme des médiateurs efficaces entre les autorités et les communautés, facilitant le partage d'informations et renforçant la confiance.

Les agents communautaires jouent un rôle multifonctionnel au sein du projet, allant bien au-delà de la simple collecte de données. En tant que membres actifs de la communauté, leur engagement est holistique et comprend diverses responsabilités cruciales pour la mise en œuvre réussie du programme.

Premièrement, en tant que représentants du programme dans les communautés, les agents communautaires jouent un rôle de liaison essentiel. Leur proximité avec les populations locales leur confère une compréhension approfondie des dynamiques locales, des enjeux spécifiques, et des besoins de la communauté. Cela va au-delà de la simple collecte de données, car ils agissent comme des intermédiaires clés, facilitant une communication fluide entre le projet et les membres du POC (Comités de Paix).

Deuxièmement, les agents communautaires sont impliqués dans la mise en œuvre directe des activités du programme. Ils jouent un rôle actif dans la concrétisation des initiatives sur le terrain, travaillant en étroite collaboration avec les membres du POC pour garantir la réalisation des objectifs du projet au niveau communautaire.

Troisièmement, ils coordonnent avec les leaders communautaires et les autorités locales. Cette coordination est cruciale pour s'assurer que les activités du projet sont alignées sur les besoins réels de la communauté et bénéficient d'un soutien adéquat au niveau local.

En résumé, les agents communautaires ne se limitent pas à la collecte de données ; ils sont les acteurs-clés de la mise en œuvre, de la coordination et de la représentation du projet au niveau

communautaire. Leur implication diversifiée reflète leur rôle central dans l'atteinte des objectifs du programme.

## VII.6. Durabilité et Appropriation

Selon le produit 1.1 du cadre de résultat du projet (Produit 1.1 : Les structures étatiques sont mieux outillées pour répondre aux besoins des populations dans les zones frontalières en matière de paix et de sécurité et ainsi renforcer la confiance placée dans ces structures par les populations), son indicateur fait état de 116 structures étatiques sur 111 prévus indique être mieux équipés pour mener à bien leur mandat. Il en est de même que 17 sessions de renforcement de capacités des acteurs de protection regroupant 772 personnes dont 212 femmes, 143 jeunes et 94 relais sur les 14 avec 560 personnes prévues, ont été réalisées.

D'ailleurs les entretiens semi structurés menés avec les forces de défenses et de sécurité et les agents de l'Etat civils, parties prenantes du projet, ont défini leur mécanisme d'appropriation des activités post projet.

### VI.6. 1. Les structures étatiques, les comités de paix et les ressources sont-elles en place pour garantir que les produits du projet soient maintenus après la fin de sa mise en œuvre ?

→ *Pour les FDS bénéficiaires des formations dispensées par le projet*

Les mécanismes mis en place pour assurer l'appropriation des activités du projet, en particulier dans le domaine de la consolidation de la paix, sont divers et bien articulés. Une attention particulière a été accordée au renforcement des capacités, avec des sessions de formation et des cadres d'échange impliquant activement les femmes et les jeunes garçons. Ces initiatives visaient à éveiller les esprits et à favoriser une compréhension approfondie des enjeux liés à la consolidation de la paix au sein de la communauté.

Dans le souci de garantir la pérennité des projets et de maintenir le financement des activités au-delà de la période de mise en œuvre, des démarches de plaidoyer ont été entreprises auprès des partenaires techniques et financiers. L'objectif est d'exprimer les besoins continus et de solliciter le renouvellement du projet pour assurer la continuité des efforts de consolidation de la paix.

Parallèlement, des mécanismes opérationnels ont été définis pour assurer la réponse continue en cas d'attaques ou d'émeutes, conditionnés par la disponibilité du matériel nécessaire. Ces mécanismes incluent la possibilité de poursuivre les opérations par voie fluviale et de mener des patrouilles en cas d'incidents, démontrant ainsi une préparation proactive.

Pour garantir la rétention des connaissances et la collaboration interne, des initiatives de partage ont été mises en œuvre. Des clés USB contenant des modules de formation ont été distribuées, et des séances de partage ont eu lieu avec les collègues. Cette approche collaborative vise à diffuser les connaissances acquises et à favoriser la continuité des pratiques efficaces au sein de la communauté. Les suivis post formation ont également permis d'apprécier la prise en compte des acquis dans les activités régaliennes des FDS, mais aussi de proposer des remédiations. Ces mécanismes holistiques soulignent l'engagement envers la durabilité et l'intégration des activités du projet dans le tissu social de la région.

→ *Pour les agents de l'Etat civil, le constat est le suivant*

Les mécanismes mis en place pour nous approprier des activités du projet, en particulier dans le domaine de la consolidation de la paix au niveau des services de l'État civil des communes d'intervention, sont diversifiés et axés sur la collaboration avec le service de développement communautaire. Ce service agit en tant qu'intermédiaire entre le projet et nous, élaborant les termes de référence (TDR) en association avec d'autres services et coordonnant les sensibilisations sur le terrain.

« Notre implication se manifeste principalement dans les déclarations de naissance et les accouchements dans les centres de santé, offrant ainsi des services de base aux bénéficiaires. Un mécanisme clé que nous avons instauré est le comité de paix, qui joue un rôle essentiel en fournissant des informations régulières et en organisant des forums de sensibilisation. Ces forums, combinés à des sensibilisations, ont permis d'informer la population sur l'importance de déclarer les naissances et de récupérer les extraits de naissance pour diverses démarches administratives. » a déclaré l'agent de l'Etat civil de Téra.

Par ailleurs, des initiatives de sensibilisation ont été déployées pour encourager la collecte des actes de décès, soulignant l'importance de ces documents pour diverses procédures, y compris les déplacements vers des destinations telles que La Mecque. Les échanges entre les villageois, favorisés par des sensibilisations, contribuent à renforcer la cohésion sociale, encourageant la population locale et les déplacés à vivre ensemble harmonieusement.

Les réunions, les sensibilisations sur les sites des déplacés et des réfugiés, ainsi que la création de comités villageois et de structures communautaires, sont autant de mécanismes mis en place pour maintenir l'engagement communautaire même après la fin du projet. Ces comités continuent à échanger et à collaborer, assurant la pérennité des activités initiées par le projet.

Enfin, les sensibilisations constantes et les concertations avec la population ont contribué à accroître la connaissance de nos services, encourageant les gens à solliciter activement notre assistance. Nous aspirons à maintenir ces activités même après la clôture du projet, en gardant en place les comités de paix dans les villages pour assurer une sensibilisation continue et des avantages durables pour la communauté.

#### **VI.6.2. Le projet est-il soutenu par les dirigeants de la communauté, les comités de paix et est-il bien intégré dans les structures sociales et culturelles locales de consolidation de la paix ?**

Le projet bénéficie d'un certain soutien des dirigeants de la communauté et des comités de paix. L'implication des comités de paix, mentionnée à plusieurs reprises, indique une collaboration étroite avec ces structures locales. Ces comités sont activement engagés dans la communication d'informations, l'organisation de forums de sensibilisation et la fourniture de données essentielles pour orienter les activités du projet.

La création de comités villageois et de structures communautaires dédiées à la consolidation de la paix suggère également une intégration profonde dans les structures sociales locales. Ces comités continuent d'échanger même après la fin du projet, soulignant leur valeur et leur rôle continu dans le tissu social de la communauté.

Les réunions et les sensibilisations sur les sites des déplacés et des réfugiés, ainsi que les mécanismes de renforcement des capacités, démontrent une approche inclusive visant à

impliquer activement la population locale dans les efforts de consolidation de la paix. De plus, les efforts visant à sensibiliser la population sur l'importance des actes de naissance et des autres documents administratifs suggèrent une intégration pratique dans les réalités culturelles et administratives locales.

Cependant, il est important de noter que le degré de soutien et d'intégration peut varier d'une communauté à l'autre. Des initiatives spécifiques, telles que les cadres d'échanges et les formations, visent à renforcer les liens et à favoriser une meilleure compréhension entre le projet et la communauté. En résumé, bien que le projet semble bénéficier d'un certain soutien et d'une intégration dans les structures sociales locales, il serait nécessaire de mener une évaluation plus approfondie au niveau communautaire pour évaluer pleinement l'étendue de ces relations.

## VI.7. Sensibilité au Genre

### VII.7.1. Comment les dimensions de genre ont-elles été intégrées dans la conception, la planification, la mise en œuvre et le suivi de l'intervention et des résultats obtenus du projet ?

D'abord lors de l'étude base de ce projet, le rôle et l'impact des femmes et des jeunes face aux situations de conflits a été répertoriés et pris en compte comme le montre les tableaux suivants :

*Tableau 10 : Rôles des femmes et des jeunes dans l'extrémisme violent*

Rôle des femmes dans le conflit	Rôle des jeunes dans le conflit
(i) Elles sont utilisées comme kamikaze et comme récompense (motivation) pour les combattants.	(i) Les jeunes (surtout les désœuvrés et les frustrés sociaux) sont recrutés comme combattants de première ligne,
(ii) Dans plusieurs cas des jeunes filles de 10 à 16 ont été utilisées comme bombe humaine par la secte Boko Haram dans la région de Diffa	(ii) Certains jeunes professionnels endoctrinés sont affectés sur différentes tâches professionnelles ou techniques (mécanique, informatique, santé etc.),
(iii) Elles sont utilisées comme domestiques pour les combattants.	(iii) Certains sont des recruteurs, (iv) d'autres sont plus instruits en études islamiques et sont chargés d'endoctriner les recrues.

Source Analyse des conflits HACP

*Tableau 11 : Impacts de l'Extrémisme violent sur les femmes et les jeunes*

Impacts des conflits sur les femmes	Impacts des conflits sur les jeunes
(i) Plusieurs femmes sont kidnappées et forcées à l'esclavage sexuel.	(i) Plusieurs milliers des jeunes ont perdu leur vie dans le combat.

(ii) Plusieurs femmes sont devenues veuves avec des enfants en charge.	(ii) Plusieurs milliers se retrouvent en prison.
(iii) Plusieurs femmes ont été abandonnées par leurs maris qui ont rejoint les rangs des extrémistes.	(iii) Plusieurs milliers de jeunes ayant rejoint les groupes terroristes ne peuvent plus mener une vie normale en société.
(iv) Plusieurs femmes ont été forcées de quitter leurs villages	(iv) Plusieurs milliers de jeunes sont tentés de rejoindre les rangs des extrémismes compte tenu de leurs conditions de vie comparables à celles de ceux qui les ont déjà rejoints.
(v) La déscolarisation des jeunes filles.	(v) L'exode massif.
(vi) Plusieurs femmes libérées par les terroristes ont contracté des maladies sexuellement transmissibles.	(vi) Plusieurs jeunes sont impliqués dans l'économie criminelle (trafic de tous genres).

*Source rapport d'analyse des conflits HACP*

Ces tableaux mettent en évidence le rôle et l'utilisation des femmes et jeunes dans des situations de conflits selon l'analyse de la Haute Autorité pour la Consolidation de la Paix (HACP). Cet aspect a été pris en compte dans la conception et la planification de ce projet.

Le projet démontre une prise de conscience significative du genre, en particulier dans la prévention et la gestion des conflits locaux liés à l'accès aux ressources naturelles. **L'effet stratégique 1** vise à réduire les tensions et conflits violents en mettant explicitement l'accent sur la diversité des groupes sociaux, avec une attention particulière aux femmes. Les actions du projet visent à améliorer l'application inclusive des cadres légaux, notamment pour les femmes, les filles, les garçons et les personnes ayant des besoins spécifiques. De plus, le renforcement de la résilience des communautés, la prévention des conflits et la consolidation de la cohésion sociale sont soulignés, avec une focalisation particulière sur les femmes et les jeunes.

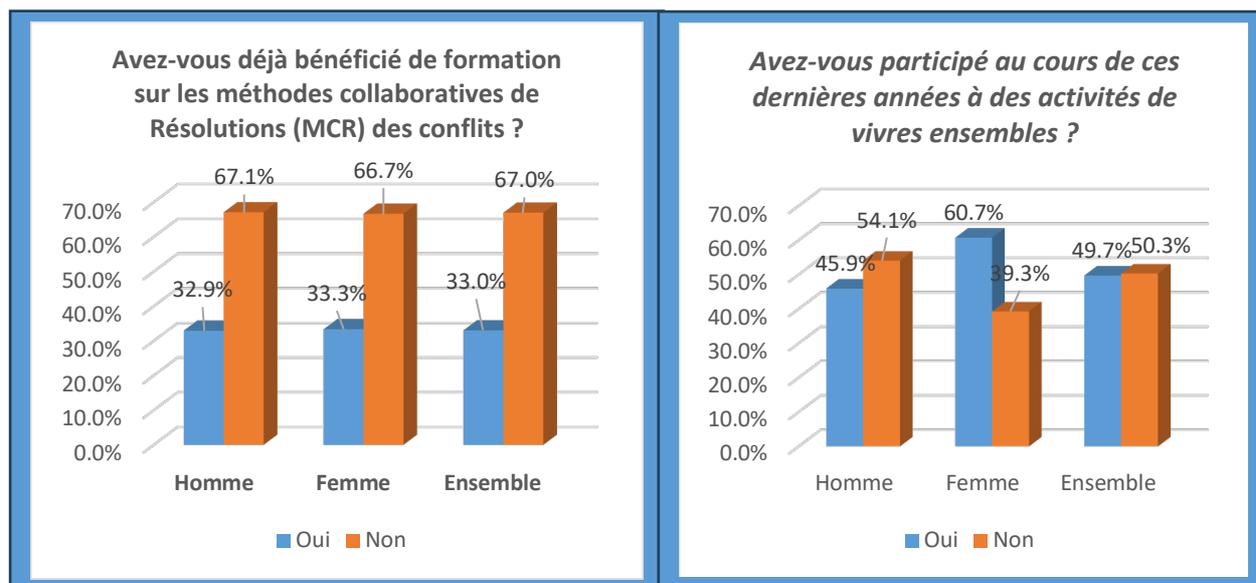
**Le domaine stratégique 2** se concentre sur le renforcement de la résilience des communautés face à la radicalisation et à l'extrémisme violent. La conception du projet intègre explicitement le renforcement des compétences des communautés, mettant l'accent sur l'inclusion des femmes et des jeunes dans la consolidation de la paix. Le contexte identifie les facteurs alimentant la radicalisation, soulignant le rôle crucial des femmes, des jeunes et des leaders communautaires dans la résilience. Les approches programmatiques, allant de la recherche participative à la promotion de la cohésion sociale, sont clairement définies, reflétant un engagement manifeste envers l'inclusion, la sécurité et le renforcement des capacités des femmes, des jeunes et des communautés locales dans le contexte complexe de la consolidation de la paix et de la gestion des ressources naturelles.

#### **VI.7.2. Dans quelle mesure le projet a-t-il réussi à impliquer les femmes et les jeunes dans la mise en œuvre ?**

Les autorités coutumières, en tant que leaders locaux, soulèvent des points cruciaux concernant la promotion du genre et le renforcement de la cohésion sociale. Leur appel à évaluer attentivement l'impact des projets sur les vulnérables, en particulier les femmes et les jeunes, souligne l'importance de résultats tangibles. Les recommandations mettent en avant la nécessité d'initiatives économiques durables et d'une communication renforcée entre les communautés et les structures étatiques. Ces réflexions offrent des perspectives précieuses pour orienter les efforts futurs dans la promotion du genre et la construction de communautés solidaires.

De manière générale, le projet a réussi à impliquer les femmes et les jeunes vulnérables dans la mise en œuvre des activités. En effet, malgré le contexte sécuritaire de la région et els difficultés

liées aux pesanteurs socio-culturelles, des mécanismes efficaces ont été établis par les agences de mise en œuvre du projet pour garantir leur participation significative dans les processus décisionnels, les activités de terrain et les consultations communautaires. Des formations ont été dispensées pour renforcer leurs compétences et leur autonomisation, contribuant ainsi à une représentation plus équilibrée. Cependant, les constats montrent que cette implication reste globalement insuffisante de part et d'autre, quel que soit le genre. L'analyse des deux formations octroyées dans le cadre du projet montre que 33% des répondants ont participé à la formation sur le MCT des conflits, tandis que 49,7% ont bénéficié des activités sur le vivre ensemble. Des efforts restent à faire pour une plus grande de l'ensemble dans le processus.

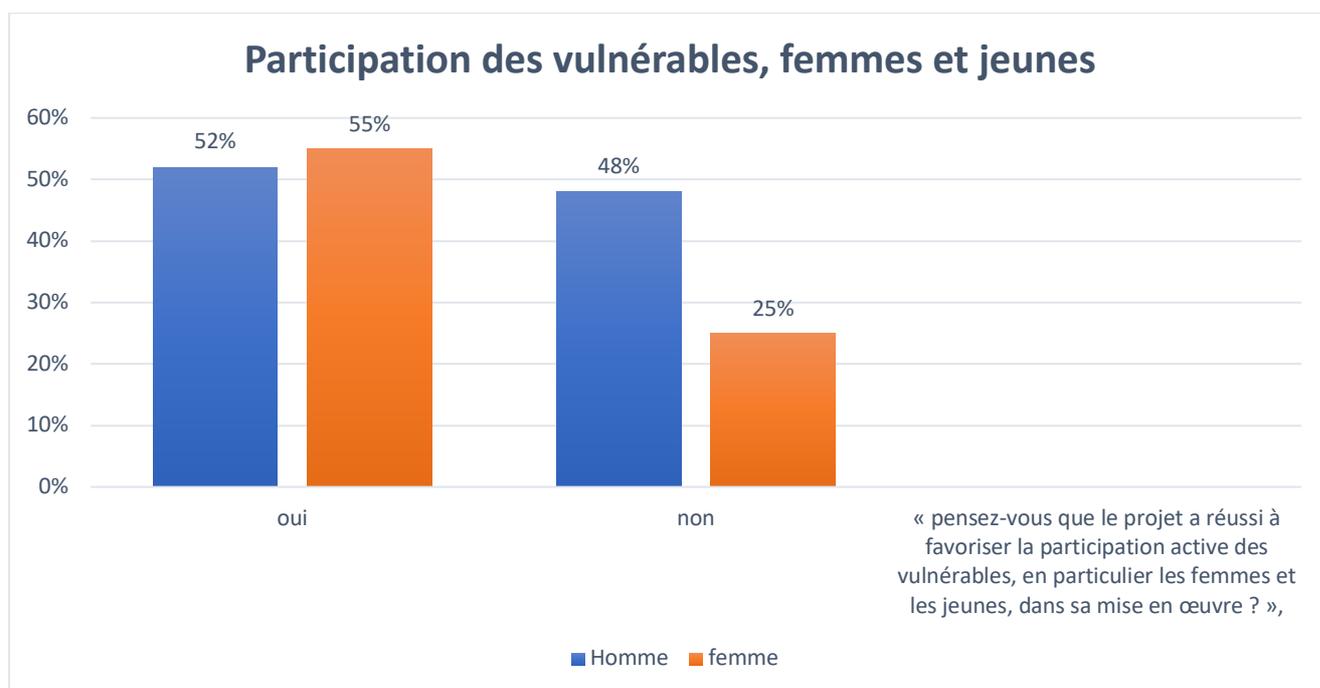


Source : enquête auprès des communautés hôtes et PDI

La prise en compte de l'aspect genre a joué un rôle crucial dans la réalisation des objectifs de consolidation de la paix du projet. En reconnaissant les rôles spécifiques des femmes et des jeunes, le projet a pu aborder de manière plus efficace les causes sous-jacentes des conflits et promouvoir des solutions inclusives. Des initiatives visant à réduire les inégalités de genre ont été intégrées dans les interventions, contribuant ainsi à une paix durable et équitable.

Une analyse approfondie des impacts différenciés a été réalisée pour évaluer comment les interventions du projet ont affecté les femmes, les hommes, les jeunes filles et les jeunes garçons de manière distincte. Cela a permis de comprendre les résultats spécifiques et d'ajuster les stratégies en conséquence, contribuant ainsi à une approche plus sensible au genre et à des résultats plus inclusifs.

Selon les entretiens menés sur le terrain, les communautés ont des points de vue mitigés : à la question, « *pensez-vous que le projet a réussi à favoriser la participation active des vulnérables, en particulier les femmes et les jeunes, dans sa mise en œuvre ?* »,



On note une divergence d'opinions parmi les répondants. Certains expriment des doutes et soulignent la nécessité de voir les interventions spécifiques avant de parler de réussite. En termes de suggestion, ils proposent d'organiser des sessions d'information ou des ateliers pour expliquer en détail les interventions du projet, mettant en lumière les impacts concrets sur la participation active des femmes et des jeunes. D'autres répondants estiment que le projet a réussi en mettant en avant les activités génératrices de revenus, en particulier dans le maraîchage. Mais ils suggèrent de collecter des témoignages spécifiques de femmes et de jeunes bénéficiaires pour illustrer et renforcer les réussites du projet.

Quant à la question de savoir s'il « existe des cadres de promotion du genre dans votre commune/village », tous les répondants reconnaissent l'existence de cadres de promotion du genre dans la commune/village, avec des projets spécifiques soutenant les femmes, notamment dans le domaine du maraîchage. Mais ils suggèrent de capitaliser sur ces cadres existants en les intégrant davantage dans les interventions du projet, en assurant une collaboration étroite et en exploitant les synergies.

De façon générale, les communautés font les propositions suivantes :

- Considérer la mise en place de mécanismes de rétroaction continue avec la communauté pour ajuster les interventions du projet en fonction des retours des participants ;
- Renforcer les mécanismes de communication pour assurer une compréhension claire des objectifs et des impacts du projet, encourageant ainsi une participation plus informée ;
- Envisager des initiatives supplémentaires de renforcement des capacités, en particulier pour les femmes et les jeunes, pour maximiser leur implication et autonomisation.
- Explorer des partenariats avec des organisations locales pour soutenir les efforts du projet et élargir son impact.

## VI.8. Programmation Sensible aux Conflits

### **VII.8.1. Dans quelle mesure une approche sensible aux conflits a-t-elle été utilisée dans la conception et la mise en œuvre du projet ?**

#### **→ Usage de l'approche sensible aux conflits dans la conception du projet**

L'utilisation de l'approche sensible aux conflits dans la conception du projet a été une pierre angulaire de son élaboration, démontrant un engagement significatif envers la gestion proactive des dynamiques conflictuelles. Une analyse approfondie du contexte a été entreprise, mettant l'accent sur l'identification des sources de conflits, des acteurs clés impliqués et des enjeux spécifiques. Cette démarche a permis d'anticiper les points sensibles et de concevoir des interventions stratégiques visant à prévenir la création de tensions entre les groupes d'acteurs locaux. La planification minutieuse a ainsi favorisé la promotion de la coexistence pacifique en intégrant des mécanismes adaptés pour résoudre les différends de manière constructive. Cette approche proactive a jeté les bases d'une mise en œuvre du projet qui non seulement aborde les conséquences immédiates des conflits, mais s'efforce également de transformer les structures sous-jacentes pour promouvoir une paix durable et une stabilité communautaire.

#### **→ Usage de l'approche sensible aux conflits dans la mise en œuvre du projet**

Les réponses des autorités locales indiquent que le projet a joué un rôle significatif dans la gestion des tensions existantes et le renforcement de la cohabitation pacifique entre les acteurs locaux, démontrant ainsi une programmation sensible aux conflits.

L'apaisement des tensions est souligné comme une contribution majeure du projet. Les autorités notent que le projet intervient spécifiquement pour promouvoir la paix entre les populations et les environs. Cela suggère une prise de conscience des dynamiques locales et une orientation stratégique du projet pour répondre aux besoins immédiats de pacification.

La sensibilisation émerge comme un outil clé de la programmation sensible aux conflits. Les autorités mentionnent que le projet a mené des sensibilisations dans les quartiers et les lieux publics pour apaiser les tensions existantes entre les acteurs locaux. Cela indique une approche proactive pour prévenir les conflits potentiels en sensibilisant la population sur des questions cruciales liées à la cohabitation pacifique. Les débats radiophoniques sur le mieux vivre ensemble (autochtones et déplacés internes) et sur la parenté à plaisanterie ont beaucoup contribué à renforcer la cohabitation pacifique.

Les réponses mettent en lumière le rôle du projet dans la résolution des conflits et la prévention des querelles. Il est souligné que le projet a contribué à éviter et à mettre fin à des conflits et des petites querelles entre les populations. Cette capacité à intervenir efficacement dans des situations conflictuelles renforce l'idée d'une programmation bien adaptée aux réalités locales.

Les autorités locales témoignent de l'efficacité du projet dans la gestion des tensions et la promotion de la cohabitation pacifique. La sensibilisation et l'intervention directe pour prévenir les conflits reflètent une programmation sensible aux conflits, soulignant ainsi l'impact positif du projet sur la dynamique locale de paix et de sécurité.

### **VI.8.2. L'exécution des activités du projet a-t-elle tenu compte de l'analyse du contexte pour ne pas créer des tensions entre les groupes d'acteurs ? Dans quelle mesure le projet a-t-il contribué à apaiser ces tensions ou renforcer la cohabitation des acteurs ?**

L'exécution minutieuse des activités du projet a constamment pris en considération l'analyse approfondie du contexte afin d'éviter la création de tensions entre les groupes d'acteurs locaux. Les mécanismes de gestion des tensions ont été intégrés dans la planification opérationnelle, permettant une réponse rapide et proactive aux signes émergents de conflits. En cas de tensions

détectées, des approches de médiation ont été déployées de manière stratégique. Des équipes formées à la médiation ont été mobilisées pour faciliter le dialogue entre les parties concernées, favorisant ainsi la résolution constructive des différends. Ces initiatives de médiation ont joué un rôle crucial dans l'apaisement des tensions, contribuant à créer un environnement propice à la cohabitation pacifique des acteurs. En fin de compte, le projet a agi comme un catalyseur pour renforcer la compréhension mutuelle entre les groupes, favorisant ainsi une collaboration harmonieuse et la création de bases solides pour une coexistence durable.

### **VI.8.3. Comment le projet a-t-il contribué à renforcer les capacités des communautés locales à gérer pacifiquement les conflits et à prévenir la violence,**

Selon les données collectées auprès des bénéficiaires et les autres parties prenantes (autorités, chefs traditionnels, membres du corps FDS, les leaders religieux) on note que le projet a joué un rôle significatif dans le renforcement des capacités des communautés locales à gérer pacifiquement les conflits et à prévenir la violence. Des initiatives de formation et de sensibilisation ont été mises en place pour doter les membres des communautés d'outils et de compétences essentiels en matière de résolution de conflits. Ces formations, qui ont inclus des modules axés sur les besoins spécifiques des femmes et les jeunes, ont vu la participation de 32 femmes, soit 28,6% des participants. Le projet a considérablement autonomisé les femmes et les jeunes de la région : 25 femmes membres des forces de sécurité et de la chaîne pénale ont été formées pour faciliter le dialogue entre les femmes leaders et leurs services. 21 éléments des forces de sécurité, dont 5 femmes, sont désormais capables de mener des fouilles sécuritaires respectueuses des droits. Parallèlement, 21 autres membres, dont 2 femmes, ont appris le rôle des polices de proximité dans la lutte contre la corruption. 311 agents de l'état civil, dont 120 femmes, ont été formés sur les risques liés à l'apatridie et les procédures d'octroi de la nationalité. Le projet a également facilité la régularisation de 954 nourrissons à risque d'apatridie, dont 498 filles. Cinq ateliers ont renforcé la coexistence pacifique, permettant à 146 leaders communautaires d'échanger sur le risque d'apatridie et la cohésion sociale, avec la participation de 67 femmes. 51 femmes leaders et 11 membres des forces de sécurité ont été sensibilisées sur leur rôle dans la consolidation de la paix. Le projet a favorisé la participation des femmes dans les mécanismes de consolidation de la paix, renforçant la coopération entre les femmes leaders et les membres des forces de sécurité. Enfin, des formations en prévention des conflits ont été dispensées à 120 membres de comités de paix, dont 30 femmes, renforçant la résilience et la cohésion sociale. Ces formations ont abordé divers aspects, tels que la communication efficace, la négociation, la médiation, et la promotion de la compréhension interculturelle. Des séances de sensibilisation ont également été organisées pour éduquer les communautés sur les mécanismes de prévention de la violence et les signaux précurseurs de conflits potentiels. En impliquant activement les membres de la communauté dans ces processus éducatifs, le projet a favorisé l'autonomisation locale, permettant aux individus d'assumer un rôle proactif dans la gestion pacifique des conflits. Par conséquent, le projet a contribué à créer des communautés plus résilientes, capables de prévenir efficacement la violence et de résoudre les conflits de manière constructive à travers les émissions diffusées par les radios communautaires sur place qui ont contribué dans la gestion des conflits par les animations de débats et de magazines. Ces débats ont été animés par les leaders communautaires et religieux, les OSC et les ACP. Ces émissions continuent d'être diffusées dans les communes d'intervention du projet.

## **VI.9. Effet catalytique du projet**

### **VI.9.1. Le projet a-t-il été un catalyseur financier et/ou programmatique**

#### **➔ Catalyseur Financier**

Le projet a joué un rôle catalytique significatif tant sur le plan financier que programmatique. Sur le plan financier, le financement PBF a été utilisé de manière à intensifier d'autres travaux de consolidation de la paix dans la région. Des partenariats et des synergies avec d'autres bailleurs de fonds, gouvernementaux et non gouvernementaux, ont été renforcés pour maximiser l'impact des ressources disponibles. Sur le plan programmatique, le projet a agi comme un catalyseur en créant des plateformes plus larges pour la consolidation de la paix.

Le financement PBF a été utilisé de manière stratégique pour combler les lacunes identifiées dans d'autres initiatives de consolidation de la paix, notamment :

- ✓ **Renforcement de l'inclusion des femmes et des jeunes** : Le PBF a permis de cibler spécifiquement des programmes visant à autonomiser les femmes et les jeunes, comblant ainsi une lacune souvent observée dans les initiatives de consolidation de la paix où ces groupes sont insuffisamment représentés ou pris en compte ;
- ✓ **Intégration des communautés locales** : Le financement PBF a été utilisé pour mettre en œuvre des projets de consolidation de la paix qui intègrent étroitement les communautés locales dans le processus décisionnel et la mise en œuvre, palliant ainsi le manque de participation communautaire dans certaines initiatives antérieures ;
- ✓ **Renforcement des capacités des forces de sécurité** : Le PBF a contribué à combler les lacunes en matière de formation et d'équipement des forces de sécurité locales, renforçant ainsi leur efficacité dans le maintien de la paix et de la sécurité, ce qui peut avoir été une faiblesse dans d'autres programmes de consolidation de la paix ;
- ✓ **Coordination des acteurs** : Le financement PBF a été utilisé pour soutenir des mécanismes de coordination entre les différents acteurs impliqués dans la consolidation de la paix, favorisant ainsi une approche plus cohérente et collaborative, ce qui peut avoir été une lacune dans d'autres initiatives où la coordination entre les acteurs était insuffisante.

En résumé, le financement PBF a été utilisé de manière stratégique pour répondre aux lacunes identifiées dans d'autres initiatives de consolidation de la paix, en mettant l'accent sur l'inclusion des femmes et des jeunes, l'intégration des communautés locales, le renforcement des capacités des forces de sécurité et la coordination des acteurs.

Des analyses des besoins ont été effectuées pour identifier les secteurs où le financement PBF pourrait avoir le plus d'impact et compléter d'autres sources de financement. Cela a permis d'optimiser l'utilisation des ressources disponibles et d'élargir la portée des interventions.

#### ➔ **Catalyseur programmatique**

Le projet a contribué à la création de plateformes plus larges pour la consolidation de la paix. Des collaborations intersectorielles ont été établies, rassemblant une diversité d'acteurs, y compris les autorités locales, la société civile, les institutions gouvernementales et d'autres partenaires clés. Ces plateformes ont permis de coordonner les efforts de consolidation de la paix à l'échelle régionale, renforçant ainsi l'effet catalytique du projet.

Aussi, les thématiques de Paix, sécurité, cohésion sociale, prévention du terrorisme, résilience des ménages vulnérables et sensibilité au genre, ont fait récemment l'objet d'un financement au profit de l'ONG locale GARKUWA par l'USAID pour une durée de 2 ans.

**VI.9.2. Le financement PBF a-t-il été utilisé pour intensifier d'autres travaux de consolidation de la paix et/ou a-t-il aidé à créer des plateformes plus larges pour la consolidation de la paix ?**

Le financement PBF (Peace building Fund) a été judicieusement utilisé pour intensifier d'autres travaux de consolidation de la paix (renforcement de la résilience des communautés, prévention des conflits, formation sensible au genre, allocation équitable des ressources et risques d'apatridie), et a contribué à la création d'une (1) plateforme plus larges pour la consolidation de la paix (Groupe WhatsApp). Les ressources du PBF ont été allouées de manière stratégique pour renforcer les initiatives existantes (le programme PCCN de l'OIM), élargir la portée des activités de consolidation de la paix et favoriser des résultats durables. Cela a permis d'amplifier l'impact du projet en consolidant et en étendant les actions entreprises, créant ainsi des synergies et des collaborations accrues avec d'autres acteurs et organisations œuvrant dans le domaine de la consolidation de la paix. Le financement du PBF a donc servi de catalyseur pour intensifier les efforts de consolidation de la paix, favorisant une approche plus holistique et une plus grande collaboration au niveau local et international. Cette utilisation judicieuse des fonds a contribué à maximiser l'efficacité du projet et à renforcer l'engagement global envers la consolidation de la paix.

## VI.10. Les principales leçons apprises de la mise en œuvre de l'intervention

Ce projet de consolidation de la paix a généré plusieurs leçons apprises qui peuvent guider les futures initiatives similaires. Voici quelques-unes des leçons clés tirées de l'expérience de ce projet :

- ☞ **Importance de l'Alignement Stratégique** : L'alignement du projet avec les priorités nationales, les stratégies régionales, et les initiatives internationales a été crucial pour assurer sa pertinence et son succès. Cela souligne l'importance de la compréhension approfondie du contexte politique, social et économique dans la planification et la mise en œuvre des projets.
- ☞ **Participation Communautaire Active** : La participation étroite des partenaires étatiques, régionaux, locaux et de la société civile dans la conception du projet a contribué à prendre en compte efficacement les besoins des communautés. Les leçons indiquent que l'implication des parties prenantes locales dès le début peut renforcer la légitimité et la durabilité des interventions.
- ☞ **Flexibilité et Adaptabilité** : Le contexte politique dynamique a exigé une flexibilité dans la mise en œuvre du projet. Les ajustements continus en réponse aux changements politiques ont permis de maintenir la pertinence des objectifs, soulignant l'importance de l'adaptabilité face aux réalités du terrain.
- ☞ **Coordination Interinstitutionnelle** : La coordination entre les agences, bien que bénéfique, a également présenté des défis. Les leçons apprises soulignent la nécessité d'harmoniser les méthodes de travail et de surmonter les différences pour éviter des retards et des complications inutiles.
- ☞ **Évaluation Continue des Besoins Communautaires** : La diversité des besoins au sein des communautés a nécessité une évaluation continue pour prioriser efficacement les activités du projet. Cette leçon souligne l'importance de rester connecté avec les communautés bénéficiaires pour ajuster les interventions en fonction de l'évolution des besoins.
- ☞ **Sensibilité au Genre et à la Jeunesse** : L'intégration systématique des dimensions de genre et de jeunesse a été soulignée comme un élément crucial. Les projets futurs devraient continuer à reconnaître et à adresser de manière proactive les besoins spécifiques des femmes et des jeunes pour garantir des résultats équitables.

- ☞ **Gestion Transparente des Ressources** : La gestion transparente des ressources financières a été soulignée comme un facteur de succès. Les mécanismes de contrôle financier efficaces ont contribué à garantir l'utilisation adéquate des fonds, soulignant l'importance de la responsabilité financière.
- ☞ **Communication Continue avec les Autorités Locales** : Les difficultés de communication avec les autorités locales ont été un défi. Les leçons apprises insistent sur l'importance d'une communication continue et efficace pour surmonter les obstacles potentiels dans la mise en œuvre du projet.
- ☞ **Gestion des Impacts de la Pandémie** : Les impacts de la pandémie de COVID-19 ont ajouté une couche de complexité à la mise en œuvre. Les leçons soulignent la nécessité d'intégrer des plans de gestion des crises pour atténuer les effets inattendus de situations telles que des pandémies.
- ☞ **Évaluation Participative et Ajustements Continus** : La mise en place de mécanismes de suivi et d'évaluation participatifs a été une leçon clé. Cela a permis d'ajuster les approches en temps réel en fonction des retours d'information de la communauté, soulignant l'importance d'une évaluation continue pour améliorer l'efficacité des projets.

## VI.11. Conclusions et recommandations

Pour rappel, l'objectif global de ce projet est "*de contribuer à la stabilité et à la paix dans les départements de Téra (communes de Téra, Diagourou, Gorouol), Ayorou (communes d'Ayorou et Inatés) et Abala (communes Abala et Sanam)*". Celui de cette évaluation est de constater l'amélioration effective de la protection des populations et des personnes dans les communes d'intervention de la région de Tillabéri à travers une analyse des activités mise en œuvre depuis le début du projet.

En conclusion, l'évaluation complète du projet de consolidation de la paix dans le nord de Tillabéry révèle un succès indéniable dans la réalisation de ses objectifs. La pertinence du projet se manifeste à travers son alignement cohérent avec les priorités du Fonds pour la consolidation de la paix (PBF) des Nations Unies, les objectifs nationaux du Niger, et sa prise en compte minutieuse des spécificités locales. L'engagement direct des leaders communautaires et des leaders religieux, démontre la pertinence culturelle et sociale du projet, plaçant les communautés au cœur des efforts de consolidation de la paix.

La cohérence stratégique du projet, illustrée par son intégration harmonieuse avec d'autres interventions locales, gouvernementales et internationales, souligne son rôle essentiel au sein d'un réseau convergent d'actions. La coordination efficace avec des partenaires clés et la gestion proactive des ressources renforcent la cohérence globale du projet, témoignant d'une compréhension approfondie des dynamiques existantes et des besoins spécifiques de la région.

L'impact positif du projet sur la sécurité communautaire, la coexistence pacifique, et la qualité de vie des bénéficiaires est évident à travers des indicateurs concrets, des données mesurables, et les retours d'informations des autorités locales et des membres de la communauté. Les changements observés dans la réduction des niveaux de violence, l'amélioration de la vie quotidienne des bénéficiaires, et la promotion de la coexistence pacifique reflètent l'efficacité des interventions du projet.

L'analyse des mécanismes de durabilité et d'appropriation démontre une approche solide pour assurer la pérennité des initiatives au-delà de la période initiale. L'implication continue des structures étatiques, des partenaires gouvernementaux, des leaders communautaires, et des comités de paix témoigne d'une transition réussie vers une pleine appropriation des activités du projet.

Enfin, l'intégration proactive des considérations de genre dans toutes les phases du projet souligne une approche inclusive et équitable. L'analyse préliminaire suggère que cette attention particulière aux questions de genre a contribué à renforcer la résilience communautaire et à promouvoir des dynamiques sociales plus équitables.

En résumé, le projet de consolidation de la paix dans le nord de la région de Tillabéry se positionne comme un modèle de réussite, démontrant une compréhension approfondie des réalités locales, une coordination efficace avec divers acteurs, et un impact positif sur la sécurité et la coexistence pacifique. Les conclusions préliminaires indiquent un succès substantiel, mais soulignent également l'importance d'une gestion proactive continue, d'une adaptation aux défis émergents, et de l'intégration constante des leçons apprises pour des interventions futures.

### **Recommandations aux Forces de Défense et de Sécurité (FDS)**

- ☞ Renforcer la coopération et la coordination avec les communautés locales pour une approche participative dans la sécurisation des zones frontalières.
- ☞ Mettre en place des mécanismes de communication efficaces pour partager des informations cruciales avec les communautés, favorisant ainsi une collaboration proactive.
- ☞ Implémenter des formations continues sur les droits de l'homme et la protection civile pour renforcer la confiance et minimiser les frictions potentielles avec les populations locales.

### **Recommandations aux Communautés Hôtes et aux Personnes Déplacées (IDP)**

- ☞ Encourager la participation active dans les initiatives de consolidation de la paix, favorisant ainsi l'intégration et la cohésion sociale.
- ☞ Promouvoir le dialogue intercommunautaire pour résoudre les conflits potentiels et renforcer la compréhension mutuelle.
- ☞ S'engager activement dans les programmes de développement économique et social pour améliorer les conditions de vie.

### **Recommandations aux Bailleurs de Fonds**

- ☞ Maintenir un soutien financier stable pour les projets de consolidation de la paix, en mettant l'accent sur l'autonomisation des femmes et des jeunes.
- ☞ Exiger une transparence accrue dans l'utilisation des fonds et la mise en œuvre des projets.

### **Recommandations au Consortium OIM, HCR, et UNODC**

- ☞ Renforcer la coordination entre les agences pour maximiser l'efficacité des interventions et éviter les doublons.
- ☞ Mettre en œuvre des programmes spécifiques pour répondre aux besoins des réfugiés, en mettant l'accent sur leur intégration sociale et économique.
- ☞ Soutenir des initiatives conjointes visant à renforcer les capacités des autorités locales et des communautés dans la gestion des défis sécuritaires.

### **Recommandations aux Agents de Service Technique de l'État (État Civil)**

- ☞ Collaborer étroitement avec les communautés locales pour identifier et résoudre les problèmes administratifs, contribuant ainsi à renforcer la gouvernance locale.
- ☞ Faciliter la mise en place de services publics efficaces dans les zones ciblées, améliorant ainsi la confiance des populations envers l'État.
- ☞ Promouvoir des mécanismes de participation citoyenne pour renforcer la responsabilisation et la transparence.

#### **Recommandations à la Mairie :**

- ☞ Engager les citoyens dans la planification et la mise en œuvre des projets de développement local.
- ☞ Faciliter la création de forums communautaires pour discuter des problèmes locaux et favoriser la prise de décision participative.
- ☞ Travailler en étroite collaboration avec les forces de sécurité pour assurer la sécurité publique et prévenir les conflits.

#### **Recommandations au Comité de Paix :**

- ☞ Continuer à jouer un rôle actif dans la médiation des conflits locaux et la promotion de la réconciliation.
- ☞ Organiser des initiatives de sensibilisation pour renforcer la culture de la paix au sein des communautés.
- ☞ Faciliter le dialogue entre les différentes parties prenantes pour résoudre les tensions et prévenir les conflits.

#### **Recommandations aux Bénéficiaires des Activités Génératrices de Revenus (AGR) :**

- ☞ Participer activement aux opportunités offertes par les AGR pour améliorer les moyens de subsistance.
- ☞ Collaborer avec les autorités locales et les ONG pour maximiser les avantages des programmes d'AGR.
- ☞ S'engager dans des initiatives de renforcement des compétences pour accroître l'efficacité des activités génératrices de revenus.

<b>Indicators</b>	<b>Base line</b>	<b>Final target reached by the Project</b>	<b>Comments</b>
O1: Degré de satisfaction de la population cible avec les services rendus par les structures étatiques (état civil, FDS, et justice)	71%	93,1% (H=92,2% et F= 94%)	
O1: Nombre de structures renforcées	0		voir avec le MEAL du Projet
# de postes soutenus (FDS et tribunaux)	0		voir avec le MEAL du Projet
# de formations interservices	0		voir avec le MEAL du Projet

% d'acteurs formés déclarant que les formations ont amélioré leur capacité à répondre aux besoins de paix et de sécurité de la population de la région de Tillabéri ( <i>désagrégé par sexe</i> )	0	69,55% (dont 59,3% Hommes et 79,8% Femmes)	Calculer selon les réponses à cette question: "F18, Selon vous, ces formations ont elles amélioré votre capacité à répondre aux besoins de paix et de sécurité dans la"
# d'agents formés ( <i>désagrégé par sexe</i> )	0		voir avec le MEAL du Projet
% d'agents formés déclarant pouvoir utiliser efficacement le système MIDAS pour gérer les frontières terrestres ( <i>désagrégé par sexe</i> )	0	100,00%	Homme uniquement
# de structures étatiques indiquant être mieux équipées pour mener à bien leur mandat	0		voir avec le MEAL du Projet
# de session de renforcement de capacités des acteurs de protection	0		voir avec le MEAL du Projet
% d'acteurs formés déclarant être mieux équipés pour répondre aux besoins de protection de la population ( <i>désagrégé par sexe</i> )	0	87,5% dont 100% hommes et 75% Femmes	
Nombre de documents d'état civil délivrés ( <i>désagrégé par âge et sexe</i> )	0		voir avec le MEAL du Projet
% des membres de la communauté déclarant une amélioration du dialogue et des échanges dans la communauté ( <i>désagrégé par âge et sexe</i> )	N/A	79,45% (dont 73,2% Homme et 85,7% Femme) désagrégation par age non disponible	Gace aux activités de sensilisaion , des VAD des comités de Paix et les radios communautaires qui continuent la diffusion des messages de sensibilisation dans ce sens " E9, Selon vous, le tissu social social est-il renforcé grâce aux activités de rapprochement"
# de séances de sensibilisation organisées	0		voir avec le MEAL du Projet

% de l'audience cible déclarant mieux comprendre les notions de coexistence pacifique, de cohésion sociale et d'apatridie ( <i>désagrégé par âge et sexe</i> )	0	coexistence pacifique: 83,90% dont 82,5% hommes et 83,3% femmes; cohésion sociale: 83,50% dont 79,8% Hommes et 87,2% emmes; Apatridie: 84% dont 81,8% Hommes et 86,2% femmes	83,8 pour les 3 thématiques
# d'activités AGR soutenues	0		
# de femmes et de jeunes soutenus avec des activités de formation en prison	0		
# de comites de paix formés ou appuyés	6 (opération 1 dans les communes d'intervention post projet)		
% des membres de la communauté déclarant avoir accès à des espaces de dialogue	87% affirment y avoir accès (68% à Abala; 98% à Ayorou et 100% à Téra)		
# de représentants de l'Etat et membres de comité formés sur la chaîne de communication entre comités de paix et autorités (désagrégé par sexe)	0		
% d'acteurs formés déclarant pouvoir identifier la chaîne de communication entre comités de paix et autorités (désagrégé par sexe et par catégorie)	0	94,8% dont 93,9% Homme et 95,7% femme	F16, Etes vous capable maintenant d'identifier la chaîne de communication entre comités de paix et autorités?
# de session organisées	0		
# de participants aux forums d'échanges et de bonnes pratiques (élargis aux comités de paix)	0		
# de centre communautaire réhabilité / construit	0		

Atteint		94,80%	
---------	--	--------	--

## VI. Annexes :

1. Document de projet
2. Entretiens réalisés (Guide entretiens autorités, ESSI autorités, ESSI Etat Civil, ESSI policier, FGD communauté hôte, FGD réfugiés, FGD IDPs, ESSI Procureur, Radio Communautaire)
3. Tabulation Excel
4. Transcriptions des entretiens audios réalisés avec l'équipe du Projet
5. Semi Annual Report PBF- OIM/ HCR / ONUDOC 2023,
6. Cadre logique PBF
7. Etude de base documentaire
8. Document de Projet AILP : Appui aux Initiatives Locales de promotion de la Paix
9. Document de Projet « Femmes et gestion des conflits liés aux ressources naturelles - Approche basée sur L'implication des femmes et la résilience aux effets des changements climatiques pour la réduction des conflits communautaires et transfrontaliers liés aux ressources naturelles.»
10. Programme de Redressement Nord Tillabéri – Complexe de la paix, AFD
11. Stratégie Nationale de Prévention de la Radicalisation et de l'Extrémisme Violent (SNPREV)